

Université de Montréal

Structure de culture et minimalisme : l'enjeu politique du minimalisme sémantique

Par Xavier Boileau

Département de philosophie et Faculté des Arts et Sciences

Mémoire présentée en vue de l'obtention du grade de maitre en philosophie

15 août 2017

Copyright, Xavier Boileau, 2017

Résumé : En philosophie politique, la question de la langue est rarement directement prise en compte. Tantôt considérée comme simple outil de communication, tantôt appartenant à la culture d'un groupe, la langue ne semble pas constituer pour la philosophie politique un phénomène à étudier de façon indépendante. Pourtant, il semble légitime de se demander dans quelle mesure un état libéral peut légitimement protéger une langue sans pour autant être accusé de faire la promotion d'une valeur particulière et, par conséquent, sans enfreindre la neutralité libérale et la primauté du juste sur le bien. Afin d'explorer cette question, je m'intéresserai à une question fondamentale en philosophie du langage, soit le débat entre les philosophes souscrivant au minimalisme sémantique (E. Borg, E. Lepore et H. Cappellen) et ceux qui adhèrent au contextualisme sémantique (R. Carston, Sperber, Wilson, F. Recanati). On se demandera ainsi s'il est possible de distinguer la langue de la parole, la signification du système de croyances des locuteurs, la signification type de la signification liée à l'évènement d'énonciation. En d'autres termes, le caractère de culture d'une communauté, prenant ici la forme d'un arrière-fond de croyances, est-il nécessaire à la compréhension d'un acte de langage ou celui-ci peut-il minimalement être compris indépendamment de son contexte d'énonciation et faire partie de la structure de culture ? Est-il possible de dégager une signification minimale des phrases, leur sens le plus littéral, ou doit-on nécessairement avoir recours au vouloir dire et à l'intention de signifier ? L'objectif de cette réflexion est de rendre possible la promotion du langage dans une perspective libérale en montrant que la langue est un bien institutionnel relativement neutre.

Mots-clés : philosophie politique, philosophie du langage, libéralisme, minimalisme, contextualisme, conventionalisme

Abstract : For most political philosophers, language is rarely a primary concern. Sometimes it is only seen as a tool of communication, while at other times, it is linked to a specific cultural group. Be that as it may, language doesn't seem valuable enough to be considered as an independent object of study that plays a specific role in political theory. Yet, in the context of a liberal political philosophy, it seems legitimate to ask ourselves to what extent a liberal state can protect language without being accused to promote specific values within the community. In other words, is it possible for a liberal philosopher to promote linguistic laws and protect a specific language without violating the liberal principle of neutrality and the primacy of justice over good? With this question in mind, I try to explore a fundamental debate in philosophy of language that could shed some light on the contentious issue of liberal neutrality: the dispute between minimal semantics (E. Borg, E. Lepore et H. Cappellen) and those who promote contextual semantics (R. Carston, Sperber, Wilson, F. Recanati). By studying this debate, we will try to show that it is possible to distinguish between language and speech, meaning and belief system, literal meaning and occurrent meaning. We will try to answer the following question: is the cultural character of one community, understood as a set of background beliefs, values and ends, necessary for linguistic understanding or, is it possible to minimally understand these linguistics acts without the context of utterance? In other words, can language be understood as a fundamental part of the cultural structure as suggested by Will Kymlicka, as opposed to the character of culture? Our goal is to demonstrate that it is possible to promote language inside a liberal framework by showing that language is a relatively neutral and minimal institutional good.

Key words: political philosophy, language philosophy, liberalism, minimalism, contextualism, conventionalism

## **Table des matières**

Remerciements	p. v
Introduction	p. 1
Chapitre 1	p. 11
1.1. La société libérale selon Kymlicka : structure et caractère de culture	p. 15
1.1.1 Structure de culture et caractère de culture	p. 16
1.1.2 L'importance de la distinction entre la structure et le caractère de culture	p. 20
1.2. Une structure ne suffit-elle pas ?	p. 26
1.2.1 L'argument en faveur de l'assimilation : première version	p. 26
1.2.2. L'argument en faveur de l'assimilation : seconde version	p. 31
1.3. La langue comme structure de culture	p. 35
1.4. Les embûches à la théorie kymlickienne	p. 47
1.4.1 L'embûche essentialiste	p. 47
1.4.2. L'embûche contextualiste	p. 52
1.5 Conclusion	p. 57
Chapitre 2	p. 59
2.1 Quelques précisions théoriques : minimalisme et contextualisme	p. 60
2.2 Les différents courants du contextualisme sémantique	p. 63
2.3 Les différents courants du minimalisme sémantique	p. 70
2.4 La critique du contextualisme	p. 79
2.4.1 Contextualisme et circularité	p. 79
2.4.2 Un langage instantané ? Quelle constance dans la langue ?	p. 86
2.4.3 L'argument métaphysique : qu'est-ce qu'être intelligent ?	p. 93
2.5 Conclusion	p. 103
Chapitre 3	p. 105
3.1 Le conventionnalisme Wittgensteinien	p. 109
3.1.1 Langage et règles	p. 111
3.1.2. Seymour et le conventionnalisme	p. 120
3.1.3. Seymour et la signification minimale	p. 121
3.2. Une signification minimale indéterminée	p. 130
3.3 Argument en faveur d'une lecture minimaliste	p. 132
3.4 Conclusion	p. 141
Conclusion	p. 143
Bibliographie	p. i

Remerciements : J'aimerais remercier en premier lieu l'ensemble de mes amis qui m'ont suivi tout au long de ce projet et de cette réflexion, je pense notamment à Maxime, Léo, Alexandre, Ariane et Frederick. Que ce soit directement ou indirectement, discuter avec vous m'a non seulement permis d'organiser mes idées et de préciser ma pensée, mais aussi de prendre plaisir à la réalisation de cette démarche. J'aimerais aussi saluer mes frères et sœurs qui m'ont appuyé par leurs judicieux conseils et leur humour inimitable. Un grand merci aussi à Michel Seymour pour m'avoir guidé tout au long de la rédaction de ce mémoire et sans qui ce projet n'aurait probablement jamais pris naissance ou être achevé. Et finalement, un merci à mes parents qui ont toujours été là pour me supporter et me rattraper dans les moments difficiles comme heureux. Merci à vous tous et les autres plus discrets que j'aurais oubli

## **Introduction**

Dans ses travaux, le sociolinguiste Abram de Swaan parle de la langue comme d'un bien social totalement à part des autres, soit une sorte de bien « hypercollectif ». Que veut-il dire par là ? Il faut dans un premier temps comprendre qu'un bien social répond à quatre caractéristiques : il est impossible d'empêcher un membre du groupe d'avoir accès au bien collectif ; la collaboration d'un nombre important de membres est nécessaire au maintien de ce bien ; cependant, les efforts d'un seul individu ne sont pas suffisants pour maintenir le bien en action ; et finalement, l'utilité du bien ne diminue pas si des membres viennent s'ajouter au groupe<sup>1</sup>. Ces caractéristiques présentées, il nous semble plutôt naturel de penser le langage comme un bien collectif. En effet, il est évident qu'un individu seul ne peut pas garder une langue vivante bien longtemps et, de la même façon, il est difficile d'empêcher quiconque d'apprendre la langue de la communauté. Cependant, pour De Swaan, la langue peut aussi être perçue comme un bien hypercollectif, et ce, dans la mesure où, à l'inverse d'autres biens collectifs tels que la santé, son utilité ne diminue non seulement pas lorsque des membres s'ajoutent au groupe, mais au contraire augmente. Autrement dit, la langue devient d'autant plus utile que le nombre de personnes qui la parle est grand<sup>2</sup>.

Il y a bien sûr d'autres points de vue et conceptions du langage que celle de Swaan. Néanmoins, cette dernière nous permet de mettre en scène de manière efficace l'importance et la particularité du langage dans l'espace politique. Contrairement à d'autres institutions sociales ou choix politiques, la langue est un objet politique qui nous oblige à nous engager, et

---

<sup>1</sup> Abram de Swaan, *Words of the World*, Cambridge, Blackwell Publishers Ltd, 2001, p. 31

<sup>2</sup> *Ibid.*

ce, pour minimalement deux raisons. La première raison est somme toute évidente : toute vie politique nécessite que ces membres communiquent entre eux et, jusqu'à preuve du contraire, seule la langue permet cette communication. Ainsi, peu importe le choix qui sera fait, toute communauté politique n'a d'autres options que de mettre en place une politique linguistique, qu'elle soit implicite ou explicite, dans une optique de monolinguisme ou de plurilinguisme. Dans un deuxième temps, comme le suggère la conception de Swaan, toute action politique ou absence d'action sur le langage aura un effet sur ce dernier. Son utilité dépendant presque directement du nombre de locuteurs, la présence ou l'absence d'un appui étatique à une langue pourrait faire la différence entre sa disparition ou sa pérennité.

Outre ces questions « d'utilités pratiques », la langue représente elle-même un enjeu politique important à travers le monde, que ce soit pour des questions d'identité, d'accès à l'éducation ou tout simplement de rapprochement des peuples, la langue se retrouve au cœur d'un ensemble d'enjeux politiques locaux et internationaux. On retrouve ainsi dans de multiples pays des lois cherchant à protéger ou promouvoir une ou des langues. On peut ici penser non seulement au Québec, mais aussi aux pays de l'Europe de l'Est qui cherchent à se défendre contre l'hégémonie du russe, au catalan dans sa lutte contre l'espagnol, aux minorités hispanophones aux États-Unis ou encore aux multiples langues minoritaires qui luttent contre les langues des colonisateurs en Afrique. Les exemples abondent ainsi sur tous les continents quand il est question de politique linguistique. Pour cette raison, il est plutôt surprenant de constater que la philosophie politique s'est somme toute peu intéressée aux questions linguistiques. Ainsi des penseurs politiques de premier ordre tels que Rawls, Young, Dewey ou Mills ont presque toujours tenu pour acquis une certaine homogénéité linguistique dans les

sociétés politiques dont il parlait. Pire encore, même des penseurs qui touchent un peu à la question, comme les communautariens (Sandel, Walzer et cie,) ou les penseurs multiculturalistes (Kymlicka, Taylor et cie.), le font souvent de façon indirecte au travers d'une théorie culturelle plus large. Ainsi, bien qu'on retrouve un certain nombre d'articles sur le sujet, il existe peu de monographies traitant exclusivement de la place de la langue en politique.

Une raison qui peut être avancée pour expliquer ce silence est certainement à puiser dans la méfiance traditionnelle des philosophies politiques libérales, tradition dominante en occident à bien des égards, face à tout type de politiques culturelles. Expliquée de façon caricaturale cette méfiance s'exprime ainsi : le libéralisme a comme objectif de s'assurer que tous et toutes puissent suivre leur projet de vie comme ils l'entendent ; néanmoins, les politiques de protection culturelle prioriseraient le devenir de la communauté sur celui de ses membres, ce qui a pour effet de grandement limiter les types de vie que celui-ci peut espérer mener. De plus, ces objectifs culturels correspondent bien souvent aux projets de vie de seulement une petite partie de la communauté et jamais de l'ensemble de celle-ci. Conclusion : les politiques de protection culturelle contraignent arbitrairement l'autonomie des membres du groupe au profit des projets de quelques-uns<sup>3</sup>. Cette ligne de pensée, qui traverse tout le débat moderne autour de la question du multiculturalisme, semble être calquée et reportée sur la question linguistique. Autrement dit, en mettant en place des mesures de protection des langues minoritaires, ces minorités contraignent de façon arbitraire l'autonomie des membres du groupe et les bloquent dans leur potentialité de développement social, économique et

---

<sup>3</sup> Kwame Anthony Appiah, *The Ethics of Identity*, Princeton, Princeton University Press, 2005, 358 p. et Seyla Benhabib, *The Claims of Culture*, Princeton, Princeton University Press, 2002, 245 p.



politique<sup>4</sup>. La défense de la langue est ainsi associée à la défense d'une certaine forme de vie, qui serait plus authentique ou valable que d'autres, qui seraient favorisées au détriment d'autres types de projet de vie.

Heureusement pour nous la théorie politique de Will Kymlicka nous offre un nombre important d'outils théoriques pour penser la place et le rôle que le langage devrait avoir en politique. Bien au courant de ces différentes attaques, ce dernier a mis en place une théorie politique qui cherche à faire la différence entre le contexte institutionnel qui est nécessaire à la formation de l'autonomie des individus, ce qu'il nomme la structure de culture, et la mise en pratique de cette autonomie au travers de différentes formes de vie, soit le caractère de culture<sup>5</sup>. Cette distinction que fait Kymlicka nous permet de comprendre la différence entre les dimensions sociales et structurantes de la culture et sa dimension interprétative et plus personnelle. Les premières correspondraient à l'ensemble des règles sociales de base de la société qui permet les interactions minimalement nécessaires entre les citoyens, alors que les secondes correspondraient davantage à la prise de possession et la réinterprétation par le citoyen des différents symboles et institutions culturelles qui l'entourent afin qu'elles correspondent à ses propres projets de vie. Si cette description reste somme toute schématique et qu'elle sera développée plus amplement au cours de notre réflexion, elle nous permet de mieux comprendre quelle serait la place du langage dans la sphère sociale. Tout comme la culture, ce dernier aussi serait composé d'un côté de règles constitutives et de significations minimales de base qui permettraient la mise en place d'une pratique linguistique, soit la

---

<sup>4</sup> David D. Laitin and Rob Reich, « A Liberal Democratic Approach to Language Justice », dans Will Kymlicka et Alan Patten (éd.), *Language Rights and Political Theory*, Oxford, Oxford University Press, 2003, p. 96 et p. 102-104

<sup>5</sup> Will Kymlicka, *Liberalism, Community, and Culture*, Oxford, Oxford University Press, 1989, p. 166-168

langue, et d'un autre côté, de sa réappropriation personnelle par les membres de la communauté, soit la parole. La langue serait ainsi l'outil nécessaire à l'autonomisation de la parole et, pour cette raison, serait donc nécessaire à défendre sur le plan politique. L'autonomie individuelle serait impossible sans l'accès à un contexte culturel de base qui fournirait les outils interprétatifs nécessaires à la construction d'une perspective particulière sur le monde.

Il est entendu que cette stratégie rencontre un certain nombre d'obstacles. D'abord en philosophie politique, où la distinction faite par Kymlicka pour comprendre la culture est remise en question. Trop faible pour certains, trop forte pour d'autres, la conception de la culture que ce dernier propose ne permettrait pas de régler le dilemme initial du libéralisme face aux politiques culturelles. Elle ne ferait tout au plus que réaffirmer les positions nationalistes et isolationnistes des courants de « revitalisation culturelle »<sup>6</sup>. Dans un deuxième temps, la distinction de Kymlicka, particulièrement lorsqu'appliquée aux langages, se trouve rapidement confrontée à divers problèmes en philosophie du langage et, plus particulièrement, en théorie de la signification. En effet, l'idée d'une structure de culture en philosophie du langage implique la défense d'une forte distinction entre la sémantique, soit les règles et significations du langage, et la pragmatique, c'est-à-dire les différentes instanciations contextuelles du langage<sup>7</sup>. Plus précisément, nous nous retrouvons dans la situation où il nous faut parvenir à défendre l'existence de significations minimales, soit un ensemble de significations qui constitueraient le lexique de base de tous les locuteurs de la langue et qui permettraient à ces derniers de se comprendre d'un contexte à l'autre. Cette dernière thèse est

---

<sup>6</sup> David D. Laitin and Rob Reich, « A Liberal Democratic Approach to Language Justice », p. 81 et p. 88-92

<sup>7</sup> Michel Seymour, *L'institution du langage*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2005, p. 376

cependant fortement remise en question par certains philosophes du langage. En effet, ce qu'on nomme le courant contextualiste met en doute l'idée qu'il existerait des significations minimales qu'il serait possible de saisir sans avoir recours au contexte<sup>8</sup>. Il n'y aurait pas quelque chose comme LA signification du mot « chaise » qui nous permettrait de savoir de quel contenu sémantique il est question d'un contexte à l'autre. Par conséquent, une telle position nie la possibilité même de l'existence de quelque chose comme une structure de langage.

Ces obstacles potentiels exposés, quel est l'enjeu ? Pourquoi devrait-on se soucier de la « constance significationnelle » d'un mot ? Surtout d'un mot aussi banal que le mot *chaise*... On peut répondre à cette question en deux temps. Tout d'abord, il est important de comprendre que si l'on veut parvenir à offrir un argumentaire convaincant en faveur d'une défense des politiques linguistiques, il nous faut parvenir à répondre aux inquiétudes des penseurs libéraux. Nous partageons en effet les préoccupations de ces derniers pour l'autonomie des individus et c'est pour cette raison qu'il nous semble primordial de montrer à quel niveau la langue contribue à cette autonomie. Ne pas y parvenir, c'est condamner la langue à n'être qu'une préférence individuelle qui relève tout au plus d'une logique de marché. Dans un deuxième temps, cet engagement libéral assumé, il nous faut parvenir à maintenir la distinction de Kymlicka face aux assauts du contextualisme sémantique en philosophie du langage. Pourquoi ? Tout simplement, parce que l'enjeu est capital. On l'a dit, nous pensons

---

<sup>8</sup> Pour les plus connus : François Recanati, *Literal Meaning*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004, 179 p. ; Robyn Carston, *Thoughts and Utterances: The Pragmatics of Explicit Communication*, Oxford, Blackwell Publishing, 2002, 418 p. ; Charles Travis, *The Use of Sense*, Oxford, Oxford University Press, 1989, 400 p. ; Dan Sperber et Deirdre Wilson, *La Pertinence*, trad. par Abel Gerschenfeld et Dan Sperber, Paris, Les Éditions de Minuit, 1989, 396 p.

que la langue est une institution qui fournit aux individus les moyens d'actualiser leurs autonomies respectives. Cependant, si les contextualistes ont raison et qu'il n'existe pas de distinction entre sémantique et pragmatique, la distinction entre structure de culture et caractère de culture tombe. Autrement dit, toutes formes de communications ne renverraient non pas à un système qui nous fournit des outils interprétatifs, mais à des interprétations. Il n'y aurait ainsi plus de différences entre langue et formes de vie. Parler une langue reviendrait à adopter une certaine conception de la vie bonne. Les pires peurs des libéraux se verraient donc réalisées : les politiques linguistiques reviendraient tout au plus à homogénéiser l'espace social sous le diktat d'une certaine conception du monde, un type de vie authentique choisi par quelqu'un d'autre que le citoyen. Ainsi présentée, la possibilité d'une défense libérale des politiques linguistiques repose directement sur notre capacité à défendre une position minimaliste en philosophie du langage.

Notre hypothèse de travail est donc la suivante : nous pensons qu'il existe quelques choses comme des significations minimales qui font partie d'un système linguistique conventionnel plus large. Autrement dit, il existe non seulement quelque chose comme une institution du langage, mais, en plus, cette dernière permet de défendre la distinction entre structure et caractère de culture faite par Kymlicka. Pour parvenir à démontrer la possibilité de cette hypothèse, il nous faut réussir à mettre en place la thèse d'une signification minimale publique, sociale et collective. C'est-à-dire d'un ensemble de significations qui pourrait se rapporter à une structure de langage comme envisagé par Kymlicka. Pour y parvenir, nous diviserons notre réflexion en trois chapitres.

Nous commencerons notre réflexion par un premier chapitre où nous examinerons les concepts de structure de culture et de caractère de culture proposés par Kymlicka dans ses travaux. Cette distinction constituera l'assise théorique qui va nous permettre de détacher la langue d'une conception de la vie bonne particulière. Elle nous permettra donc non seulement de comprendre le rôle qu'elle joue dans la création de l'autonomie des individus, mais aussi de préciser qui peut revendiquer des droits linguistiques ainsi que les limites que ces droits ont dans la pratique. Ce cadre théorique et son importance pour le langage établis, nous chercherons ensuite à répondre à deux variations de l'objection assimilationniste qui peut être faite contre l'argumentaire promouvant la défense des minorités linguistiques. À cette étape de l'argumentaire, nous chercherons ici à montrer non seulement la pertinence d'assurer l'existence d'une structure de culture, mais surtout l'importance de préserver une diversité de structures de culture. Ces objections d'ordres politiques écartées, nous tenterons d'explicitier les différentes thèses en philosophie du langage qui sont impliquées par la position de Kymlicka. Plus précisément, nous tenterons de faire un premier lien entre les positions minimalistes et le concept de structure de culture. Il sera ainsi montré que pour que la langue puisse appartenir à la structure de culture, encore faut-il qu'il existe quelque chose comme des significations minimales qui constituent un champ lexical commun à tous les locuteurs d'une langue. Autrement dit, pour parvenir à défendre l'idée d'une structure de culture, il faut défendre le minimalisme sémantique. Par la suite, nous exposerons deux embûches potentielles qui se dressent contre notre théorisation de la langue. La première consiste en une embûche d'ordre général contre la conception kymlickienne de la culture, soit le danger que celle-ci en vienne à essentialiser les groupes culturels que l'on retrouve sur la planète. Dans un deuxième temps, nous porterons notre attention sur une embûche plus sérieuse et jamais

réellement prise en considération par Kymlicka et les autres penseurs en philosophie politique, soit les objections contextualistes aux théories minimalistes. Nous expliciterons ici quatre grands arguments contextualistes qui viennent remettre en question l'idée qu'il existerait quelque chose comme des significations littérales, et donc une structure de culture au niveau du langage. C'est à ces quatre arguments que nous tenterons de répondre au cours du chapitre suivant.

Le deuxième chapitre de notre travail tentera en effet de répondre aux obstacles que le contextualisme sémantique place sur notre route. Cette section constituera la dimension négative de notre travail, c'est-à-dire que nous chercherons à montrer que le contextualisme doit être rejeté. En effet, nous défendrons ici l'idée que le contextualisme ne permet pas d'offrir une image cohérente et plausible du langage. Pour parvenir à cette conclusion, nous procéderons en quatre étapes. Nous clarifierons dans un premier temps le type de contextualisme auquel nous nous attaquons, soit le contextualisme sémantique. Cette tâche accomplie, nous chercherons à expliciter les différents camps qui s'affrontent en théorie de la signification, d'abord chez les contextualistes, puis chez les minimalistes. Cette étape sera pour nous l'occasion de mettre en place les prémisses d'une solution au problème de la signification qui pourrait nous permettre de conserver la distinction kymlickienne, soit les défenseurs d'une signification minimale indéterminée. Le corps du chapitre sera cependant consacré à une réfutation du contextualisme. Trois arguments seront proposés à cette occasion pour mettre en évidence les lacunes explicatives et logiques du contextualisme. Circularité, absence d'intercontextualité et confusion épistémique sont autant de problèmes auxquels le contextualiste ne semblent pas avoir de réponse, mais pour lesquels le minimalisme offre des

solutions.

Finalement, le troisième chapitre sera pour nous l'occasion de proposer notre solution minimaliste pour défendre l'idée d'une appartenance de la langue à la structure de culture. Pour ce faire, nous dresserons le tableau d'une signification minimale indéterminée qui doit être comprise comme une définition stéréotype qui s'insère dans une sémantique des conditions d'assertabilité et non des conditions de vérité. Pour ce faire, nous puiserons dans les travaux de Wittgenstein, Bloor et Seymour. Ces trois penseurs nous offriront les outils nécessaires pour comprendre le langage comme une institution sociale à part entière. Plus encore, leurs théories nous offriront l'environnement linguistique idéal pour y insérer des significations minimales indéterminées. Ce seront ces significations qui constitueront le contexte de choix linguistique qui permettra aux locuteurs de faire advenir leur autonomie, leur parole propre. Ainsi présenté, il deviendra clair que le langage ne doit pas être compris comme un simple outil de communication qui transmet des pensées déjà formées, mais plutôt comme un outil générateur de contenu qui est nécessaire à la mise en place d'une pensée complexe. Le langage devient donc ici un outil social qui précède la pensée effective de locuteurs particuliers et qui permet de réaffirmer la pertinence de la distinction entre structure et caractère de culture que Kymlicka propose.

L'ensemble de notre réflexion devrait nous permettre d'arriver à la conclusion qu'une défense libérale du langage est possible. En fait, à la lumière d'un examen sérieux des théories de la signification en philosophie du langage, cette défense serait non seulement plausible, mais serait celle qui est la plus en phase avec une compréhension du langage comme

institution sociale. Ainsi conçue, la langue ne devrait pas être comprise comme une forme de vie particulière restreignant l'autonomie des citoyens, voire l'expression du génie du peuple ou l'élaboration embryonnaire d'une conception du monde, mais plutôt comme une matrice ou un outil essentiel au plein développement de cette autonomie. Défendre la langue ne relèverait donc plus d'une simple défense d'une fermeture sur soi, mais deviendrait plutôt la défense d'une des conditions essentielles au plein épanouissement des individus et des peuples. Elle passerait ainsi d'une politique potentiellement oppressive à un projet émancipateur pour une communauté et ses membres. C'est à tout le moins l'objectif que nous pensons pouvoir réaliser au travers de notre réflexion.



## **Chapitre 1**

En philosophie politique, les penseurs libéraux classiques ont tendance à réduire au maximum les institutions sociopolitiques qui sont jugées nécessaires au bon fonctionnement de la vie en communauté. Plus exactement, en considérant les individus comme seuls agents qu'il faut chercher à défendre, toute tentative de mettre en place des politiques spéciales qui seraient d'abord et avant tout destinées à des groupes culturels semble suspecte. Pour que les individus soient traités équitablement, il ne faut pas, pense-t-on, tenir compte de leur origine ethnique, ou de leur appartenance culturelle. On peut penser ici à la question des droits autochtones, à la gestion de l'éducation, ou encore à la participation ou au retrait de certaines communautés de l'espace scolaire<sup>9</sup>. La question des droits linguistiques est tout aussi actuelle, car, que ce soit dans les pays de l'Europe de l'Est, en Catalogne, aux États-Unis ou au Québec, la question politique de la langue se pose. Dans quelle mesure un groupe majoritaire qui se revendique d'un héritage libéral peut-il légitimement imposer sa langue comme outil de communication à l'ensemble des groupes de la société ? Agir de la sorte ne revient-il pas à remettre en question la diversité dont ces sociétés se prétendent être les protectrices ? Défendre une langue minoritaire ou ne serait-ce qu'imposer la langue majoritaire comme langue publique commune, n'est-ce pas promouvoir une conception de la vie bonne ? La neutralité libérale n'exige-t-elle pas de s'abstenir de toute action comme le suggère entre autres Laitin et Reich<sup>10</sup> ?

Pour notre part, il nous semble intuitivement que la contradiction n'est qu'apparente.

---

<sup>9</sup> Amy Gutmann, «Civic Education and Social Diversity», *Ethics*, vol. 105, no. 3, avril 1995, p. 557-579

<sup>10</sup> David D. Laitin and Rob Reich, «A Liberal Democratic Approach to Language Justice», p. 80 à 104

La langue constitue plutôt l'un des piliers de base de l'espace social et, comme quelques autres, elle permet de s'assurer que la diversité pourra effectivement prendre place et être enrichissante pour tous. Elle ne se range pas aux côtés des valeurs liées à une conception de la vie bonne. Cette intuition est très largement inspirée des travaux du philosophe Will Kymlicka sur les sociétés multiculturelles et, plus précisément, elle s'appuie sur la distinction que ce dernier fait entre les concepts de structure de culture et de caractère de culture.

Afin de résoudre ces tensions et montrer que la défense et la promotion de la langue sont compatibles avec le libéralisme, il sera défendu ici l'idée que la langue appartient à la structure de culture et non au caractère de culture. Comme l'avance Will Kymlicka, la défense et la promotion d'une structure de culture est compatible avec la neutralité libérale et n'équivaut pas à la défense et à la promotion d'un caractère. Autrement dit, la langue fait partie des structures institutionnelles de base d'une société permettant la mise en place d'un vivre ensemble diversifié, c.-à-d. d'un vivre ensemble qui respecte les injonctions libérales. Bien évidemment, cette intuition première se trouve confrontée à un certain nombre d'embûches et d'objections auxquelles il nous faudra répondre.

Chaque chose en son temps cependant, je commencerai ce premier chapitre en mettant en place les assises théoriques sur lesquelles nous avons construit notre intuition. Plus exactement, notre argumentaire sera divisé en quatre grands moments. Dans la première section, nous présenterons plus longuement les concepts de structure de culture et de caractère de culture tels que définis par Kymlicka. Ces deux concepts nous permettront de démontrer que, tout comme Kymlicka l'avance, il existe certains biens premiers qui relèvent de la

culture, dont la langue. En l'occurrence, la langue appartient à la structure de culture. Je conclurai cette première section en soulignant l'importance pour les individus de disposer d'un contexte de choix créé par la structure de culture de leur société. Dans la seconde section, je répondrai brièvement à quelques objections qui peuvent être faites à la position défendue dans la section 1. Seront surtout considérés les arguments remettant en question la pertinence de défendre plusieurs structures de culture. Arguments mis de l'avant par les défenseurs de l'idée que seule l'égalité des individus compte, et ce, indépendamment du statut de leurs communautés respectives. Une fois que ces objections auront été écartées, la troisième section me permettra de démontrer qu'il existe en philosophie du langage une distinction souvent proposée qui fait écho à la division entre la structure de culture et le caractère de culture. En effet, le minimalisme sémantique défend l'idée qu'il existe des propositions sémantiques minimales exprimées par des phrases, à ne pas confondre avec le contenu pragmatique véhiculé par les énonciateurs dans un contexte donné. Autrement dit, un peu à l'image de la distinction entre structure et caractère de culture, il existerait une structure de langage (les propositions minimales exprimées) et un caractère de langage (les processus pragmatiques véhiculés dans des contextes spécifiques par des locuteurs spécifiques). Ainsi, en se détachant du contexte, la langue devient en partie un outil de communication qui peut être utilisé au sein de différents arrière-fonds conversationnels, différents modes de vie, pour faire valoir différentes conceptions de la vie bonne. Ces dernières viennent par la suite colorer le langage à des moments spécifiques de son évolution. Une langue donnée peut ainsi servir à faire la promotion de différents modes de vie. Ces derniers font ainsi partie du contexte de choix qui est offert aux individus. Finalement, la dernière section de ce chapitre exposera brièvement les principales objections soulevées contre les théories minimalistes, entre autres par les auteurs

contextualistes. Quatre types d'arguments auxquels notre position devra répondre seront alors présentés. L'enjeu est le suivant et c'est un enjeu de taille. Il faut parvenir à défendre le minimalisme pour que le langage puisse être décrit comme appartenant à la structure de culture et ainsi faire l'objet d'une défense et promotion qui s'accordent avec la neutralité libérale.

### **1.1. La société libérale selon Kymlicka : structure et caractère de culture**

Dans *Liberalism, Community, and Culture*<sup>11</sup>, Kymlicka développe une approche qui identifie l'appartenance culturelle comme étant l'un des paramètres essentiels de toute théorie libérale. Il soutient que la culture sociétale dans laquelle les agents grandissent leur offre un contexte de choix qui leur permet de faire sens du monde qui les entoure. C'est à l'aune de ce contexte de choix que les individus pourront formuler leurs projets et aspirations diverses. À l'inverse, privé d'un tel contexte, les individus se retrouvent dans une situation où ils sont dépourvus des repères nécessaires pour faire sens du monde qui les entoure. Reprenant la terminologie de Rawls, Kymlicka en vient à conclure que ce contexte de choix fourni par la culture constitue un bien social premier, c'est-à-dire un bien que tout individu minimalement rationnel devrait vouloir obtenir afin de pouvoir mener à terme son projet de vie<sup>12</sup>. Pour que les individus puissent profiter pleinement de droits et libertés, il faut pouvoir garantir le droit collectif qu'a un groupe de maintenir une culture offrant un contexte de choix. Autrement dit,

---

<sup>11</sup> Will Kymlicka, *Liberalism, Community, and Culture*, Oxford, Oxford University Press, 1989, 280 p.

<sup>12</sup> John Rawls, *Théorie de la justice*, Paris, Éditions Points, 2009, p.93

la question des droits collectifs devient ici un prérequis à une pleine appréciation des droits et libertés individuels, au sens où ils acquièrent une valeur instrumentale fondamentale. C'est le respect dû aux individus qui va motiver ces droits culturels. Au cœur de cette démonstration de Kymlicka on trouve les concepts de structure de culture et de caractère de culture. Il nous faut donc, avant d'aller plus loin, clairement établir ce que chacun de ces deux concepts implique. Ils vont, après tout, constituer l'épine dorsale de la position qui sera défendue dans ce mémoire.

### **1.1.1 Structure de culture et caractère de culture**

Une première définition simple pourrait être avancée pour comprendre le concept de structure de culture. Elle réfère à l'ensemble des institutions qui offrent aux membres d'une société donnée un contexte de choix pertinent. Plus précisément, la structure de culture correspond à l'ensemble des institutions sociales qui vont organiser la compréhension que nous avons du monde qui nous entoure. Kymlicka nous parle ainsi d'un lexique commun qui nous permet de faire sens des options qui s'offrent à nous. À ses yeux, un tel lexique passe par une maîtrise de la langue et de l'histoire de notre culture<sup>13</sup>. En passant au travers de ses travaux, on peut ainsi identifier trois caractéristiques d'une structure de culture telle que comprise par Kymlicka : langue publique commune, institutions et patrimoine commun (histoire)<sup>14</sup>. La structure de culture comprend donc la langue, mais aussi les médias, les écoles, les institutions juridiques, politiques, etc., dans lesquels cette langue est parlée, ainsi que l'histoire de ces institutions. Il s'agit en quelque sorte de l'ensemble des éléments qui vont

---

<sup>13</sup> Will Kymlicka, *La citoyenneté multiculturelle : une théorie libérale du droit des minorités*, Québec, Boréal, 2001, p. 124-125

<sup>14</sup> Will Kymlicka, *Liberalism, Community, and Culture*, p. 166-167

organiser nos pratiques dans la vie de tous les jours, comme les modalités qui vont nous permettre de participer à la vie politique et sociale de notre communauté. Un élément fondamental de la notion de structure de culture est sa dimension historique ou « évolutive ». L'ensemble de ces institutions n'est pas figé dans le temps, bien au contraire, elles font partie d'un continuum historique au sein duquel elles se transforment dans la perspective d'un temps long. Bien que Kymlicka n'explicite jamais exactement ce qu'il entend par les institutions de bases de la société, il est possible d'aller chercher du côté de Rawls, dont Kymlicka s'inspire, pour éclairer cette idée. Celui-ci comprend la structure de base de la société comme l'ensemble des institutions qui permet d'organiser la vie sociale au sein de laquelle les individus vont par la suite tenter de mettre en pratique leur projet de vie<sup>15</sup>. On pourrait ainsi comprendre la structure de culture comme le point de départ social de tous les membres d'une même culture sociétale. L'élément important pour Kymlicka est que cette structure de culture ne relève pas d'un choix des individus. Au contraire, elle est déjà présente indépendamment des désirs de ceux-ci, car ils naissent de façon purement contingente dans cette dernière. Par conséquent c'est au sein de cette structure de culture que les individus vont se développer et faire des jugements sur le monde qui les entoure :

« In order to make such judgement, we do not explore a number of different patterns of physical movement [...] Rather, we make these judgements precisely by examining the cultural structure, by coming to an awareness of the possibilities it has, the different activities it identifies as significant. »<sup>16</sup>

Par conséquent, le contexte dans lequel un individu va faire ses choix doit être compris au sein de la structure de culture dans laquelle il vit pour que ses choix fassent sens. La structure de culture est un paramètre que l'individu doit prendre en compte s'il veut que son projet de vie

---

<sup>15</sup> John Rawls, *Théorie de la justice*, p.33 et p. 85-87

<sup>16</sup> Will Kymlicka, *Liberalism, Community, and Culture*, p, 165

puisse se réaliser. Ce concept de structure de culture avancé par Kymlicka, combiné au caractère de culture, forme ce qu'il nomme une culture sociétale complète<sup>17</sup>.

La notion de culture sociétale complète fait partiellement écho au concept d'« encompassing group » défendu par les philosophes Avishai Margalit et Joseph Raz. Selon ces derniers, un tel groupe devra, premièrement, avoir une culture commune qui englobe la majeure partie des aspects de la vie et qui définit les formes de vie et d'activités poursuivies par ses membres. Ensuite, les membres du groupe devront être marqués par ces caractéristiques et posséder une histoire commune. Troisièmement, l'appartenance au groupe se fait au travers d'un processus de reconnaissance mutuelle. De plus, quatrièmement, cette appartenance est un marqueur d'identification important. Cinquièmement, cette appartenance est définie au travers de l'inclusion et non des actions des individus. Autrement dit, cette appartenance est déterminée par des critères non volontaires. Sixièmement, les membres du groupe ne se connaissent pas tous personnellement, ils sont dans un relatif anonymat les uns par rapport aux autres<sup>18</sup>. Ces caractéristiques permettent de saisir ce que Margalit et Raz nomment les « encompassings groups », qui correspondent approximativement à des groupes nationaux, soit des groupes qui possèdent une culture imprégnant de multiples aspects de la vie de ses membres (caractéristiques 1 et 2) et qui donnent d'importants outils à la construction identitaire de ceux-ci (les caractéristiques 3 à 6)<sup>19</sup>. Bien que ces auteurs divergent sur les implications exactes qui devraient être tirées de ces concepts, ils en arrivent malgré tout au même constat minimal, soit l'idée qu'il existe une structure culturelle qui accueille les

---

<sup>17</sup> Will Kymlicka, *La citoyenneté multiculturelle : une théorie libérale du droit des minorités*, p. 115

<sup>18</sup> Avishai Margalit et Joseph Raz, « National Self-Determination », *The Journal of Philosophy*, vol. 87, n 9, Septembre 1990, p. 443-447

<sup>19</sup> *Ibid.*, p. 448

individus dans leurs premiers pas sociaux.

À l'inverse de ce premier concept, celui de caractère de culture implique une définition très distincte. Ainsi il correspond à l'ensemble des manifestations culturelles que l'on retrouve au sein de la structure de culture d'une société donnée. Autrement dit, le caractère de culture correspond aux diverses normes, valeurs et projets qu'une société se donne à un moment donné de son histoire<sup>20</sup>. Il s'agit en quelque sorte d'une des multiples manifestations possibles qu'a pris, ou pourrait prendre, la société au cours de son cheminement historique. Kymlicka fournit un exemple intéressant lorsqu'il discute de la société québécoise. À ces yeux, celle-ci est une culture sociétale, soit une culture qui possède une structure et un caractère de culture. Ainsi, présenté sommairement, le Québec pré-1960 était caractérisé par une culture traditionnelle dont les modèles étaient essentiellement tournés vers le monde rural et la religion. Cependant, à la suite de la Révolution tranquille dans les années 60, la société québécoise a totalement changé les valeurs et les normes sociales d'antan au profit de valeurs tournées vers la modernité, ou ce qu'ils considéreraient comme tel, soit l'état providence, l'état laïque, la libération sexuelle, etc<sup>21</sup>. Cet exemple nous permet de saisir un peu mieux la distinction que Kymlicka cherche à faire. Il ne nous semble pas particulièrement controversé d'avancer ici qu'il serait absurde de considérer la société québécoise pré — et post-60 comme des sociétés différentes. Après tout, un nombre important de similitudes existe entre les deux, elles font en effet partie d'un même continuum historique. Cependant, l'interprétation qui est faite des institutions sociales de base de la société, soit de la structure de culture, change du tout au tout d'un moment à l'autre. Cette interprétation correspond au caractère de culture de

---

<sup>20</sup> Will Kymlicka, *Liberalism, Community, and Culture*, p. 166

<sup>21</sup> *Ibid.*, p. 167



cette société québécoise. Cette distinction que fait Kymlicka est fondamentale puisqu'elle permet d'éviter une essentialisation des phénomènes culturels. Ce qui fait l'unité d'une culture sociétale se trouve non pas dans un ensemble de valeurs partagées par un groupe, valeurs qui pourraient potentiellement exclure certains membres de la société à un moment donné, mais plutôt dans des institutions structurantes qui organisent le vivre ensemble d'un groupe. Il est bon de noter que si nous avons jusqu'ici parlé d'institutions au sens large et que nous n'avons défini spécifiquement ce à quoi elles correspondaient dans le réel, c'est parce que celles-ci peuvent changer d'une société à l'autre<sup>22</sup>. La structure de culture de la France n'est ainsi pas exactement identique à celle de Grande-Bretagne, et ce, malgré les similarités qu'il peut y avoir entre les deux. Ceci dit, on peut cependant se demander quelle est l'importance de cette précision, pourquoi celle-ci devrait être prise en compte en philosophie politique ?

### **1.1.2 L'importance de la distinction entre la structure et le caractère de culture**

Cette première distinction faite, il s'agit maintenant pour nous d'expliquer pourquoi la structure de culture doit être prise en compte dans le cadre d'une réflexion sur les droits linguistiques. On peut répondre en affirmant que l'appartenance culturelle d'un individu, ou plutôt, son accès à sa structure de culture est fondamental dans la mesure où elle doit être considérée comme un bien premier pour les citoyens dans un contexte politique. Kymlicka parvient à défendre cette affirmation en revenant aux bases du libéralisme. Pris dans sa version la plus sommaire, le libéralisme a pour objectif d'assurer le plein développement et la pleine expression de l'autonomie des individus. Une autre façon de formuler la même idée serait de dire que tout individu devrait pouvoir espérer mener sa vie selon les principes qu'il se donne,

---

<sup>22</sup> Will Kymlicka, *La citoyenneté multiculturelle : une théorie libérale du droit des minorités*, p. 124

c.-à-d. ce qu'il définit comme étant une vie bonne pour lui. Pour ce faire, deux conditions minimales doivent être remplies. Dans un premier temps, cela implique qu'il est possible pour un individu de poursuivre des projets de vie qui sont en accord avec sa conscience. Ainsi, que je sois catholique, nudiste, végétarien ou chiite, je devrais pouvoir vivre mes pratiques sans que je sois confronté à des obstacles arbitraires ou discriminatoires pour mener à terme mon projet de vie. La deuxième condition, et c'est celle-ci qui nous intéresse plus directement, consiste à dire qu'il faut qu'il me soit possible de remettre en question mes croyances, que je puisse réviser mes fins et mes projets en cours de route et, encore une fois, sans qu'on mette des embûches externes à ce processus<sup>23</sup>. Cependant, il est tout à fait impossible pour un individu de remettre en question le monde qui l'entoure sans une quelconque base de référence à partir de laquelle il pourra formuler sa critique. Pour Kymlicka, cette base de référence est donnée par la structure de culture. On l'a dit, c'est elle qui fournit aux individus les données primaires qui leur permettent de faire sens du monde qui les entoure, de fournir des significations aux symboles, pratiques et institutions de notre vie de tous les jours. Ainsi pour être capables de soupeser les différentes options de vie qui nous entourent, nous n'avons d'autres choix que de prendre en compte les significations que notre culture a attribuées à certaines options à travers son histoire. Citant Dworkin, Kymlicka défend l'idée que la structure de culture possède une valeur instrumentale pour les individus d'une société puisque c'est grâce à celles-ci que les conditions d'une société libérale sont facilitées, soit la possibilité pour un individu d'avoir accès à des choix divers significatifs, car culturellement interprétés<sup>24</sup>.

On comprend donc ici qu'il ne s'agit pas de défendre n'importe quelle structure de

---

<sup>23</sup> *Ibid.*, p. 121-122

<sup>24</sup> *Ibid.*, p. 124-125

culture, celle-ci n'a en effet aucune valeur en soi. Pour les individus, l'important est « [...]whether their education and cultural socialization opened up or closed off the possibility of revising their ends. »<sup>25</sup>. La structure de culture doit donc nous fournir les moyens les plus optimaux pour nous déplacer dans un large éventail de finalités au sein de notre société. Je dois pouvoir circuler le plus librement possible dans la structure de culture qui est la mienne, et ce, peu importe le projet de vie qui est le mien<sup>26</sup>. Autrement dit, l'importance de la structure de culture est qu'elle fournit un environnement où il est possible : 1) d'avoir accès à une pluralité d'options de la vie bonne, 2) d'avoir les moyens de réfléchir à ces modes de vie à partir d'un monde de sens commun produit par la communauté à laquelle j'appartiens. Kymlicka remarque ici que ces préoccupations renvoient directement aux préoccupations avancées par Rawls dans *Théorie de la justice*. En fait, Rawls lui-même place les deux conditions présentées par Kymlicka comme des préalables à n'importe quel plan de vie rationnel qui pourrait être voulu par un individu. En l'absence de telle condition, il serait tout à fait impossible pour un individu de savoir si oui ou non le projet de vie qu'il poursuit possède une quelconque valeur pour lui. Plus précisément, c'est parce qu'un individu a pu faire sens par lui-même de quel type de vie bonne il entend mener que celle-ci a justement une valeur à ses yeux. Ce respect de ses propres fins repose sur un respect de soi (« *self-respect* ») qui doit être nécessairement présent avant la mise en œuvre d'un quelconque projet<sup>27</sup>. L'appartenance à une structure de culture fournit en ce sens les bases sociales du respect de soi. Nous avons maintenant tous les éléments en main pour comprendre pourquoi l'appartenance culturelle devrait être considérée comme un bien premier dans une théorie libérale qui se respecte.

---

<sup>25</sup> Will Kymlicka, *Liberalism, Community, and Culture*, p. 19

<sup>26</sup> Will Kymlicka, *La citoyenneté multiculturelle : une théorie libérale du droit des minorités*, p. 134

<sup>27</sup> Will Kymlicka, *Liberalism, Community, and Culture*, p. 164

Dans un premier temps, la capacité pour un individu d'être capable de remettre en question et de réfléchir sur le type de vie qu'il veut mener est un préalable à la mise en œuvre de ce projet de vie. Dans un deuxième temps, cette capacité de remettre en question ses fins ne peut être réalisée qu'à partir de signifiants culturels qui sont issus de la structure de culture du groupe. Conséquemment, la structure de culture est un bien social premier puisque tout être rationnel voudrait y avoir accès afin de pouvoir réaliser le projet de vie qui est le sien, et ce, quel qu'il soit<sup>28</sup>.

Il est bon de noter que Rawls n'est pas le seul philosophe libéral dont Kymlicka réclame la continuité par rapport à l'importance de l'appartenance culturelle. Il cite ainsi Mill, Green, Hobhouse et Dewey comme étant des philosophes libéraux qui ont tous mis l'accent sur l'importance qu'avait le groupe culturel pour l'autonomie des individus. Plus spécifiquement, ces penseurs rejetaient tous à leur façon l'idée qu'il y aurait un conflit entre les libertés individuelles et l'appartenance à une culture spécifique, c.-à-d. l'appartenance à son groupe<sup>29</sup>. Chez Dewey par exemple, les individus vont parvenir à construire leur autonomie au travers des différentes interactions qu'ils auront avec autrui. Plus précisément, le but de la société est de fournir aux individus les outils qui leur sont nécessaires pour parvenir à se construire comme des êtres autonomes. Ainsi, l'individu et la société sont interdépendants l'un de l'autre, chaque personne étant nécessaire au développement de l'autre<sup>30</sup>. Kymlicka note en plus que Dewey met une certaine emphase sur l'esprit de « communalité » au sein du

---

<sup>28</sup> *Ibid.*, p. 166

<sup>29</sup> *Ibid.*, p. 207-208

<sup>30</sup> John Dewey, *Éducation et Démocratie, suivie de Expérience et Éducation*, intr. par Denis Meuret et Joëlle Zask, Paris, Armand Collin Éditeur, 2011, p. 131-133

groupe. Cet esprit se rapporte à l'importance de l'intégration des nouveaux membres dans la tradition et les pratiques du groupe culturel<sup>31</sup>. Sans pour autant utiliser le même vocabulaire que Kymlicka, on constate que Dewey partage une intuition semblable à ce dernier qui veut que le groupe culturel ait une importance instrumentale de premier ordre pour le développement de l'autonomie des individus<sup>32</sup>.

Maintenant que nous avons expliqué l'importance de la structure de culture, il nous faut aussi expliquer l'importance de distinguer structure et caractère de culture. Comme nous l'avons dit, la structure de culture renvoie uniquement à un cadre de base qui permet aux individus de réaliser leur projet. À l'inverse, le caractère de culture renvoie plutôt à une certaine conception du bien qui est véhiculée par la communauté à un moment précis de son histoire. D'un point de vue libéral, cette seconde notion est donc beaucoup plus problématique. En effet, si les individus d'une société devaient se soumettre aux diktats du caractère de culture de leur société, cela reviendrait à directement remettre en question leur autonomie. En effet, si leurs projets de vie devaient se conformer aux standards de la vie bonne établis par le caractère de culture de leur société, cela reviendrait à leur retirer toutes capacités à développer un projet de vie qui répondrait à leurs aspirations, mais qui entrerait en conflit avec les normes sociales qui les entourent. Un penseur libéral voudra bien sûr éviter de produire un argument qui fournirait à l'État (ou n'importe quelle autre structure de pouvoir) un

---

<sup>31</sup> Will Kymlicka, *Liberalism, Community, and Culture*, p. 207

<sup>32</sup> Dans le même ordre d'idées, tout en employant un vocabulaire légèrement différent, Michel Seymour et Kai Nielsen défendent tous deux l'idée que le groupe a une importance primordiale dans le développement de l'autonomie des individus. De plus, cette culture sociétale n'a pas uniquement une valeur dans une perspective individualiste, mais dans une perspective plus institutionnelle. Tous les membres d'une culture sociétale doivent pouvoir espérer que leur culture ait droit de cité dans la société dans laquelle ils vivent. Voir : Michel Seymour, « Secession as a Remedial Right », *Inquiry*, vol. 50, n 4, 2007, p. 402-409 et Kai Nielsen, "Liberal Nationalism, Liberal Democracies, and Secession", *The University of Toronto Law Journal*, vol. 48, n 2, Printemps 1998, p. 260

droit de regard sur ce qui relève de la vie bonne ou non. Par conséquent, si le caractère de culture correspondait de façon systématique à la structure de culture (c'est-à-dire si les deux n'étaient pas différenciés), les deux arguments que nous avons présentés précédemment deviendraient caducs. En effet, défendre une structure de culture dans une telle situation reviendrait à défendre un type de vie bonne plutôt qu'un autre. Cependant, non seulement la structure de culture et le caractère de culture ne coïncident pas, mais il est tout à fait possible d'avoir plusieurs caractères de culture pour une même structure de culture<sup>33</sup>. On peut ici prendre l'exemple américain où il existe une structure de culture (institutions de base, langue anglaise, histoire commune) qui accueille diverses manifestations culturelles distinctes : culture du sud, culture californienne, culture afro-américaine, culture mormone, et ainsi de suite.

Ainsi, cette distinction nous permet de préserver notre position de neutralité libérale puisque nous ne nous retrouvons pas dans une situation où un mode de vie serait favorisé par rapport à un autre par l'État. Au contraire, la structure de culture n'est défendue que dans la mesure où elle permet justement l'apparition de plusieurs caractères de culture, c'est-à-dire de plusieurs types de fins et d'aspirations parmi les membres de la société. La distinction entre structure de culture et caractère de culture permet donc d'expliquer comment un État peut mettre en place des politiques culturelles au niveau de la structure de culture (comme une politique linguistique ou éducative), sans pour autant que cette action corresponde à la défense d'une certaine conception de la vie bonne.

---

<sup>33</sup> Will Kymlicka, *Liberalism, Community, and Culture*, p. 168-169

## **1.2. Une structure ne suffit-elle pas ?**

### **1.2.1 L'argument en faveur de l'assimilation : première version**

Malgré l'argumentaire à l'avantage du concept de structure de culture, celui-ci fait encore face à un certain nombre d'objections provenant autant des penseurs libéraux que des autres écoles en philosophie politique. C'est cependant surtout aux objections provenant de la pensée libérale que nous allons ici nous attarder puisque ce sont les principaux interlocuteurs de la démarche que nous avons entreprise. Plus précisément, il y a un argument qui représente une menace toute particulière à l'idée que nous cherchons à défendre. Cet argument consiste essentiellement à remettre en question la pertinence d'avoir plusieurs structures de culture. Entendons-nous, cet argument ne cherche pas à remettre en question la démonstration faite par Kymlicka et d'autres, mais il s'agit plutôt d'avancer que la seule chose qui importe est qu'il y ait au moins une structure de culture, et ce, quelle qu'elle soit. Autrement dit, que la structure de culture utilisée dans une société soit celle des Iroquois, des Anglais, des Français ou des Allemands, cela n'a que peu d'importance. Après tout, la structure de culture n'a de pertinence qu'à partir du moment où elle permet aux individus d'avoir accès à des significations qui leur permettent de prendre des décisions significatives afin d'orienter leur vie selon les fins désirées. Ainsi, si les libéraux sont effectivement tenus de s'assurer de la présence d'une structure de culture suffisamment libérale pour accommoder les divers projets de vie des individus de la société, ils ne sont cependant pas tenus de défendre plusieurs structures de culture ou de protéger une structure de culture minoritaire face à une autre qui serait majoritaire<sup>34 35</sup>. Plus concrètement, cela implique que dans une société comme le Canada, il

---

<sup>34</sup> Will Kymlicka, *La citoyenneté multiculturelle : une théorie libérale du droit des minorités*, p. 125-126

<sup>35</sup> Ruth Rubio-Marin, « Language Rights: Exploring the Competing Rationales », dans Will Kymlicka et Alan Patten (éd.), *Language Rights and Political Theory*, Oxford, Oxford University Press, 2003, p. 73

n'y aurait aucune raison de défendre la structure de culture des communautés autochtones ou du Québec face à celle du Canada anglais. Dans une perspective purement libérale, Autochtones et Québécois ne seraient pas plus mal lotis s'ils devaient composer avec la structure de culture canadienne que s'ils avaient à composer avec la leur. On voit bien ici le danger de l'argument pour la théorie de Kymlicka. Une fois celui-ci accepté, le concept de structure de culture ne nous serait plus d'aucun secours pour réfléchir à des droits particuliers pour des groupes dans un espace libéral et donc, pour tenir à distance les tendances assimilationnistes de nombreux groupes. Heureusement pour nous, divers penseurs libéraux ont proposé une solution à ce problème.

Kymlicka répond dans un premier temps à cette objection en se référant aux travaux de Margalit et Raz que nous avons brièvement abordés précédemment. Ainsi, en plus de l'idée que la structure de culture offre un contexte de choix pertinent pour les membres du groupe, il souligne que la dépréciation d'une culture dans l'espace public créera une situation où les différentes opportunités pour les membres d'un groupe seront amoindries<sup>36 37</sup>. Margalit et Raz en reviennent ainsi à l'idée du « self-respect », soit que les individus sont les récipiendaires d'une culture et que ce lien fait en sorte que la perception qu'ils ont de leur propre valeur est souvent affectée par l'image qui est liée au groupe auquel ils appartiennent. Conséquemment, si cette culture est dépréciée dans l'espace public, cela crée une situation où des difficultés sont artificiellement créées sur le chemin de l'individu qui cherche à se réaliser. Cela revient à remettre en cause certains paramètres de son identité de façon tout à fait arbitraire<sup>38</sup>.

---

<sup>36</sup> Will Kymlicka, *La citoyenneté multiculturelle : une théorie libérale du droit des minorités*, p. 132-133

<sup>37</sup> Avishai Margalit et Joseph Raz, « National Self-Determination », p. 449

<sup>38</sup> *Ibid.*



Plus prosaïquement, il existe aujourd'hui une foule de cultures qui pourraient répondre aux caractéristiques du concept de structure de culture de Kymlicka, c.-à-d. qui pourraient être considérées comme des cultures sociétales. Demander aux membres d'une structure de culture particulière d'adopter une autre structure de culture poserait minimalement deux problèmes. Premièrement, elle requerrait une justification très forte pour expliquer pourquoi il faut préférer une structure à une autre. Par exemple, on voit mal quel argument pourrait être avancé pour préférer la structure québécoise à la structure canadienne. Les deux sont aussi libérales l'une que l'autre, elles permettent le même genre d'opportunités de vie et respectent relativement bien l'autonomie des individus. Plus globalement, défendre l'idée qu'une structure de culture est supérieure à une autre risque de nous ramener à des considérations de hiérarchisation des cultures, ce que les penseurs libéraux ont justement essayé d'écarter au cours des dernières années. Ainsi, sublimer l'une de ces deux structures à l'autre serait difficilement justifiable. Dans un deuxième temps, même si l'on pouvait produire un argument qui permettrait cette hiérarchisation, la transition d'une structure de culture à une autre qui serait impliquée par une telle démarche imposerait un coût d'opportunité supplémentaire sur les décisions d'une bonne part des citoyens<sup>39</sup>. Ainsi, un iroquois qui se verrait imposer le choix entre vivre une existence marginalisée dans sa culture ou intégrer la structure de culture canadienne et espérer de meilleures opportunités sociales serait clairement désavantagé par rapport à un Canadien pour qui il serait parfaitement concevable de poursuivre ces deux projets sans sacrifice particulier. Autrement dit, seul l'un des deux se trouve face à ce dilemme entre préservation culturelle et avancement social. S'agissant de cette dernière réponse, il est

---

<sup>39</sup> Avishai Margalit et Joseph Raz, « National Self-Determination », p. 449

important de noter la mise en garde de Kymlicka. Il ne s'agit pas ici de défendre l'idée que la structure de culture est un lieu de communion où un ensemble d'individus participe à une même fin, mais que la culture est importante, en ce sens qu'elle permet aux individus de poursuivre un projet de vie en accord avec les fins de sa communauté. Une telle perspective nous renverrait à une logique communautarienne dont nous cherchons justement à nous écarter<sup>40</sup>.

« They do not impose a particular conception of 'the health of the soul' on the members of a minority cultures, or penalize dissenting conceptions. [...] On the contrary, these minority rights help ensure that the members of minority cultures have access to a secure cultural structure from which to make such choices for themselves, and thereby promote liberal equality. »<sup>41</sup>

L'injustice provient non pas du fait que l'individu ne peut pas suivre la vie bonne telle que définie par sa société, mais plutôt qu'on l'empêche d'évoluer dans la société à partir des codes de sa culture sociétale. L'argument renvoie en quelque sorte à une forme d'égalité institutionnelle des individus dans la sphère politique où chaque individu est en droit de pouvoir évoluer de façon critique dans la structure de culture à laquelle il appartient.

Pour certains, l'argument que nous venons de présenter est problématique, car il supposerait que les individus d'une culture sociétale donnée hiérarchiseraient tous de la même façon leurs diverses allégeances en plaçant leur allégeance culturelle au sommet de cette hiérarchie. Une telle affirmation est cependant problématique dans la mesure où nombre d'individus priorisent d'autres formes d'appartenances que celles associées à leur culture.

---

<sup>40</sup> Will Kymlicka, *La citoyenneté multiculturelle : une théorie libérale du droit des minorités*, p. 136

<sup>41</sup> Will Kymlicka, *Liberalism, Community, and Culture*, p. 191-192

Ainsi, certains Québécois se conçoivent d'abord comme catholique ou comme anarchiste avant de se percevoir comme Québécois (si seulement ils se perçoivent comme tels). Sexe, genre, orientation sexuelle, religion ou appartenance philosophique, chaque individu hiérarchise ces identités de façon distincte au cours de sa vie. De plus, cette hiérarchisation peut non seulement changer d'un individu à l'autre, mais elle peut aussi changer chez un même individu au cours de sa vie. Par conséquent, il semble curieux d'accorder une valeur plus importante à l'une de ces identités, soit l'identité culturelle<sup>4243</sup>. Bien que cet argument nous permette de préciser notre propos, il ne l'affecte pas outre mesure selon nous. Tout d'abord, comme nous l'avons déjà dit, la structure de culture n'a aucune valeur en soi. Elle n'est défendue que dans la mesure où elle fournit aux individus les outils nécessaires à la mise en place de leur autonomie. Autonomie qui leur permet entre autres de choisir et d'organiser les diverses allégeances qu'une société pluraliste propose. Autrement dit, la structure de culture ne dit rien sur le type d'identité que les individus devraient avoir, elle leur fournit simplement les outils qui leur permettent de construire cette identité. Dans un deuxième temps, il est vrai que le fait d'avoir à choisir entre son projet de vie et sa culture ne représente pas un coût d'opportunités pour tous. Certains, justement parce qu'ils classent très bas leur appartenance culturelle, ne vivront pas ce dilemme potentiel. Cependant, et c'est notre argument, pour d'autres membres de cette culture sociétale, ce dilemme sera vécu très difficilement pour eux. La question que nous posons est donc la suivante : pour quelle raison ce coût d'opportunité « arbitraire » devrait-il être accepté dans une situation et pas dans l'autre ? L'argument des allégeances multiples ne nous semble pas fournir de réponses à cette

---

<sup>42</sup> Allan Buchanan, «What's So Special About Nations?», *Canadian Journal of Philosophy Supplementary Volume* 22, 1997, p. 294-295

<sup>43</sup> Seyla Benhabib, *The Claims of Culture*, Princeton, p. 52-53

question.

### **1.2.2. L'argument en faveur de l'assimilation : seconde version**

Dans ses travaux, Stephen May offre une version légèrement différente de l'argument assimilationniste que nous venons de présenter. Il explique ainsi que nombre de philosophes ont tendance à réfléchir les choix linguistiques comme un choix relevant du pur calcul rationnel. Autrement dit, imaginons une situation où un langage majoritaire est clairement dominant, comme l'anglais dans le cadre canadien, et offre donc un très large éventail de perspectives pour progresser dans la société d'ensemble. À l'inverse, la langue minoritaire qui est leur langue maternelle offre un éventail de possibilité plus restreinte. Elle condamne ainsi son locuteur à se contenter des possibilités que lui offre sa société minoritaire. Possibilités nécessairement plus réduites. Dans un tel contexte, le choix le plus rationnel pour le locuteur d'une langue minoritaire serait de faire la transition vers cette langue dominante<sup>44</sup><sup>45</sup>. Cette thèse du « monolinguisme public » comme l'appelle May<sup>46</sup> se veut une théorie instrumentale tout comme celle de Kymlicka. Cependant, là où Kymlicka pense que l'accès à sa structure de culture à une valeur instrumentale pour les individus, cet argumentaire avance plutôt que c'est l'accès à la structure de culture la plus large possible qui a une valeur instrumentale pour l'individu en termes d'activation de ses potentialités. Elle se distingue de la première version de l'argument assimilationniste en affirmant qu'il existe effectivement une structure de culture qui offre objectivement de meilleures possibilités que d'autres. Cette structure de culture étant

---

<sup>44</sup> Stephen May, « Misconceiving minority language rights », dans W. Kymlicka et A. Patten (éd.), *Language Rights and Political Theory*, Oxford, Oxford University Press, 2003, p. 135

<sup>45</sup> Ruth Rubio-Marin, « Language Rights: Exploring the Competing Rationales », p. 73

<sup>46</sup> Stephen May, « Contesting public monolingualism and diglossia: rethinking political theory and language policy for a multilingual world », dans *Language Policy*, novembre 2014, p. 374-375

actuellement celle du monde anglo-américain. Un tel argumentaire actualise à deux échelles distinctes l'appel en faveur de la structure de culture unique. D'abord à l'échelle nationale pour des pays comme les États-Unis où il ne devrait y avoir qu'une seule langue publique commune, soit l'anglais. Ensuite, à l'échelle mondiale où les langues locales, héritage de vieux réflexes isolationnistes, devrait s'éclipser à la faveur de l'anglais<sup>47</sup>.

On peut et doit répondre à cette seconde version de l'argumentaire. Dans un premier temps, tout comme nous l'avons déjà dit, il est important de noter que le contexte dans lequel se trouve l'anglais est le résultat de relations de dominations entre différents groupes. À bien des égards, accorder une préférence à l'anglais ne ferait qu'accentuer cette relation de domination. On ajoutera ici une étape de plus à cette réponse. L'argument de la structure unique fait souvent l'économie de la dimension temporelle du coût social de transfert d'une structure de culture à une autre, c.-à-d. d'une langue à une autre. Comme le note justement May, au sein d'une même langue il existe une sorte de hiérarchie des accents ou des types de la langue. On peut ainsi penser à la langue française où le français de France (le vrai, l'original !) se perçoit comme le détenteur du seul bon parler et où le français des autres groupes (Québécois [es], Algérien(ne)s, Camerounais [e] s, etc.) est perçu comme problématique. Plus près de chez nous, on peut aussi penser à la fameuse obsession québécoise du « parler anglais sans accent » qui témoigne bien de cette conscience que l'apprentissage de la langue dominante ne fait pas disparaître comme par magie le désavantage de posséder une langue minoritaire<sup>48</sup>. Autrement dit, le désavantage social que représente le fait d'évoluer dans une structure de culture autre que la sienne en est un qui est continu tout au long de l'existence

---

<sup>47</sup> *Ibid.*, p, 377-380

<sup>48</sup> *Ibid.*, p, 381-382

sociale de l'individu. C'est-à-dire, même une fois son transfert d'une langue à l'autre réalisé. La hiérarchisation linguistique précédente n'étant que réitérée sous une nouvelle forme. Il ne s'arrête pas une fois le transfert effectué.

La deuxième réponse que l'on peut faire à cet argument consiste en un argumentaire plus général en faveur de la diversité globale. Il s'agit de montrer que l'assimilationniste tend à sous-estimer la valeur instrumentale de la diversité pour un individu, et ce, peu importe le groupe auquel il appartient. On rappellera que l'objectif de penseur libéral est d'assurer l'autonomie de l'ensemble des citoyens. On entend généralement par autonomie l'idée que tout un chacun devrait pouvoir avoir l'opportunité de mener sa vie comme il l'entend dans la mesure où son projet de vie n'entrave pas l'autonomie d'autrui. Comme le souligne Idil Boran, il semble aussi plausible de reconnaître que, pour certaines personnes, le maintien de leur structure de culture à une valeur en soi. Il serait donc tout à fait cohérent pour un penseur libéral de chercher à maintenir cette option ouverte, ou à tout le moins de ne pas la fermer, s'il cherche à s'assurer que tous puissent vivre sa vie comme il l'entend. D'autant plus que cette option ne semble pas être nuisible à quiconque<sup>49</sup>. Autrement dit, par leur argumentaire assimilationniste, certains penseurs libéraux en viennent à restreindre l'autonomie d'autrui sur la base de critères tout à fait contingents et personnels.

Bien que représentant un premier pas intéressant, il nous semble possible de bâtir sur cet argument pour aboutir à une proposition un peu plus forte. Nous rejoignons Boran sur l'importance de la diversité, mais pensons qu'il faut spécifiquement la réfléchir au niveau des

---

<sup>49</sup> Idil Boran, Global Linguistic Diversity, Public Goods, and the Principles of Fairness, dans Will Kymlicka et Alan Patten (éd.), *Language Rights and Political Theory*, Oxford, Oxford University Press, 2003, p.198

structures de culture. Cette dernière, rappelons-le, représente un contexte de choix à partir duquel un individu construit de manière critique sa compréhension du monde. Cependant, ce contexte de choix, par sa nature même, contient un nombre de vécus limités. Le lexique commun qu'il constitue n'englobe pas toutes les expériences historiques possibles. Qu'est-ce dire exactement ? Prenons par exemple la question de la langue au Québec. Celle-ci est le fruit d'une expérience historique bien particulière qui constitue le paradigme à partir duquel la question linguistique a été réfléchie. À l'inverse, l'Inde possède une expérience historique avec la langue fort différente qui la pousse à penser la question en prenant en considération des paramètres distincts. Autrement dit, les points de départ historiques étant différents, il est possible que les ensembles de solutions soient légèrement différents. Certaines options étant évacuées de facto simplement à cause du contexte de choix à partir duquel la réflexion a été construite. Autrement dit, toute structure de culture a ses limites. Cette éventualité n'est cependant pas inévitable. Bien au contraire, l'interaction entre deux structures de culture, au travers de l'immigration par exemple, permet le transfert de caractère de culture d'une structure de culture à l'autre. Cet échange a pour effet d'enrichir le potentiel critique de la société dans son ensemble face à sa structure de culture. Autrement dit, en intégrant l'expérience historique d'autres groupes et en accueillant les caractères de culture qui en sont le produit, on offre de nouvelles options critiques aux différents individus afin qu'il soit capable d'interagir de manière dynamique avec leur structure de culture. Par conséquent, la diversité externe des structures de culture nous permet de nous assurer que chaque structure de culture est plus riche, et offre donc plus de choix signifiant à tous, que si elle évoluait en vase clos. On notera aussi que cette position a comme conséquence positive de faire en sorte que nous ne sommes disposées qu'à défendre les structures de culture « ouverte » aux autres, c'est-

à-dire qui s'insèrent dans des rapports de coopérations qui assurent leur pérennité respective. Cet argument nous permet aussi de comprendre la double valeur instrumentale de la structure de culture telle que nous la comprenons. Elle possède ainsi une valeur instrumentale interne au niveau de l'autonomie des citoyens. Comme nous l'avons, elle lui offre les outils qui lui permettent de se construire comme individu. Dans un deuxième temps, elle possède aussi une valeur instrumentale externe. En effet, afin de parvenir à une diversité interne optimale, elle entre dans une dynamique d'échange avec les autres structures de cultures. Cette dynamique lui permet d'incorporer de nouveaux caractères de culture qui n'avaient pas encore pu se développer en son sein. Par le fait même, cette interaction enrichit les options et les perspectives qu'elle peut offrir à ces citoyens. Autrement dit, même la structure de culture la plus dominante pourra toujours s'enrichir au contact de plus petites structures de culture. L'infinité de l'expérience humaine la rend en effet difficile à être contenue et à être générée à partir d'un seul ensemble.

Maintenant que nous avons mis en place le concept de structure de culture et répondu aux principales difficultés qu'il pose, nous devons désormais expliciter les liens de ce concept de Kymlicka avec nos intuitions par rapport à la place de la langue dans la société et ce que ces liens impliquent en philosophie du langage.

### **1.3. La langue comme structure de culture**

Comme nous l'avons mentionné au début de ce chapitre, nous serions intuitivement portés à réfléchir à la langue comme à un élément essentiel d'une structure de culture, car, après tout, elle constitue l'instrument de communication de base de toute société. C'est par



elle que nous pouvons interagir et échanger avec nos citoyens sur nos diverses conceptions de la vie bonne. La langue semble en quelque sorte être nécessaire à toute forme de coopération sociale comprise comme étant un tant soit peu active. Cette intuition est d'ailleurs partagée par Kymlicka. En effet, on a vu que lorsque ce dernier définissait le concept de structure de culture, il considérait que la langue relevait de la structure de culture et non du caractère de culture. Dans *Liberalism, Community and Culture*, il considère que tout comme l'histoire, la langue fait partie de la structure de culture puisqu'elle permet de rendre certaines options significantes pour l'agent. Elle est une partie intégrante du contexte de choix de ce dernier<sup>50</sup>. Kymlicka va de plus réaffirmer ce point dans ses travaux subséquents<sup>51</sup>. On pourrait aussi mentionner qu'il existe des sociétés culturellement très distinctes qui partagent une même langue de la même façon qu'elles partagent certaines institutions (juridiques, politiques, etc.). On pourrait ainsi penser à la Grande-Bretagne où la langue est un élément tout aussi partagé par les habitants que le système judiciaire, mais qui permet en même temps à une foule de caractères de culture différente de s'exprimer dans cette société. Mais ce lien entre structure de culture et langue devient encore plus évident lorsque l'on prend en considération la discussion de Kymlicka autour des droits linguistiques de différentes communautés culturelles au Canada, soit des premières nations et des Québécois. Il défend l'idée que ces groupes possèdent le pouvoir d'empêcher l'enseignement d'autres langues que celle de la communauté, ou d'en restreindre l'accès à certains groupes seulement. Dans ce passage de sa réflexion, il semble souligner que les membres d'une culture sociétale devraient avoir le droit de pouvoir poursuivre une éducation dans leur langue maternelle. Néanmoins, il précise par la suite que l'accès à d'autres langues ne constitue pas en soi un droit, mais relève plutôt des

---

<sup>50</sup> Will Kymlicka, *Liberalism, Community, and Culture*, p. 165

<sup>51</sup> Will Kymlicka, *La citoyenneté multiculturelle : une théorie libérale du droit des minorités*, p. 125

politiques publiques que la communauté veut instaurer<sup>52</sup>. Autrement dit, les langues qui se rattachent à des structures de cultures ont, dans le cadre de leur culture sociétale, un statut politique particulier par rapport aux autres.

Cependant, bien que Kymlicka soit prêt à admettre que la langue constitue une partie de la structure de culture, il ne développe pas un argumentaire détaillé qui nous permettrait de défendre cette inclusion. Autrement dit, il n'explore pas toutes les conséquences et objections que sa position peut faire surgir en philosophie du langage<sup>53</sup>. La lecture des travaux de Michel Seymour nous permet de mieux comprendre ce dernier point. Ainsi, ce dernier cherche à défendre une conception institutionnelle du langage qui correspond à l'image que se fait Kymlicka de la structure de culture, au sens où la langue est une institution sociale de base de groupes sociaux. Il s'agit d'une institution qui ne vient pas tant imposer un mode de vie que d'offrir des prises pour que les individus puissent évoluer dans la société en fonction de leur propre mode de vie. Cependant, comme Seymour le précise, une telle conception implique un certain nombre de présupposés qui doivent tous être démontrés. Ainsi, pour ce dernier, la conception institutionnelle suppose que le langage est conventionnel et non seulement psychologique ; que le dialecte s'impose à l'idiolecte ; que la signification et compréhension sont toutes deux indéterminées, et que le sens renvoie à des définitions stéréotypes. Cette conception suppose également une sémantique qui est à la fois moléculariste et qui renvoie aux conditions d'assertabilité. Et, finalement, c'est une conception qui place les groupes

---

<sup>52</sup> Will Kymlicka, *Liberalism, Community, and Culture*, p. 195

<sup>53</sup> La nomenclature qu'il propose du débat sur les questions linguistiques dans l'introduction d'un ouvrage collectif est à cet égard très parlante puisqu'il n'y est nulle part question, ne serait que de façon indirecte, des considérations théoriques que les différentes théories proposées soulèvent en philosophie du langage. Voir Allan Patten et Will Kymlicka, « Introduction : Language Rights and Political Theory : Context, Issues and Approaches », dans Will Kymlicka et Alan Patten (éd.), *Language Rights and Political Theory*, Oxford, Oxford University Press, 2003, p. 1-51

sociaux comme des entités irréductibles à la base de la langue<sup>54</sup>. Nous reviendrons sur bon nombre de ces caractéristiques plus loin dans notre argumentation, mais leur mention nous permet ici de souligner que la thèse selon laquelle la langue est une partie constitutive de la structure de culture implique un certain nombre de positions en philosophie du langage qu'il va nous falloir argumenter.

Revenons cependant un peu en arrière et pensons à ce qui nous pousse dans un premier temps à soutenir que la langue pourrait faire partie de la structure de culture. Pour ce faire, abandonnons le terrain de la philosophie politique pour nous diriger vers celui de la philosophie du langage. Traditionnellement, les auteurs ont réfléchi le langage en deux temps, ou deux moments. Le premier moment correspond à tout ce qui relèverait de la sémantique. Cette dernière concerne les significations minimales des phrases et des mots tels que donnés par les règles du langage. Autrement dit, lorsqu'on analyse la phrase A suivante « Xavier Boileau écrit son mémoire avec bonheur un bel après-midi d'été », la sémantique cherche à expliciter les règles du langage qui nous permettent de comprendre ce que chaque mot veut dire et ce que la phrase veut dire dans son ensemble<sup>55</sup>. Le deuxième moment correspond au domaine de la pragmatique. À l'inverse de la sémantique, cette dernière ne s'intéresse pas à ce que la phrase veut dire selon les règles du langage, mais plutôt à ce que le locuteur a voulu exprimer par cette phrase. Ainsi, lors d'une analyse pragmatique de la phrase A, on chercherait à comprendre si le locuteur cherchait à produire une description juste de sa situation ou s'il ne pratiquait pas une certaine forme d'ironie par rapport à celle-ci. Choisir l'une ou l'autre de ces interprétations aurait des répercussions sur notre compréhension de la phrase dans ce contexte

---

<sup>54</sup> Michel Seymour, *L'institution du langage*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2005, p. 29

<sup>55</sup> François Recanati, *Literal Meaning*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004, p. 3

d'énonciation<sup>56</sup>. De façon schématique, on peut dire que la sémantique s'intéresse aux significations universelles véhiculées par le langage alors que la pragmatique s'intéresse davantage aux significations particulières qui vont se manifester dans divers contextes d'énonciations. Bien sûr, cette division reste sommaire, et il existe une foule de nuances qui pourraient, et devraient, être faites. Cependant, cette première définition sommaire de la division entre sémantique et pragmatique convient à cette étape de notre argumentation.

Elle nous permet d'introduire une première interprétation de cette division qui est celle des minimalistes. Cette interprétation se tient relativement proche de la division classique entre sémantique et pragmatique. Plus spécifiquement, l'approche minimaliste argumente en faveur de l'existence de propositions minimales, c'est-à-dire de l'idée qu'il existerait pour chaque phrase une signification littérale qui pourrait être découverte par une analyse sémantique. Plus précisément, la philosophe Emma Borg décrit le minimalisme comme suit :

« According to minimalists there are minimal propositions (or minimal truth conditions, or minimal-whatever-else-a-semantic-theory-might-run-on) which are the result of little or no pragmatic processing and which are available to provide the literal meaning of sentences »<sup>57</sup>

On retrouve une définition semblable chez Cappelen et Lepore, d'autres défenseurs d'un minimalisme sémantique :

« It is the content that all utterances of S express no matter how different their

---

<sup>56</sup> *Ibid.*

<sup>57</sup> Emma Borg, « Minimalism versus Contextualism in Semantics », dans G. Preyer et G. Peter (éd.), *Context-Sensitivity and Semantic Minimalism : New Essays on Semantics and Pragmatics*, Oxford, Oxford University Press, 2007, p. 340

contexts of utterance are. It is also the content that can be grasped and reported by someone who is ignorant about the relevant characteristics of the context in which an utterance of S took place. »<sup>58</sup>

Autrement dit, le minimalisme sémantique suppose qu'il est tout à fait possible de saisir la signification d'une phrase en l'absence de son contexte d'énonciation. Plus précisément, Emma Borg propose quatre caractéristiques du minimalisme sémantique. La première renvoie à ce qu'elle nomme le « propositionnalisme », soit l'idée que des phrases déclaratives sans aucun indexicaux [ou déictiques] contiennent des propositions complètes, c'est-à-dire qui n'ont pas besoin de recourir à des processus pragmatiques pour être comprises<sup>59</sup><sup>60</sup>. La seconde caractéristique du minimalisme est qu'il admet l'existence d'un certain nombre d'expressions qui dépendent toujours du contexte<sup>61</sup>, ce que Cappalen et Lepore nomment le « *Basic Set of Context Sensitive Expressions* »<sup>62</sup>. Autrement dit, il existe bien des mots qui sont sensibles au contexte, cependant cette sensibilité, bien qu'admise par les minimalistes, n'implique pas une absence de signification minimale pour l'expression. La raison étant que leur contenu sémantique minimal marque la nécessité d'un recours au contexte (ex. : « je » signifie minimalement « l'énonciateur de cette énonciation »). Une troisième caractéristique est une réaffirmation de la division entre sémantique et pragmatique, ou plutôt, l'idée qu'il existe une différence entre la signification de la phrase au niveau sémantique et le contenu de l'acte de

---

<sup>58</sup> Herman Cappelen et Ernie Lepore, *Insensitive Semantics : A Defense of Semantic Minimalism and Speech Act Pluralism*, Oxford, Blackwell Publishing Ltd, 2005, p. 143

<sup>59</sup> Emma Borg, « Minimalism versus Contextualism in Semantics », p. 349-350

<sup>60</sup> On entend par indexicaux les différentes expressions pour laquelle il est nécessaire d'avoir recours au contexte pour en fixer le référent. On peut penser entre autres à des mots comme je ou ceci qui font directement référence à des objets du contexte d'énonciation. François Recanati, *Philosophie du langage (et de l'esprit)*, Saint-Amand, Éditions Gallimard, 2008, p. 255-257

<sup>61</sup> *Ibid.*, p. 350

<sup>62</sup> Herman Cappelen et Ernie Lepore, *Insensitive Semantics : A Defense of Semantic Minimalism and Speech Act Pluralism*, p. 2

langage produit par le locuteur<sup>63</sup>. Finalement, la dernière caractéristique du minimalisme selon Borg serait le formalisme, c'est-à-dire que pour tout contenu contextuel, ou processus pragmatique, celui-ci possède une origine sémantique et est produit par celle-ci<sup>64</sup>. Il s'agit ici de dire que le recours à des processus pragmatiques est le fruit de règles sémantiques, car ils découlent de celles-ci et n'en sont donc pas indépendants.

Ce premier portrait du minimalisme sémantique nous permet de faire un premier rapprochement entre le concept de structure de culture de Kymlicka et la philosophie du langage. En effet, intuitivement, la signification minimale qui nous est fournie par des règles sémantiques peut se rapprocher de l'idée que le langage est un élément important d'une structure de culture. Dans les deux cas, nous nous retrouvons avec un ensemble de règles qui sont compatibles avec diverses pratiques nécessaires à nos vies. Plus précisément, le minimalisme sémantique nous renvoie une image du langage proche de celle qui nous est décrite par le linguiste Ferdinand de Saussure. Ce dernier fait ainsi une distinction entre la langue et la parole. La langue renverrait à l'ensemble des règles constitutives qui forme le langage, c.-à-d. les règles qui encadrent sa pratique. Quant à elle, la parole serait la mise en application de ces règles, elle correspondrait à la réappropriation particulière qu'un individu fait des règles du langage<sup>65</sup>. Il est ici facile de voir le parallèle qu'il est possible de faire avec les concepts de structure de culture et de caractère de culture. La langue correspondrait ainsi au premier des deux concepts, car en tant qu'élément de la structure de culture, elle fournirait aux individus un ensemble de règles qui leur permettraient d'avoir accès à un certain nombre

---

<sup>63</sup> Emma Borg, « Minimalism versus Contextualism in Semantics », p. 351 et p. 354

<sup>64</sup> *Ibid.*, p. 355

<sup>65</sup> Ferdinand de Saussure, *Cours de linguistique générale*, Paris, Payot, 2005, p. 25-27

de significations. Elle leur fournirait en quelque sorte un contexte de choix linguistique. De plus, en tant que composante de la structure de culture, elle n'empêcherait pas les individus d'exprimer une foule d'idées et de conceptions du monde, de significations qui n'auraient pas nécessairement été anticipées par les règles du langage comme telles. Dans le même ordre d'idées, la parole renverrait au caractère de culture, soit à une interprétation située et particulière de certaines règles du langage. La parole correspondrait à autant de moments où l'agent exprime son être, les particularités qui le composent. Plus important, c'est là où il se trouve dans une situation potentielle de réinterprétation des règles qui lui ont été fournies par la communauté linguistique. On voit ici la pertinence des quatre caractéristiques du minimalisme proposées par Borg et plus spécialement l'idée du formalisme, soit que les processus pragmatiques sont des dérivés des processus sémantiques. Elle permet d'exposer l'aspect « porte-voix » de l'approche que nous cherchons à mettre en place, soit l'idée d'un ensemble de règles de base qui fournissent aux individus les moyens nécessaires à leurs déplacements dans un environnement donné, ici linguistique ou politique.

De plus, comme mentionné précédemment, la question de la structure de culture fait écho à la troisième caractéristique du minimalisme, soit l'idée qu'il existe une division importante entre sémantique et pragmatique. Cette division nous permet d'introduire un élément de constance au travers de l'évolution du langage. Elle permet ainsi de comprendre en quoi le langage offre une constance dans son utilisation et elle permet de saisir le rôle actif que les utilisateurs d'une langue vont jouer dans son évolution. On peut dire que, tout comme les autres institutions sociales, la langue est dans une relation d'interdépendance avec les locuteurs, elle leur appartient tout en leur échappant toujours un peu, car elle n'est jamais

complètement individualisée. Afin de mieux comprendre cette intuition, il est bon de faire ici une petite nuance. Dans sa présentation du minimalisme, Borg parle de conditions de vérités lorsqu'il est question des propositions minimales. Autrement dit, la signification des phrases correspondrait à des propositions qui contiendraient diverses conditions qui nous permettraient de savoir quand la phrase est vraie et quand elle est fausse.<sup>66</sup> Cependant, comme Borg le dit elle-même, le minimalisme sémantique n'oblige pas l'utilisation d'une théorie de la signification particulière<sup>67</sup>. Autrement dit, il est tout fait possible que les conditions de vérité exprimées par la phrase puissent être en fait tout simplement des conditions d'utilisations. La signification d'une phrase correspondrait ainsi à la façon dont celle-ci peut être utilisée dans l'espace public. Ce mouvement vers une sémantique des conditions d'assertabilité<sup>68</sup> n'est pas qu'esthétique, car il nous permet de renforcer cette idée que la langue, tout comme la structure de culture, organise en partie les pratiques de la vie de tous les jours sans pour autant les limiter. Les conditions d'utilisation peuvent permettre certaines utilisations qui à leur tour peuvent par la suite altérer le contenu sémantique, suite aux interactions survenues entre les locuteurs.

Ainsi, en détachant en partie la langue du contexte, les minimalistes font en sorte que la langue devienne en partie un outil de communication qui peut être utilisé au sein de modes de vie distincts. Elle ne présuppose pas la validité normative de certains projets de vie, ou une certaine vision du réel inaltérable à laquelle tous les individus seraient soumis. Bien au

---

<sup>66</sup> Emma Borg, *Minimal Semantics*, Oxford, Oxford University Press, 2004, p. 238

<sup>67</sup> Emma Borg, « Minimalism versus Contextualism in Semantics », p. 340

<sup>68</sup> Nous reviendrons plus précisément sur cette idée au cours du chapitre 3. Il faut surtout ici comprendre que le minimalisme n'implique pas stricto sensu une sémantique demandant une stricte correspondance au réel. Voir entre autres David Bloor et Saul Kripke sur cette question : David Bloor, *Wittgenstein, Rules and Institutions*, London, Routledge, 1997, p. 34 et Saul Kripke, *Wittgenstein in Rules and Private Language*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1982, p. 73-74



contraire, la langue offre plutôt un ensemble de significations minimales qui permettent aux locuteurs d'exprimer diverses idées, divers projets ou perspectives sur le monde. Ces phrases littérales offrent ainsi le contexte de base dans lequel le locuteur pourra se réfléchir et réfléchir autrui. Pour citer Cappelen et Lepore : « In short : the proposition semantically expressed is our minimal defense against confusion misunderstanding, mistakes and it is that which guarantees communication accross contexts of utterance. »<sup>69</sup> Elles nous offrent donc, tout comme d'autres institutions sociales, la base nécessaire aux individus pour interagir entre eux. Cette base s'est bien sûr construite au fil du temps et a, par conséquent, retenu certains particularismes. Cependant, ceux-ci ne sont jamais essentiels ou fondamentaux à l'ensemble, à la structure. De plus, sans cette structure linguistique de base, tout échange, toute remise en question serait impossible. Elle est ce qui permet que cette remise en question et cette authenticité puissent se mettre en place. La langue offre donc un contexte de choix qui permet aux individus d'exprimer les divers projets de vie qu'ils entendent mener. Ces modes de vie viennent ensuite colorer le langage à des moments donnés de l'évolution de ce dernier et offrent ainsi un contexte de choix toujours plus riche pour les individus.

On a jusqu'ici dégagé deux grandes raisons qui nous permettent de lier la théorie minimaliste aux thèses kymlickiennes : 1) tout comme cette dernière elle semble distinguer entre un système de règles formelles et sa pratique qui permet une individualisation. 2) Elle permet d'assurer un contexte commun, social et linguistique, à tous les membres de la société sans nécessairement que celui-ci soit contraignant au niveau des projets de vie possibles. Ces ressemblances ne nous fournissent cependant pas la raison principale qui expliquerait

---

<sup>69</sup> Cappelen et Lepore, *Insentive Semantics : A Defense of Semantic Minimalism and Speech Act Pluralism*, p.185

pourquoi la structure de culture requiert le minimalisme pour être opérationnelle. Cette raison se trouve plutôt du côté formel de la chose. Comme on l'a vu, Kymlicka suppose que le contexte de choix fournit à l'individu un certain nombre de significations de bases qui lui permettent de faire sens du monde qui l'entoure. Ainsi, bien que l'agent soit dans une situation où son autonomie peut s'exprimer pleinement, il se retrouve malgré tout minimalement contraint par le contexte de choix. Contraint en ce sens qu'il doit composer avec un monde déjà existant. De plus, comme on l'a vu, Kymlicka pense qu'il existe des différences d'un contexte de structure à l'autre. Autrement dit, d'un contexte de choix à l'autre, les significations de bases qui sont fournies ne sont jamais exactement les mêmes. Une telle idée implique deux choses.

Dans un premier temps, il existerait un ensemble de significations de bases qui sont communes à tous dans l'espace social. Il ne peut en être autrement si l'on prend au sérieux ce que Kymlicka nous dit. En effet, l'idée de la structure de culture est qu'elle fournit les mêmes significations de base à tous les membres de la communauté et que, par la suite, les membres de cette communauté vont puiser dans ces significations pour construire leurs propres perspectives sur le monde qui les entoure. En l'absence de telle signification, il n'est pas possible d'affirmer comme Kymlicka le fait que le contexte de choix fournit un contexte interprétatif de base. L'option argumentative la plus évidente pour nous consiste donc à montrer qu'il existe quelque chose comme un ensemble de significations de base partagé par tous les membres de la communauté linguistique. Il faut donc que ces significations soient suffisamment contraignantes pour qu'il soit plausible de parler de significations partagées, mais tout en offrant suffisamment de liberté d'utilisation à ses membres pour qu'ils ne se

retrouvent pas enfermés dans un système qui déterminerait l'ensemble de leur être et de leur pensée sur le monde.

Dans un deuxième temps, il faudrait aussi admettre que ces significations sont le fruit d'un processus social et non mental. Kymlicka semble en effet croire que les contextes de choix offerts par les différentes structures de culture sont légèrement différents l'un de l'autre. Une telle éventualité n'est cependant pas possible si les significations correspondent à des entités mentales, ou des intentions, que l'on retrouverait dans l'esprit des individus. En effet, si les significations se produisaient au niveau mental, le langage ne deviendrait tout au plus qu'un véhicule parmi d'autres pour véhiculer ses pensées. Une telle éventualité remettrait non seulement la distinction entre les différentes structures de culture en question, mais elle apporterait aussi de l'eau au moulin à l'argumentaire assimilationniste que nous avons cherché à écarter précédemment. En effet, les langues n'offrant pas de significations minimales distinctes l'une des autres, c.-à-d. que leur fonction instrumentale est identique, sur quelle base serait-il possible d'affirmer que certaines sont plus importantes que d'autres pour des individus ? Il nous faut donc plutôt opter pour des significations qui relèvent du social et qui se rapportent donc à une institution créée par les membres d'une société au cours de leur histoire. Les thèses minimalistes nous permettent, avec l'idée d'une signification minimale, de mettre en place et de défendre ces thèses politiques. Elles nous permettent en quelque sorte de défendre l'idée d'une structure linguistique qui offre aux individus les outils de base qui leur permettent de se construire une pensée autonome sur le monde qui les entoure. Sans le passage par le minimalisme, il n'est pas possible d'arriver à une telle conclusion.

## **1.4. Les embûches à la théorie kymlickienne**

### **1.4.1 L'embûche essentialiste**

Il va sans dire que l'approche proposée par Kymlicka et ce qu'elle implique en philosophie du langage avec le minimalisme suscitent un certain nombre de critiques de la part de ses détracteurs. Il existe en effet un grand nombre de critiques qui existent par rapport à la division entre structure de culture et caractère de culture. Dans la mesure où notre réflexion s'intéresse ici à la langue, ce sont surtout à ces objections que nous allons nous attarder et, plus précisément, à celle qui s'attaque aux divers postulats minimalistes. Nous prendrons néanmoins le temps de nous attarder à une critique générale qui a été opposée à la conception qu'a Kymlicka de la culture et qui s'attaque plus directement aux raisons mêmes qui nous poussent à nous appuyer sur le minimalisme. Cette critique est importante, car elle touche directement à la question de la distinction entre la structure et le caractère de culture. Pour l'essentiel, cette critique cherche à montrer que Kymlicka comprend mal la culture et le rôle qu'elle joue dans la société. Plus précisément, nous retrouvons des auteurs comme Benhabib et Appiah qui accusent Kymlicka d'avoir une conception trop forte de la culture, allant même jusqu'à dire que la conception de ce dernier le pousse à essentialiser les communautés humaines<sup>7071</sup>. Après tout, postuler des significations minimales ne revient-ils pas à affirmer une certaine essence au langage ?

Prenons donc la mesure de la critique essentialiste formulée par Benhabib et Appiah. On pourrait résumer la critique avancée par ces deux auteurs de la façon suivante. À leurs yeux, la culture est un processus dynamique qui est le fruit d'une mécanique complexe qui fait

---

<sup>70</sup> Seyla Benhabib, *The Claims of Culture*, Princeton, p. 61

<sup>71</sup> Kwame Anthony Appiah, *The Ethics of Identity*, p. 152

interagir plusieurs éléments les uns avec les autres : institutions, membres de la communauté, représentations, etc. Autrement dit, les cultures sont toujours des ensembles fragmentés qui sont impossibles à saisir<sup>72</sup>. Malheureusement, la théorie kymlickienne aurait pour résultat de figer la culture en cherchant à préserver cette dernière, un peu à l'image d'un responsable d'une réserve faunique. Plus précisément, Benhabib formule quatre critiques contre la position de Kymlicka. Tout d'abord, il n'y aurait pas quelque chose comme des cultures sociétales, mais uniquement des États qui correspondraient à des agencements institutionnels plus ou moins synonymes des résultats des rapports de forces sociaux. Dans un deuxième temps, limiter la pleine jouissance des droits collectifs aux minorités nationales, car détenteurs d'une culture sociétale, crée de facto une situation où les immigrants n'ont d'autres choix que de s'assimiler à la culture majoritaire. Les droits polyethniques que leur accorde Kymlicka étant trop faibles pour leur permettre de perdurer<sup>73</sup>. Troisièmement, la distinction faite entre minorités nationales et minorités ethniques (immigrantes) opère comme si elle relevait d'une réalité objective et non d'une construction sociale. Autrement dit, Kymlicka semble faire comme si le statut de minorité nationale des Québécois relevait d'une réalité objective, alors qu'elle est plutôt le résultat d'une construction identitaire à travers le temps. Rien ne nous dit qu'ils se percevront toujours ainsi dans le futur. En tentant de figer leur identité, Kymlicka se rendrait coupable d'essentialisme, soit de faire passer une identité contingente à un moment historique précis pour une essence communautaire immuable<sup>7475</sup>. Finalement, elle conclut que l'argumentaire défendu par Kymlicka l'expose à reconnaître comme légitime tout mouvement de préservation culturel sans s'intéresser au contenu politique de ce mouvement, c'est-à-dire si

---

<sup>72</sup> Seyla Benhabib, *The Claims of Culture*, p. 17 et p. 25

<sup>73</sup> *Ibid.*, p. 60-61

<sup>74</sup> *Ibid.*, 2002, p. 63-64

<sup>75</sup> Kwame Anthony Appiah, *The Ethics of Identity*, p. 151-152

le résultat de ce mouvement aura pour effet de diminuer ou d'augmenter les droits et libertés des femmes dans la société par exemple<sup>7677</sup>.

À notre avis, ces critiques peuvent être rapidement dissipées. En fait, nous pensons qu'il existe une plus grande convergence entre les idées de Benhabib et de Kymlicka que cette dernière veut bien l'admettre. Commençons par examiner le dernier point de Benhabib. Il nous semble en effet étrange d'accuser Kymlicka d'avancer une théorie culturelle qui ignorerait les effets politiques potentiels qu'elle pourrait avoir sur ses membres. À plusieurs moments de sa réflexion, Kymlicka nous rappelle qu'une politique culturelle ne peut pas être utilisée pour limiter les droits de ses membres, mais uniquement pour se protéger des ingérences externes. C'est ici que réside toute l'importance de la distinction qu'il fait entre des droits culturels qui relèveraient d'une protection externe, c'est-à-dire qui sert à assurer à la communauté la possibilité d'évoluer librement, et ceux qui impliqueraient une contrainte interne, soit des droits qui permettraient de limiter l'autonomie des membres au nom de la préservation culturelle<sup>78</sup>. Contrairement à ce qu'affirme Benhabib, la théorie de Kymlicka semble donc nous fournir les outils pour évaluer différentes formes de projet culturel. Cela dit, attardons-nous maintenant à la première et troisième critique de Benhabib qui implique que les cultures sociétales n'existeraient pas et que les cultures seraient plus dynamiques que Kymlicka ne le pense.

---

<sup>76</sup> Seyla Benhabib, *The Claims of Culture*, p. 64-65

<sup>77</sup> Appiah reconduit l'essentiel de ces critiques, particulièrement en ce qui a trait à la distinction entre immigrants et minorités nationales, dans Kwame Anthony Appiah, *The Ethics of Identity*, Princeton, Princeton University Press, 2005, p. 114-154

<sup>78</sup> Will Kymlicka, *La citoyenneté multiculturelle : une théorie libérale du droit des minorités*, p. 60-67

Ces deux critiques semblent ne pas prendre en considération la distinction entre structure et caractère de culture qui permet justement de rendre compte du caractère dynamique et multiple de l'espace culturel d'une culture sociétale. Ainsi ce qui permet à Benhabib de dire « Kymlicka has conflated the institutionalized forms of collective public identities with the concept of culture »<sup>79</sup>, est le fait qu'elle ne prend pas le temps de décortiquer le concept de culture sociétale. On rappellera que la structure de culture, qui représente l'élément fixe de la culture, correspond aux diverses institutions de base qui structurent la société : soit l'histoire, la langue et les « *constitutional essentials* » de la structure de base de Rawls. Ces structures de culture recouvrent approximativement les différents groupes nationaux (minorités et autochtones compris) que l'on retrouve dans le monde. À l'inverse, le caractère de culture correspond aux multiples manifestations internes que l'on retrouve dans ces espaces nationaux. Il est vrai qu'à certains moments, un caractère de culture peut être plus dominant qu'un autre et tente de se faire passer pour l'essence même de la culture sociétale. Cette tentative peut être ramenée aux luttes internes propres à tout espace culturel dont Benhabib parle<sup>80</sup>. Seulement, la nomenclature de Kymlicka nous permet de voir cette tentative pour ce qu'elle est : un coup de force culturel qui cherche injustement à imposer une interprétation de la culture sociétale à toutes les autres. Notre réponse sera cependant probablement plus convaincante si nous puisons dans les travaux d'autres penseurs pour éclairer la position de Kymlicka. Il est à cet effet intéressant d'examiner le concept de structure de culture à l'aune du concept de « série » que l'on retrouve chez Iris Marion Young. Une série correspond à un ensemble d'individus unifié de manière plus ou moins passive par un contexte (matériel, institutionnel, etc.) vers lequel leur action est dirigée. Autrement dit,

---

<sup>79</sup> Seyla Benhabib, *The Claims of Culture*, p. 60

<sup>80</sup> *Ibid.*

c'est un rapport à un contexte institutionnel partagé qui crée une identité commune à tous les membres. Cependant, ce rapport est interprété et vécu par chacun des membres de multiples façons<sup>81</sup>. Dans la même logique, on pourrait comprendre les cultures sociétales comme des séries, soit comme un contexte institutionnel (la structure de culture) qui est interprété et vécu de multiples façons (le caractère de culture). Cette façon de comprendre les cultures sociétales nous semble fidèle à l'idée de Kymlicka. Elle nous permet aussi de mettre en évidence le fait que les cultures sociétales existent puisqu'elles correspondent aux multiples contextes institutionnels que l'on retrouve sur la planète, soit approximativement les groupes nationaux (qu'elles forment un État-nation ou non). De plus, nous mettons en évidence les outils qui nous permettent de rendre compte des dynamiques culturelles qui animent ces cultures sociétales. En effet, au sein de chacune d'elles, de multiples caractères de culture s'activent et se confrontent, créant ainsi une dynamique créatrice qui introduit sans cesse de nouvelles interprétations de ce contexte, voire dans de plus rares occasions, altère légèrement ce dernier. Compris ainsi, on voit mal comment on peut encore accuser le concept de culture sociétale d'être « essentialiste ».

Finalement, pour ce qui concerne la question de la distinction entre immigrants et groupes nationaux, nous sommes prêts à concéder à Benhabib et Appiah que cette distinction relève à certains égards de construits politiques. C'est-à-dire qu'ils sont le résultat de construction identitaire liée à des moments sociohistoriques particuliers<sup>82</sup>. Ainsi, il se peut très bien qu'un groupe se conçoive à un moment x comme une minorité ethnique pour ensuite se

---

<sup>81</sup> Iris Marion Young, « Gender as Seriality : Thinking about Women as a Social Collective », *Signs*, vol. 19, no. 3, Printemps 1994, p.726-727

<sup>82</sup> Kwame Anthony Appiah, *The Ethics of Identity*, p. 133-134



concevoir comme une minorité nationale à un autre moment, ou vice versa. Bien que valable, cette critique semble manquer le mérite de la distinction que fait Kymlicka entre groupes nationaux et minorités ethniques. Les membres de ces derniers formulent leurs demandes dans une perspective d'insertion alors que les premiers le font dans une perspective de fondations. On veut dire par là que les membres des communautés ethniques font des demandes qui cherchent à leur permettre d'insérer leur caractère de culture dans leur société d'accueil de telle façon que cela ne les mette pas dans une situation désavantageuse par rapport aux autres. Les demandes d'accommodements religieux en sont un bon exemple. À l'inverse, les minorités nationales font plutôt des demandes pour avoir la possibilité de décider eux-mêmes des paramètres de leur vie sociale. Des demandes d'autonomie en matière d'éducation et de langues en étant les meilleurs exemples. Bref la distinction que Kymlicka fait entre ces deux groupes n'impliquent pas qu'il existe une frontière étanche entre l'un et l'autre, mais plutôt que leur demande relève de logiques et de motivations distinctes. Ces dernières exigeant à leur tour des réponses différentes.

#### **1.4.2. L'embûche contextualiste**

Cette dernière critique en philosophie politique écartée, il est maintenant temps de nous attarder aux critiques auxquelles s'expose Kymlicka en philosophie du langage. Comme il a été brièvement mentionné précédemment, les minimalistes correspondent à l'une des grandes traditions de l'interprétation de la division entre sémantique et pragmatique, la seconde étant composée des contextualistes. Si eux aussi reprennent dans une certaine mesure la division entre sémantique et pragmatique, leur compréhension de celle-ci est très distincte et, nécessairement, implique des conclusions divergentes de celles qui sont avancées par leurs

opposants, c'est-à-dire nous. Tout d'abord, le contextualisme peut être défini comme suit :

« According to Contextualism, the contrast between what the speaker means and what she literally says is illusory, and the notion of 'what the sentence says' incoherent. What is said (the truth-conditional content of the utterance) is nothing but an aspect of speaker's meaning. That is not to deny that there is a legitimate contrast to be drawn between what the speaker says and what he or she merely implies. Both, however, belong to the realm of 'speaker's meaning' and are pragmatic through and through. »<sup>83</sup>

Le contextualisme refuse donc l'idée qu'il existerait d'un côté un ensemble fixe et relativement indépendant du contexte et d'un autre côté une interprétation contextuelle des significations. Pour le contextualiste, tout processus linguistique ne peut qu'être compris qu'une fois que le passage par l'analyse pragmatique a été fait. Un exemple produit par Searle peut nous aider à comprendre exactement ce que la proposition contextualiste implique. Ainsi, Searle présente la phrase suivante : « le chat est sur le matelas ». Face à un tel exemple, les minimalistes seraient portés à dire que cette proposition contient la signification minimale suivante : il y a un chat qui est sur le matelas. Plus précisément, la signification minimale de la phrase nous fournirait les conditions de vérité de base de l'énoncé. Ainsi, nous serions capables à partir de celui-ci de savoir s'il est vrai ou faux. Nous pourrions savoir quelles sont les conditions de vérité d'un énoncé à partir du contenu informationnel de la phrase seule. À cela, Searle répond qu'il est tout à fait impossible de savoir ce que veut dire « le chat est sur le matelas ». La phrase ne stipule pas exactement ce que veut dire « être sur un matelas » pas plus qu'elle ne nous indique si un chat qui toucherait un matelas dans l'espace pourrait être considéré comme étant sur le matelas. Dans le même ordre d'idée, un chat qui serait sur un chien qui serait lui-même sur un matelas pourrait-il être considéré comme étant sur le matelas ? Plus globalement, cet exemple cherche à montrer que même les expressions les plus

---

<sup>83</sup> François Recanati, *Literal Meaning*, p. 4

simples reposent sur un ensemble de présuppositions, de vécus, d'expériences, etc. Conséquemment, une phrase sortie de son contexte d'énonciation ne veut strictement rien dire puisqu'il nous manque l'ensemble des éléments qui nous permettent de saisir ce à quoi les signifiants se rattachaient<sup>84</sup>. Il n'est pas trop difficile de comprendre pourquoi l'interprétation contextualiste pose un problème à la distinction entre structure et caractère de culture. Posée simplement, selon cette optique, la langue est toujours un vécu, elle est toujours liée au mode de vie et aux projets de son utilisateur. Sans ceux-ci elle ne veut rien dire, elle n'exprime rien. Autrement dit, la langue ne relèverait ici que du caractère de culture, c'est-à-dire des valeurs fixées d'un individu ou d'un groupe d'individus, et rien d'autre. Si une telle interprétation devait être vraie, les pires peurs des libéraux individualistes seraient réveillées : la culture et, par incidence, la langue relèveraient d'une certaine forme de vie et contreviendraient à l'idéal libéral de neutralité.

Avant de chercher à répondre à l'embûche que pose le contextualisme, il serait bon de préciser les principaux arguments que ceux-ci avancent contre les minimalistes. Ceux-ci peuvent se regrouper en quatre grandes catégories. La première catégorie relève des arguments qui posent la question des changements de contexte que l'on peut faire subir à une phrase (« *context-shifting argument* »). Cet argument réfère aux diverses situations où une phrase veut dire quelque chose de vrai dans un contexte, mais devient faux dans un autre. Typiquement, l'argument va comme suit. Imaginons la phrase suivante « Xavier est un génie ». Dans le contexte où cette phrase s'applique à une classe de maternelle, il est fort probable que cette phrase soit vraie (à tout le moins, on l'espère !) puisque Xavier est un étudiant universitaire.

---

<sup>84</sup> Kristin Börjesson, *The Semantics-pragmatics controversy*, Berlin/Boston, Walter de Gruyter GmbH, 2014, p.17-19

Cependant, si le contexte d'énonciation avait fait en sorte que le comparatif était non pas des élèves de maternelle, mais les professeurs du département de philosophie de l'Université de Montréal, alors la phrase aurait cette fois exprimé une proposition fausse. Ce qui pose problème ici est que l'intelligence de Xavier n'a pas changé d'une situation à l'autre, elle est restée la même. Pourtant, la signification de la phrase, elle, a changé dans chacun des cas. Conséquemment, il n'existe pas ici de signification minimale qu'il est possible de saisir puisque celle-ci est relative au contexte d'énonciation. C'est à tout le moins ce qu'un contextualiste serait porté à conclure<sup>85</sup>.

Un deuxième type d'argument avancé par les contextualistes est celui de l'incomplétude. Cet argument consiste à dire qu'il existe certaines propositions qui ne sont pas complètes, qui n'expriment pas une proposition pleine et qu'il faut donc recourir au contexte afin de comprendre ce qu'elles veulent dire. Par exemple, la phrase « Josée a mangé » pourrait être considérée comme une proposition incomplète. Il serait intuitivement légitime de se demander ce que Josée a mangé, quand elle a mangé et ainsi de suite. Il n'y aurait donc pas quelque chose comme « juste avoir mangé », la phrase exigerait que d'autres éléments linguistiques et pragmatiques viennent la compléter pour qu'elle puisse vouloir exprimer une proposition complète. On notera ici qu'il est intéressant de voir que Cappelen et Lepore ramènent ce genre d'argument à une question de métaphysique, c'est-à-dire que la question ne semble pas ici porter sur le langage en lui-même, mais plutôt sur ce qu'est une proposition complète<sup>86</sup>.

---

<sup>85</sup> Emma Borg, « Minimalism versus Contextualism in Semantics », 341

<sup>86</sup> Cappelen et Lepore, *Insensitive Semantics : A Defense of Semantic Minimalism and Speech Act Pluralism*, p. 11

Le troisième type d'argument est celui de la signification inappropriée. Il s'agit ici de dire qu'il est tout à fait possible de dégager une signification littérale d'une phrase, mais que celle-ci ne correspond pas à ce que le locuteur cherche à dire. Par exemple, prenons le cas classique d'une mère qui dit à son enfant blessé « tu ne vas pas mourir ». Le sens minimal de cette phrase serait qu'elle affirme que l'enfant ne va pas mourir, c'est-à-dire qu'il vivra éternellement. Il va sans dire qu'une telle proposition est tout simplement absurde (à tout le moins jusqu'à nouvel ordre) et que ce que la mère veut dire est que l'enfant ne va pas mourir de cette blessure. Encore une fois, la conclusion d'un tel argument pour le contextualiste est que la phrase est ici perméable au contexte, et ce, même si aucune des expressions de base sensibles au contexte ne se trouve dans la phrase. Autrement dit, la signification minimale ne nous permet pas de comprendre ce qui est dit<sup>87</sup>.

Finalement, le quatrième argument est celui de l'indétermination, soit l'idée que le contenu d'une proposition est indéterminé tant et aussi longtemps que le contexte d'énonciation ne sera pas fixé. C'est seulement à partir de ce moment que le contenu de la phrase pourra être compris<sup>88</sup>. On constate ici, encore une fois, que selon les contextualistes, si une telle proposition est vraie, cela implique qu'il ne peut y avoir de distinction entre sémantique et pragmatique telle quelle est construite par les minimalistes. Il existe bien sûr divers degrés et types de contextualisme, certains adhèrent à toutes les thèses que nous venons d'avancer alors que d'autres ne défendent que certaines d'entre elles. Il est bon de préciser

---

<sup>87</sup> Emma Borg, « Minimalism versus Contextualism in Semantics », 341-342

<sup>88</sup> *Ibid.*, p. 342

que, comme Borg et Cappelen et Lepore le soulignent<sup>89</sup>, la majorité des arguments contextualistes se rattachent aux deux premiers que nous avons présentés, soit l'incomplétude et le changement de contexte. Ces deux types d'arguments viennent grandement remettre en question l'idée que la langue pourrait faire partie de la structure de culture et, par conséquent, ils remettent en question la validité de la défense libérale de diverses politiques linguistiques. Ainsi, tout en approfondissant notre défense de la langue comme partie de la structure de culture, nous chercherons à répondre aux principales objections que nous venons de présenter et qui sont défendues par les contextualistes.

### **1.5 Conclusion**

Cette première partie avait pour but de mettre en place les premiers jalons de notre réflexion. Plus précisément, nous cherchions ici à démontrer que la langue appartient à la structure de culture d'une communauté politique. Pour ce faire, nous avons dans un premier temps mis en place la distinction entre structure de culture et caractère de culture telle que construite par Kymlicka. Nous avons pu ainsi montrer que la structure de culture ne se rapportait pas à un mode de vie particulier, mais plutôt à un cadre général qui permettait le vivre ensemble. Ce cadre général, ou contexte de choix, fournis aux individus diverses options significatives qui leur permettent de construire leur vie selon les buts qu'ils estiment louable d'atteindre. De plus, les travaux de Kymlicka nous ont permis de montrer que ce contexte de choix fourni par la culture nous permettait de ranger cette dernière au rang des biens premiers sociaux tels que définis par Rawls. Par la suite, nous avons démontré que la structure de culture était non seulement pertinente de façon abstraite, mais qu'elle l'était aussi de façon

---

<sup>89</sup> Emma Borg, « Minimalism versus Contextualism in Semantics », 342 et Cappelen et Lepore, *Insentitive Semantics : A Defense of Semantic Minimalism and Speech Act Pluralism*, p. 10-11

tangible pour les diverses cultures sociétales que l'on retrouve sur la planète. Ainsi, à l'inverse de ce que certains détracteurs pourraient dire, les diverses structures de culture des communautés possèdent une importance pour chacune de ces communautés et ne peuvent donc pas être interchangeables sans que cela ait un impact sur les membres de ces communautés ou sans remettre en cause certains principes libéraux de base. Par la suite, notre démonstration s'est déplacée vers la philosophie du langage par l'introduction du courant minimaliste en sémantique. Nous avons ici cherché à montrer qu'en proposant l'idée d'une distinction entre proposition minimale et proposition du locuteur, le minimalisme nous permettait de faire un pont avec la proposition de Kymlicka. Plus précisément, cela nous offre un premier argument qui nous permet de défendre l'intuition selon laquelle la langue fait partie de la structure de culture d'une communauté. Cependant, la position contextualiste dresse une première embûche à notre intuition. Celle-ci vient en effet remettre en question l'idée qu'il existe quelques choses comme des « propositions minimales » et que celles-ci jouent le rôle que les minimalistes prétendent. C'est donc à ce défi contextualiste que le prochain chapitre cherchera à répondre.

## **Chapitre 2**

Le dernier chapitre s'est conclu par l'introduction du contextualisme sémantique et de son opposition à la perspective minimaliste en philosophie du langage. Plus spécifiquement, nous avons brièvement exposé les quatre grands arguments contextualistes à l'encontre de cette vision des choses, soit : le *context-shifting argument*, l'incomplétude, la signification inappropriée et l'indétermination. Nous avons vu que chacun de ces arguments posait un défi concret à la position minimaliste. Ceux-ci ne sont cependant pas insurmontables et différentes réponses minimalistes peuvent être envisagées. C'est cette tâche que nous chercherons à accomplir au cours du prochain chapitre. Pour ce faire, notre réflexion sera divisée en quatre grands moments. Dans un premier temps, nous ferons un bref aparté sur les différentes formes de contextualisme et de minimalisme. Plus précisément, nous chercherons à bien établir le fait que notre réflexion en est une sur la langue et que nous ferons donc uniquement référence au minimalisme et au contextualisme sémantique au cours de notre réflexion. Cette brève précision va nous permettre d'établir clairement ce à quoi notre position philosophique nous engage et les limites de celle-ci. Dans un deuxième temps, nous chercherons à distinguer les différents mouvements au sein du contextualisme sémantique. Nous diviserons celui-ci en deux principales tendances, soit un contextualisme qui s'actualise uniquement au niveau des phrases et un contextualisme qui prend place au niveau des phrases et des mots. Cette première distinction théorique faite, la troisième partie de notre réflexion s'occupera de faire le même travail au niveau du minimalisme sémantique. Nous ferons ainsi la distinction entre les minimalistes sémantiques qui défendent une signification indéterminée et ceux qui défendent une position où la signification des mots est déterminée. L'ensemble de ces distinctions nous



permettra de préciser deux choses : tout d'abord, que nous endossons dans notre réflexion une approche minimaliste avec signification indéterminée et, ensuite, quels sont les principaux points de tensions que cette position implique avec les contextualistes. Finalement, l'ensemble de ces précisions théoriques et méthodologiques fait, nous nous lancerons dans la critique de la position contextualiste. Plus spécifiquement, trois arguments seront proposés pour rejeter le contextualisme sémantique : 1) confusion entre théorie de la signification et théorie de la compréhension, 2) maintien du caractère public de la signification, 3) confusion entre problème de signification et problème métaphysique et épistémique. L'ensemble de cette réflexion devrait nous permettre de conclure à la validité d'une approche tenant d'un minimalisme sémantique qui accepte l'idée d'une signification indéterminée. C'est à tout le moins, notre modeste ambition.

## **2.1 Quelques précisions théoriques : minimalisme et contextualisme**

Les concepts de minimalisme et de contextualisme ont des champs d'applications relativement larges en philosophie. Cela est d'autant plus vrai pour le concept de contextualisme que l'on retrouve dans des champs aussi diversifiés que ceux de la philosophie politique et de la philosophie de la connaissance. Bien qu'apparentées d'un champ à l'autre, les différentes significations que l'on relie à ce terme dans ces multiples divisions de la réflexion philosophique sont suffisamment divergentes pour qu'il vaille la peine de faire quelques précisions.

Comme nous l'avons vu précédemment, une position contextualiste implique généralement l'idée que le contexte est un facteur primordial dans la détermination du

processus que l'on examine, que ce dernier soit linguistique, cognitif ou politique. Dans le domaine politique par exemple, un contextualiste aura tendance à défendre l'idée que la validité des différentes théories politiques défendues par un groupe est dépendante des conditions sociohistoriques de ce groupe. Autrement dit, il n'est pas possible de faire une évaluation juste et rationnelle de ces théories hors du contexte qui les a vues naître. Un exemple probant d'une telle conception philosophique peut être retrouvé dans les travaux de Richard Rorty<sup>90</sup> et sa défense de sa théorie « ethnocentriste ». Dans le même ordre d'idée, le contextualisme, en philosophie de la connaissance, renvoie à l'idée que les énoncés de connaissance ne peuvent être évalués hors de leur contexte d'énonciation respectif. C'est-à-dire que, même si cela n'est que partiellement vrai, il y a toujours des éléments relatifs au contexte qui doivent être pris en considération afin de pouvoir comprendre ce qu'un énoncé de connaissance signifie ou implique<sup>91</sup>.

Dans un premier temps, il est vrai que le contextualisme sémantique fait reposer les bases de sa réflexion sur des prémisses semblables aux autres formes de contextualisme, soit la thèse que les différents énoncés linguistiques ne véhiculent pas de significations hors d'un contexte d'énonciation. Le contexte est donc un élément nécessaire à la compréhension de tout énoncé du langage. C'est à tout le moins ainsi que nous avons défini le contextualisme

---

<sup>90</sup> Richard Rorty, « Solidarité ou objectivité », dans *La pensée américaine contemporaine*, sous la direction de John Rajchman et Cornel West, Paris, PUF, 1991, p.64-66, il est ici pertinent de noter que la théorie « ethnocentriste » de Rorty, malgré sa dénomination provocatrice, ne relève pas d'une quelconque hiérarchie des communautés, mais renvoie plutôt à l'idée que la seule communauté dont il peut comprendre les principes éthiques et politiques est la sienne. Il s'agit ainsi davantage d'une certaine modestie épistémique qui refuse un quelconque accès à l'universalité.

<sup>91</sup> Keith DeRose, *The Case for Contextualism, Knowledge, Skepticism, and Context, Vol. 1*, Oxford, Oxford University Press, 2009, p. 7-9 et Elke Brendel et Christopher Jäger, « Contextualist Approaches to Epistemology: Problems and Prospects », dans Elke Brendel et Christopher Jäger (éd.), *Contextualisms in Epistemology*, Netherlands, Springer, 2005 p. 1-5 et p. 17-22

sémantique jusqu'ici. Cependant, une telle position en philosophie du langage ne nous oblige pas à élargir cette position à tous les autres domaines de la philosophie. Ainsi, il est tout à fait possible d'être un fervent défenseur du contextualisme sémantique et de malgré tout croire qu'il existe effectivement des vérités morales hors des contextes d'action humaine. De la même façon, il est possible de défendre l'idée qu'il existe des savoirs universels qui ne dépendent nullement des conditions d'existence particulières d'une communauté donnée. Plus précisément, le contextualisme sémantique s'engage uniquement sur le processus de compréhension des énoncés de discours linguistique. Il avance uniquement l'idée que pour toutes propositions sémantiques, il existe toujours une dimension indexicale qui nous force à recourir au contexte afin de pouvoir être pleinement saisi. Cependant, la majorité des défenseurs du contextualisme sémantique avance cette proposition, car ils défendent une sémantique des conditions de vérité, soit l'idée qu'une proposition doit véhiculer un contenu vrai ou faux sur le réel. C'est donc dire qu'ils justifient bien souvent leur position par la nécessité de s'assurer d'un maximum de précision dans le discours afin de justement s'assurer d'être dans une situation où l'on peut évaluer des contenus de connaissance « éternels »<sup>92</sup>. Il est bien entendu que ce ne sont pas tous les contextualistes sémantiques qui construisent ainsi leur position, comme nous le verrons dans la section suivante. Certains vont même plutôt jusqu'à transposer leur position contextualiste dans les autres champs de la philosophie<sup>93</sup>. Cependant, ce passage du contextualisme sémantique aux autres formes de contextualisme n'est pas automatique. Par conséquent, à partir de maintenant, il ne sera plus question que du

---

<sup>92</sup> Voir François Recanati, *Literal Meaning*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004, 179 p. et Robyn Carston, *Thoughts and Utterances: The Pragmatics of Explicit Communication*, Oxford, Blackwell Publishing, 2002, 418 p.

<sup>93</sup> Voir Ichikawa, Jonathan Jenkins and Steup, Matthias, «The Analysis of Knowledge», *The Stanford Encyclopedia of Philosophy* (Spring 2014 Edition), Edward N. Zalta (ed.), URL = <http://plato.stanford.edu/archives/spr2014/entries/knowledge-analysis/>.

contextualisme sémantique et de ses implications en philosophie du langage lorsque nous parlerons de contextualisme pour la suite de notre réflexion.

## **2.2 Les différents courants du contextualisme sémantique**

Il existe plusieurs façons de regrouper et diviser les différents penseurs contextualistes. Recanatti distingue les quasi-contextualistes des contextualistes. Ces deux positions se distinguent par leur attitude générale à l'égard de l'existence de propositions minimales telles que postulées par les minimalistes. Les premiers considéreraient les propositions minimales comme des objets existants, mais inutiles, alors que les seconds nieraient tout simplement l'existence de tels objets dans le monde linguistique<sup>94</sup>. À l'inverse, Lepore et Cappelen font plutôt une distinction entre ce qu'ils nomment les contextualistes modérés et les contextualistes radicaux. Ils attribuent ainsi trois thèses à chacun de ces deux sous-groupes du contextualisme. Les thèses des contextualistes radicaux se résumeraient ainsi : 1) il n'existe pas de phrases dans les langues naturelles qui expriment des propositions complètes ; 2) il n'est pas possible de construire un ensemble de contenus indexicaux de base qui permettraient de sauver le minimalisme puisque cet ensemble serait toujours incomplet ; 3) les conditions de vérité peuvent uniquement être établies dans le contexte d'une occurrence particulière<sup>95</sup>. On comprend donc ici qu'un contextualiste radical tel que construit par Lepore et Cappelen ne voit aucun point de convergence entre sa position et la position minimaliste. Par essence, l'ensemble des propositions linguistiques doivent être contextualisées pour obtenir une signification complète. À l'inverse, les trois thèses du contextualisme modéré laissent un peu

---

<sup>94</sup> François Recanati, *Literal Meaning*, p. 86

<sup>95</sup> Lepore et Cappelen *Insentitive Semantics : A Defense of Semantic Minimalism and Speech Act Pluralism*, p. 6. Il est bon de noter que nous faisons ici une traduction libre des concepts présentés par Lepore et Cappelen.

plus de place à la possibilité d'une conciliation. Les thèses vont comme suit : 1) l'ensemble des expressions indexicales de base n'incluent pas tous les processus pragmatiques du langage ; 2) il existe plusieurs phrases jugées comme contenant une proposition minimale par les minimalistes qui sont en fait incomplètes, c'est-à-dire qu'elles ne contiennent pas de propositions minimales ; 3) dans le cadre des différents cas précédents, seules les occurrences permettent de comprendre quelles sont les conditions de vérité de la proposition, et donc, sa signification<sup>96</sup>.

Ces deux approches, bien que légitimes, ne nous permettent cependant pas de mettre en scène l'une des distinctions les plus importantes entre les différents penseurs contextualistes, soit le degré d'incertitude (ou de sous-détermination) qu'ils accordent aux entités sémantiques. Afin d'illustrer cette idée, nous allons expliciter où nous tracerons une ligne précise entre les deux camps contextualistes que nous prendrons en considération pour le reste de notre réflexion. D'un côté, nous aurons un premier type de contextualisme qui défend la thèse que les processus pragmatiques affectent l'ensemble des entités sémantiques, soit les mots et les phrases. Nous examinerons cette position au travers des travaux de Travis, Sperber et Wilson. À l'opposé, on retrouverait les contextualistes qui défendraient l'idée que les processus pragmatiques n'affectent que les phrases, soient la position qui est défendue par Recanati et Carston.

Le premier groupe de contextualistes que nous distinguons est celui représenté par la position de Sperber et Wilson. Celle-ci consiste à dire que le caractère contextualiste des

---

<sup>96</sup> *Ibid.*, p. 7

significations des phrases est aussi présent dans la signification des mots. Autrement dit, pour ces derniers, les mots ne correspondent pas à une reproduction exacte des significations. De façon imagée, si nous avions accès à une reproduction cartographique des significations et une reproduction cartographique des mots et que nous décidions de les superposer, les différents concepts et mots ne se superposeraient pas les uns aux autres. Plus précisément, cela implique qu'il est possible que certains concepts ne soient captés par aucun mot et qu'à l'inverse, que certains mots ne captent aucun concept. Dans le même ordre d'idées, il est tout à fait possible que divers mots captent un même concept ou qu'un même mot réfère à divers concepts<sup>97</sup>. Ainsi, Sperber et Wilson vont en venir à défendre la thèse suivante :

« The mapping is partial, and the main reason for this is that only a fraction of the conceptual repertoire is lexicalised. Most mental concepts do not map onto words. »<sup>98</sup>

Par conséquent, tout comme c'est le cas pour les phrases, les mots doivent eux aussi être considérés comme ouverts, ils ne véhiculent aucune information en eux-mêmes et, tout comme les phrases, l'information qu'ils véhiculent doit elle aussi être cherchée dans le contexte d'énonciation du discours<sup>99</sup>. La principale raison que Wilson et Sperber nous fournissent pour expliquer cet état des choses consiste en l'idée que bon nombre de mots ne véhiculent pas des concepts, mais ce qu'ils nomment des « proconcepts ». Ces proconcepts seraient des contenus conceptuels qui ne sont pas stables dans l'esprit de l'agent. Pour ce faire, le recours au contexte serait nécessaire pour parvenir à stabiliser le contenu conceptuel du mot, et donc son

---

<sup>97</sup> Sperber et Wilson, « The Mapping between the mental and the public lexicon », dans P. Carruthers & J. Boucher (éd.), *Language and thought: interdisciplinary themes*, CUP, Cambridge, 1998, p.184-186

<sup>98</sup> *Ibid.*, p.187

<sup>99</sup> *Ibid.*, p. 196-197

contenu sémantique<sup>100</sup>. On comprend donc que, même si le mot n'est pas employé par les auteurs, la majorité des mots sont considérés comme ayant une dimension indexicale qui rend le recours au contexte inévitable<sup>101</sup>. Ceux-ci vont même plus loin en avançant que l'ensemble des mots se comporte sur le même mode que les mots référant à des « proconcepts ».

Charles Travis, en prenant comme point de départ les travaux de Wittgenstein, exprime une idée semblable à celle de Sperber et Wilson dans ses travaux. À ses yeux, la signification est liée au dire. Il entend par là que la signification d'un mot ne peut être comprise qu'au travers de l'action linguistique, de l'emploi. Ainsi, il serait erroné de dire qu'il y a des références ou des représentations qui sont liées à des mots<sup>102</sup>. Pour Travis, le contenu d'un mot est toujours situé, il n'y a pas quelque chose comme un sens qui transcende les situations ou qui nous offre un contenu universalisable à toutes les autres instances d'énonciation de ce mot. Il n'y a pas quelque chose comme une bonne signification du mot « chat ». Au contraire, dans la plus pure tradition contextualiste, il avance qu'un mot peut être utilisé pour signifier une infinité de choses et ce n'est qu'une fois en contact avec un contexte particulier que celui-ci acquiert une signification<sup>103</sup>. De façon plus théorique, Travis avance l'idée que la sémantique d'un élément est déterminée par l'ensemble des éléments du système sémantique dans lequel il se situe. Autrement dit, à chaque fois que j'entends le mot « ange » il me faut prendre en considération l'ensemble des facteurs qui constituent le contexte d'énonciation pour que je parvienne à déduire quel contenu sémantique il est le plus approprié d'attribuer à ce mot dans

---

<sup>100</sup> *Ibid.*, p. 185

<sup>101</sup> François Recanati, *Literal Meaning*, p. 97

<sup>102</sup> Charles Travis, *Les liaisons ordinaires*, Paris, Librairie Philosophique J. VRIN, 2003, p. 152-153

<sup>103</sup> *Ibid.*, p. 176 et Charles Travis, *The Use of Sense*, Oxford, Oxford University Press, 1989, p. 97

le cadre de cette occurrence<sup>104</sup>. Le mot « ange » pouvant en effet référer à une infinité d'entités ou de comportements distincts. On pourrait ainsi dire qu'aux yeux de Travis chaque occurrence crée un système sémantique particulier qui nous permet par la suite de fixer les caractéristiques sémantiques des mots qui ont été prononcés lors de cette occurrence. Une fois la sémantique des mots fixée par le contexte, il devient possible pour le locuteur de comprendre la phrase. Il est ici important de comprendre que le système sémantique auquel Travis fait référence ne renvoie pas à une langue ou à un système sémantique global. Si tel était le cas, sa théorie ne se distinguerait au final que très peu du minimalisme sémantique indéterminée telle que nous le développerons ici (voir même pas du tout). Cependant, Travis entend par cette expression l'idée que chaque événement linguistique crée un contexte sémantique qui va nous permettre de fixer une signification aux mots<sup>105</sup>.

De l'autre côté du spectre nous retrouvons un deuxième type de contextualiste qui s'intéresserait uniquement aux significations véhiculées par les phrases. On peut dire que cette position correspondrait aux thèses défendues par Recanati et Carston dans leurs travaux respectifs. Pour ces auteurs, il ne s'agit pas de prendre en considération chaque mot dans une phrase et de les utiliser comme des indexicaux. La stratégie employée consiste plutôt à dire que le contextualisme sémantique ne concerne que les phrases dans leur entièreté. Recanati dit ainsi :

« As I have been at pains to emphasize, the meaning of the whole is not constructed in a purely bottom-up manner from the meaning of the parts. The meaning of the whole is influenced by top-down, pragmatic factors, and

---

<sup>104</sup> *Ibid.*, p. 41 et p. 47

<sup>105</sup> *Ibid.*, p. 41-42



through the meaning of the whole the meaning of the parts are also affected. »<sup>106</sup>

Dans une telle perspective, la question de la signification des mots n'a pas à être comprise de façon isolée au début du processus de saisie de ce qui est dit. Bien au contraire, l'interlocuteur reçoit la phrase comme un tout qu'il cherche à saisir dans un contexte discursif particulier. Pour y parvenir, ce dernier a recours à divers processus pragmatiques (enrichissement, transfert, amincissement, etc.) qui vont lui permettre de reconstituer la signification de la phrase et des parties qui la compose. Plus spécifiquement, la position de Recanati consiste à défendre la thèse que le contenu d'une phrase, c.-à-d. ses conditions de vérité, est déterminé non pas par le contenu sémantique d'une phrase, mais par nos actes de langage. C'est-à-dire au travers des différentes occurrences discursives dans lesquelles nous employons ces phrases<sup>107</sup>. Il va plus loin en concluant qu'il faut : « [...] getting rid of the last literalist prejudice, we must stop presupposing that there is such a thing as the minimal proposition expressed by an utterance. »<sup>108</sup>. Carston défend une idée similaire en avançant que le contenu sémantique d'une phrase sous-détermine de façon constante la signification de la proposition véhiculée par cette phrase. Pour parvenir à comprendre ce que la phrase veut dire, vous n'aurez pas d'autres choix que d'aller puiser dans le contexte de l'occurrence et recourir aux processus pragmatiques identifiés plus haut pour parvenir à comprendre ce que la phrase veut dire<sup>109</sup>. Autrement dit, Carston remet directement en question la première caractéristique du minimalisme, soit l'idée que toutes phrases déclaratives dépourvues d'indexicaux contiennent une proposition complète. Au contraire, une phrase ne nous fournit jamais une proposition

---

<sup>106</sup> François Recanati, *Literal Meaning*, p. 132

<sup>107</sup> *Ibid.*, p. 154

<sup>108</sup> *Ibid.*, p. 165

<sup>109</sup> Robyn Carston, *Thoughts and Utterances: The Pragmatics of Explicit Communication*, p.19-20

complète, et ce, même une fois que les procédés sémantiques ont été exécutés<sup>110</sup>.

Jusqu'ici, la distinction entre les deux groupes peut sembler relativement floue. Elle devient cependant un peu plus claire si l'on explicite la conception qu'ont Recanati et Carston de la sémantique des mots. Dans un premier temps, tous deux semblent accepter l'idée que les mots sont toujours dans une situation « d'attente sémantique » (l'expression est de nous) où seul le contexte permettra aux locuteurs d'avoir accès à des concepts suffisamment stables pour les lier à des mots. Recanati parle ainsi de « schemata » alors que Carston parle de « concept schemas »<sup>111</sup>. Ainsi, les mots fourniraient certains schémas conceptuels de bases qui constitueraient des pointeurs sémantiques, c'est-à-dire qu'ils nous donneraient une idée générale du concept qui est encapsulé par la signification du mot. Ces pointeurs permettraient ainsi d'orienter les processus pragmatiques qui permettraient de compléter la signification. De plus, Carston semble sous-entendre qu'il existerait, en plus de ces mots pointeurs, des mots avec une signification « fixe » qui devraient être compris comme des concepts atomiques, c'est-à-dire des concepts de base du langage<sup>112</sup>. Bien que la différence puisse sembler subtile, il est important de remarquer la distance de cette conception par rapport à celle de Travis ou Sperber et Wilson. Chez Carston et Recanati, la signification des mots est le fruit d'un processus sémantique qui va ensuite puiser dans le contexte, ce n'est donc pas le contexte qui construit la signification des mots. Cependant, une fois en présence d'une phrase, la signification de celle-ci ne peut qu'être construite qu'à partir du contexte. En ce sens, cette seconde version du contextualisme est moins radicale que la première puisqu'elle accepterait

---

<sup>110</sup> *Ibid.*, p.22

<sup>111</sup> François Recanati, *Literal Meaning*, p. 36-37 et Robyn Carston, *Thoughts and Utterances: The Pragmatics of Explicit Communication*, p. 359-360

<sup>112</sup> Robyn Carston, *Thoughts and Utterances: The Pragmatics of Explicit Communication*, p. 359 et p. 363

quelque chose de semblable à des significations minimales pour les mots, mais pas pour les phrases.

Cette courte présentation des principales divisions au sein du courant contextualiste est loin d'être exhaustive. Il existe d'autres façons de construire les différentes tendances qui traversent ce courant. Cependant, la division que nous venons de construire va nous permettre de mieux présenter les arguments que nous allons avancer afin de récuser le contextualisme dans son ensemble. De plus, cela nous facilitera la tâche afin d'explicitier sur quel point nous entrons en conflit avec le contextualisme et sur quel point il ne sera pas nécessairement contradictoire pour nous de récupérer certains arguments ou concepts avancés par des auteurs contextualistes plus tard dans notre argumentaire. Cependant, avant d'arriver à cette étape, il nous reste encore à réaliser le même exercice que nous venons de faire, mais cette fois avec le courant minimaliste.

### **2.3 Les différents courants du minimalisme sémantique**

Comme expliqué précédemment, les minimalistes sémantiques convergent sur l'idée qu'il existe des propositions minimales qui jouent un rôle, aussi infime soit-il, dans la communication entre des individus. Plus précisément, les minimalistes défendent l'idée que les processus pragmatiques peuvent être rapportés à des éléments sémantiques. Cette dernière idée implique qu'à chaque fois qu'un processus pragmatique prend place, celui-ci est linguistiquement requis par les règles de la sémantique. L'utilisation des indexicaux en est un bon exemple. Si le référent de ceux-ci ne peut être déterminé qu'en ayant recours au contexte, c'est bien parce qu'il existe des règles sémantiques (ici les règles encadrant l'usage des

expressions indexicales) qui nous permettent de savoir quand et comment il faut recourir au contexte pour saisir la signification de la phrase.

Cela dit, le principal désaccord qui existe entre minimalistes, ou à tout le moins celui qu'il est pertinent pour nous de développer dans le cadre de notre réflexion, est la question des significations déterminées et des significations indéterminées. On entend par « signification déterminée » des significations qui fournissent des conditions nécessaires et suffisantes d'application des mots aux objets. Autrement dit, un mot qui véhiculerait une signification déterminée nous permettrait d'identifier sans aucun problème un objet précis dans le monde. De plus, une telle signification anticiperait pleinement l'ensemble des applications futures d'un mot. Par exemple, la signification déterminée du mot « génie » devrait contenir l'ensemble des éléments qui me permettraient de repérer avec exactitude les choses dans le monde qui répondent au qualificatif de « génie », c'est-à-dire tout au cours de mon existence, chaque fois que je rencontre un autre individu et qu'on me dit que celui-ci est un génie, je devrais potentiellement être capable de savoir si c'est le cas ou non. Il s'agit donc d'une signification qui me permet de déterminer le référent auquel renvoie le mot dans le monde<sup>113</sup>. À l'inverse, une signification indéterminée renvoie à une signification qui ne permet pas de déterminer avec exactitude le référent auquel le mot renvoie dans le monde. De plus, une telle signification n'anticipe pas toutes les applications possibles d'un terme donné. C'est une signification qui laisse ouverts le jeu des significations et les limites de celles-ci. Cependant, de telles significations n'impliquent pas qu'elles sont sans queue ni tête. Bien au contraire, elles impliquent plutôt que les significations fluctuent dans le temps et l'usage des

---

<sup>113</sup> Michel Seymour, *L'institution du langage*, p. 19-20

communautés. Elles sont en quelque sorte à l'image du bateau de Neurath : un véhicule toujours présent, mais dont on ne peut dire qu'il est exactement le même à l'arrivée qu'il était au départ<sup>114</sup>.

Parmi les minimalistes qui défendent une conception déterminée de la signification, on retrouve les philosophes Lepore et Cappelen. Dans leur ouvrage, ceux-ci rattachent sept thèses au minimalisme sémantique. Nous nous intéresserons ici à la cinquième et sixième thèse qu'ils défendent. En introduisant ces sept thèses du minimalisme sémantique, Lepore et Cappelen reconnaissent que les propositions n'épuisent pas tous les actes de langage qu'il est possible de réaliser à partir de ces expressions (thèse 6). Cependant, ils semblent sous-entendre qu'une fois fixée, la signification sémantique peut être pleinement déterminée (thèse 5). Autrement dit, il est possible de saisir au niveau sémantique toutes les significations possibles :

« (5) In order to fix or determine the proposition semantically expressed by an utterance of a sentence S, follow steps (a)-(e) : (a) Specify the meaning (or semantic value) of every expressions in S (doing so in accordance with your favorite semantic theory, i.e. we want Semantic Minimalism to be neutral between the different accounts of how best to assign semantic values to linguistic expressions; e.g., objects, sets, properties, functions, conceptual roles, stereotypes, or whatever). (b) Specify all the relevant compositional meaning rules for English (doing so also in accordance with your favorite semantic theory; again, we insist upon Semantic Minimalism being neutral between different accounts of how best to respect compositionality). (c) Disambiguate every ambiguous/polysemous expression in S. (d) Precisify every vague expression in S. (e) Fix the semantic value of every context sensitive expression in S. »<sup>115</sup>

Ce premier passage n'est cependant pas tout à fait concluant puisqu'ils semblent laisser la

---

<sup>114</sup> Ludwig Wittgenstein, *Recherches philosophiques*, Domont, Éditions Gallimard, 2004, p. 73 §83

<sup>115</sup> Lepore et Cappelen, *Insensitive Semantics : A Defense of Semantic Minimalism and Speech Act Pluralism*, p. 144-145

place à tous les types de sémantique possibles. En effet, une lecture attentive du point (a) permet de constater qu'ils ouvrent la porte à une sémantique des définitions-stéréotypes ou quelconque autre sémantique qui accepterait des significations indéterminées. Autrement dit, ceux-ci acceptent l'idée que le débat entre minimalistes et contextualistes se distingue du débat sur le type de sémantique qu'il faut utiliser. Si ce premier constat nous permet de rendre explicite qu'il existe des terrains de divergences chez les minimalistes, il ne nous permet pas encore d'affirmer où se situe Lepore et Cappelen dans ce débat. Il faut plutôt se reporter à d'autres passages de la réflexion de Lepore et Cappelen pour y parvenir et, plus précisément, à l'argumentaire « métaphysique » qu'ils vont développer pour récuser le contextualisme.

Cet argumentaire sera examiné dans ces détails dans la prochaine section de ce chapitre, nous ne ferons donc que brièvement le résumer ici. Pour l'essentiel, l'argument consiste à défendre la thèse suivante : les ambiguïtés et sous-déterminations que les contextualistes relèvent dans les différentes phrases qui constituent leur exemple ne consistent pas en une question sémantique, mais en une question d'ordre métaphysique. Lepore et Cappelen entendent par là que si un mot comme « prêt » nous semble ambigu, et donc dépourvu de sens sans son contexte, ce n'est pas parce que le mot n'a pas de signification, bien au contraire. La sous-détermination surgit plutôt, car les contextualistes nous amènent sur le terrain de la métaphysique en cherchant à forcer les minimalistes à définir l'essence du mot « prêt », quelles sont ses caractéristiques universelles en quelque sorte<sup>116</sup>. En quoi cet argument de nos deux philosophes nous aide-t-il dans notre tentative de classification ? En fait, c'est la réponse que ceux-ci vont apporter à ce problème qui nous aide. Ainsi, l'ensemble de

---

<sup>116</sup> *Ibid* , p. 157 et p. 165

l'argumentaire qui concerne la question métaphysique présuppose en quelque sorte une signification déterminée quelconque, ils refusent simplement d'accepter l'idée que c'est aux sémanticiens de fournir les caractéristiques qui permettraient de cerner pleinement un objet  $x$ <sup>117</sup>. Plus précisément, Lepore et Cappelen utilisent ici une sémantique des conditions de vérité, ce qui force le contenu sémantique à être déterminé puisqu'il doit pouvoir permettre de repérer un état de choses possibles dans le réel. La proposition doit fournir un contenu d'informations nous permettant de déterminer si celle-ci est vraie ou non. L'exemple de la danse utilisé par Lepore et Cappelen illustre bien ce point :

« Think about dancing: Some people dance by stepping, some crawl around the floor (like Martha Graham), some have music, some don't have music, some jump in the air, some wave their arms, [...] What do all these activities have in common in virtue of which they are all dancing? This is certainly not our area of expertise but suppose the dance metaphysicians will inform us that to dance is to move in some way  $W$ , where  $W$  is what all those different events of dancing have in common. There can be different accounts of  $W$ , and as far we can tell both Semantic Minimalism and Semantic Contextualism are compatible with each and every one of them. »<sup>118</sup>

Encore une fois, à ce stade de l'argumentaire, cet exemple est pertinent, car il nous permet de constater que Lepore et Cappelen endossent une sémantique où les mots véhiculent des significations qui nous permettent de formuler une correspondance avec le réel. Mots et phrases nous fournissent des informations qui nous permettent d'identifier les objets dont il est question dans le discours de notre interlocuteur. À bien des égards, on peut dire que la philosophe Borg endosse une position similaire à celle de Lepore et Cappelen. Comme Recanati et Borg le signalent tous deux, ce projet minimaliste s'inscrit plus généralement dans le cadre de la théorie davidsonienne qui cherche justement à mettre en place une théorie de la

---

<sup>117</sup> *Ibid*, p. 170-175

<sup>118</sup> *Ibid*, p. 206

sémantique ou les significations permettent de créer une correspondance au monde entre mots et objets<sup>119120</sup>. Voilà donc ce qui constituerait notre première école minimaliste.

La seconde tendance minimaliste que nous avons identifiée est liée à la thèse de la signification indéterminée. Le principal philosophe qui a pensé ce type de signification est Wittgenstein. Ce dernier conçoit ainsi la signification comme étant indéterminée, c'est-à-dire que les mots n'ont pas de significations fixes. Le contenu conceptuel de chaque mot n'est pas limité de façon rigide. Cependant, cela ne veut pas dire que les mots sont totalement dépourvus de significations conventionnelles. Cela implique plutôt que le rôle joué par les mots dans le langage, et plus globalement le rôle de la signification, est différent de celui qu'il joue dans le cadre d'une sémantique des conditions de vérité comme celle de Lepore et Cappelen. Afin de mieux comprendre ce que nous entendons par des significations indéterminées, un détour par la pensée d'Hilary Putnam nous sera utile.

Ce dernier propose le concept de définitions-stéréotypes. Ce concept implique que les mots véhiculent des définitions de dictionnaire, soit un contenu caricatural qui permet de saisir approximativement l'objet dont il est question, ce dont on parle dans le monde. Par exemple, le *Petit Robert* définit le mot livre comme suit : « assemblage de feuilles portant des signes imprimés ». Cette définition ne nous permet bien sûr pas de repérer avec exactitude l'objet dont il est question dans le réel, on pourrait ainsi très bien confondre un livre et un journal si nous tentions d'utiliser cette définition pour repérer des objets dans le monde. Elle nous fournit néanmoins un contenu informatif minimal qui nous permet de comprendre ce dont

---

<sup>119</sup> Emma Borg, *Minimal Semantics*, Oxford, Oxford University Press, 2004, p. 22-23

<sup>120</sup> François Recanati, *Literal Meaning*, p. 93



notre interlocuteur parle. Elle nous offre un contenu de base à partir duquel la conversation peut avoir lieu. Plus précisément, Putnam identifie trois caractéristiques qui nous permettent de qualifier une définition-stéréotype : synthétique, *a posteriori* et contingente. On peut dire qu'elle est synthétique, car elle se vérifie dans le monde, on veut dire par là que même si les caractéristiques qu'elle fournit ne sont pas suffisamment précises pour identifier un objet particulier, ces caractéristiques correspondent néanmoins à celles de l'objet qu'elle décrit. Elles ne sont pas choisies de façon purement arbitraire <sup>121</sup>. La définition n'est donc pas dans une situation d'autonomie totale face au monde. Dans un deuxième temps, une définition stéréotype est aussi *a posteriori* puisque c'est notre interaction avec le monde qui nous permet de la construire. C'est au travers de notre expérience du monde que nous en venons à construire les différentes définitions que l'on rattache aux mots de notre langage. Finalement, ces définitions sont contingentes, puisque les caractéristiques utilisées sont choisies pour des raisons diverses, mais aucune de celles-ci n'implique une nécessité quelconque<sup>122</sup>. Autrement dit, il est tout à fait possible qu'elles évoluent dans le temps, diverses exigences motivant certaines définitions-stéréotypes à disparaître et nous forçant à en adopter de nouvelles. Les définitions-stéréotypes proposent donc aux locuteurs un cadre général qui leur permet de savoir quel type d'usage ils peuvent faire du mot. De la même façon, elles créent un certain nombre d'attentes minimales chez les individus qui reçoivent ce discours<sup>123</sup>.

La thèse de la signification indéterminée suppose que la signification sémantique impose une limite floue à l'application des mots du langage. Entendons-nous, il ne s'agit pas

---

<sup>121</sup> Hilary Putnam, « Signification, référence et stéréotypes », *Philosophie*, 5, 1985, p. 39 et 42

<sup>122</sup> *Ibid.*, p.38-39

<sup>123</sup> Michel Seymour, *L'institution du langage*, p. 336

ici de dire comme les contextualistes que sans contexte, les phrases ne possèdent pas de signification, c'est-à-dire que le contenu sémantique doit être fixé au travers d'un processus pragmatique. Cette approche consiste plutôt à dire que la signification n'est pas imperméable aux situations inattendues, nouvelles ou tout simplement surprenantes. À l'inverse de la signification déterminée, elle n'anticipe pas toutes les applications possibles qu'un mot pourra prendre au cours de sa « vie linguistique ». Pour reprendre les mots de Seymour, la signification indéterminée crée un « horizon d'attentes » qui permet aux locuteurs de la communauté linguistique d'avoir des attentes minimales lors de l'utilisation de la langue<sup>124</sup>. Seymour propose ici l'image du monde du droit. Il est en effet communément accepté, à tout le moins dans le système britannique, qu'une loi n'anticipe pas l'ensemble de ses applications possibles. Cependant, cela ne revient pas à dire que le système de justice est dépourvu de lois, bien au contraire. Cela implique tout simplement qu'il existe un ensemble de lois qui pose « l'horizon d'attente légale » et qui est ensuite appliqué et ajusté par la jurisprudence aux différents contextes que l'on rencontre<sup>125</sup>. On pourrait aussi reprendre la boutade de Wittgenstein qui nous dit : « On serait alors tenté de dire : « Donc tu n'as rien fait du tout. » Une clôture qui a un trou ne vaut pas mieux que pas de clôture du tout. - Mais est-ce bien vrai ? » »<sup>126</sup> Que notre clôture laisse passer quelques indésirables peut sembler problématique. Cependant, cela l'est seulement si l'on conçoit le but de la clôture comme étant de garder les indésirables à l'extérieur de notre terrain. Néanmoins, cela est-il toujours un problème si notre clôture a comme objectif de délimiter notre terrain d'action ? Par exemple, délimiter l'espace où nous jouerons au ballon versus l'espace où nous cultiverons notre champ. La signification

---

<sup>124</sup> *Ibid.*, p. 283

<sup>125</sup> *Ibid.*, p. 335

<sup>126</sup> Ludwig Wittgenstein, *Recherches Philosophiques*, p. 81, §99

doit donc être conçue comme offrant un contenu minimal qui ne discrimine que de façon sommaire entre les différents objets du monde qui nous entoure. Il s'agirait donc simplement d'être capable de discriminer entre les mondes possibles d'applications de la signification (dans quel monde elle remplit les conditions pour être vraie et dans quel monde elle ne les remplit pas)<sup>127</sup>. Dans le même état d'esprit, la fonction des significations, et de la sémantique, peut être conçue d'autres façons qu'au travers une sémantique des conditions de vérité. Comme nous l'avons déjà vu, Lepore et Cappelen acceptent eux-mêmes cette possibilité théorique. Accepter la perspective de la signification indéterminée nous pousse donc aussi à adopter une sémantique autre, soit une sémantique des conditions d'assertabilité. On entend par sémantique des conditions d'assertabilité une sémantique qui ne définit pas uniquement la signification en termes de contenu informatif, mais inclut aussi la question de l'usage. Ainsi, maîtriser la signification d'un mot n'implique pas uniquement de savoir quand son contenu informatif est vrai ou faux, mais aussi le type d'usage qu'il est possible de faire de ce mot et dans quel contexte il peut être utilisé<sup>128</sup>. Nous explorerons cette thèse dans de plus amples détails au cours du troisième chapitre. Nous chercherons plus précisément à démontrer que malgré les apparences, une telle position ne nous engage pas à endosser le contextualisme. Pour l'instant, elle nous permet de poser la principale distinction entre minimalistes partisans de la signification déterminée et minimalistes partisans de la signification indéterminée.

Ces premières sections nous ont donc permis de mettre clairement en place les protagonistes du débat et de tracer les principales lignes de division entre (et au sein de) ces

---

<sup>127</sup> Emma Borg, «Must a Semantic Minimalist Be a Semantic Internalist?», *Proceedings of the Aristotelian Society, Supplementary Volumes* 83, 2009, p.48

<sup>128</sup> Michel Seymour, *L'institution du langage*, p.21-25

camps philosophiques. La suite de notre réflexion sera donc consacrée à deux tâches. Dans un premier temps, nous tenterons de mettre en place des arguments qui nous permettront de rejeter l'approche contextualiste. C'est ce à quoi sera consacré le reste de ce chapitre. Dans un deuxième temps, nous chercherons à défendre notre conception d'un minimalisme s'acoquinant avec la signification indéterminée. Ce sera l'objet de notre troisième chapitre.

## **2.4 La critique du contextualisme**

Comme nous l'avons vu, le premier obstacle qui se dresse sur notre route est la question du contextualisme, soit l'idée que la signification d'une phrase nous est fournie par ces occurrences et non par sa sémantique. Accepter cette idée reviendrait à remettre en question le rattachement que nous cherchons à faire entre le langage en tant qu'élément essentiel au sein de la structure de culture et la théorie des cultures sociétales de Kymlicka. Nous nous attarderons donc dans cette section à présenter quatre arguments qui remettent en question les thèses contextualistes.

### **2.4.1 Contextualisme et circularité**

Le premier de ces arguments est développé par Seymour et prend comme prémisse l'un des principes philosophiques avancés par Michael Dummett et repris par nombre de contextualistes. Ce principe consiste à avancer la thèse que toute théorie de la signification doit aussi pouvoir être comprise comme une théorie de la compréhension. Autrement dit, selon ce principe, expliquer ce qu'une phrase signifie dans une situation X passe nécessairement par une explication de ce qui est compris par son interlocuteur dans cette situation<sup>129</sup>. Selon les

---

<sup>129</sup> Michael Dummett, «What is a Theory of Meaning (I)», dans *The Seas of Language*, Oxford, Oxford

contextualistes, le principe devrait être interprété comme suit : si la signification minimale est ce qui permet d'expliquer la signification dans le langage, alors il s'ensuit que c'est cette signification minimale qui devrait être saisie par tous dans les divers contextes d'énonciation.

<sup>130</sup> Avant d'aller plus loin, il est bon de noter qu'il serait tout à fait possible de refuser d'adhérer à ce principe comme le fait Borg. Celle-ci propose en effet de distinguer de façon nette entre une théorie de la signification et une théorie de la compréhension, la sémantique s'intéressant uniquement à la première<sup>131</sup>. Néanmoins, nous n'emprunterons pas cette voie ici.

Tout d'abord parce que tout comme Seymour, nous ne pensons pas que le principe soit réellement menaçant pour le minimaliste sémantique et, en second lieu, parce que le minimalisme sémantique nous permet même de mieux comprendre ce que ce principe implique. Nous verrons qu'il n'implique pas réellement une identité entre le contenu de ce qui est dit et le contenu de ce qui est compris. Ainsi, comme nous le disions, pour Seymour, l'adoption de ce principe par les contextualistes pourrait introduire une certaine circularité dans leur position s'ils identifient les deux sortes de contenus. La raison est qu'en refusant de distinguer entre le contenu de signification et le contenu de compréhension comme une prémisse, le contextualiste postule d'emblée la conclusion qu'il cherche à démontrer. Sa conclusion lui fournit donc la prémisse nécessaire à la mise en place de son argument initial. Décortiquons tout cela plus en détail.

L'argument des contextualistes tel que reconstruit par Seymour va comme suit. Dans un premier temps, les contextualistes rejettent l'idée d'une distinction entre les actes locutoires

---

University Press, 1993, p. 3

<sup>130</sup> Cette position est explicitement endossée par François Recanati dans *Literal Meaning* (p. 14) avec ce qu'il nomme le principe de disponibilité (availability principle).

<sup>131</sup> Emma Borg, *Minimal Semantic*, p. 53-54

qui concernent ce que nous disons au niveau sémantique et les actes illocutoires qui concernent plutôt les usages que l'on peut faire des expressions locutoires. Cette distinction étant rejetée, les contextualistes décident de se concentrer uniquement sur les actes illocutoires. Autrement dit, ils ne s'intéressent ici qu'aux occurrences linguistiques. Cela étant fait, notre étude de ces diverses occurrences nous permet de découvrir qu'il existe plusieurs phrases dépourvues d'expressions sensibles aux contextes (indexicaux, démonstratif, etc.) avec lesquelles il nous est possible de faire des assertions différentes, c.-à-d. on peut utiliser un même enchaînement de phonèmes pour signifier des choses distinctes. Cette découverte étant faite, il nous faut maintenant l'expliquer. En l'absence d'actes locutoires et dans la mesure où la signification semble varier malgré la constance des signes, le candidat le plus plausible semble être le contenu exprimé par les différents processus pragmatiques qui sont à notre disposition (enrichissement, transfert, etc.). Ceux-ci offrent effectivement la seule explication plausible de cette variation de signification d'un contexte à l'autre. La conséquence logique de cette réflexion est qu'il n'existe pas de contenu minimal postérieur à l'occurrence. Les mots et les phrases ont plutôt des potentiels sémantiques qui demandent à être réalisés d'un contexte à l'autre, mais ils n'ont aucun contenu stable.<sup>132133</sup> On comprend donc ici pourquoi l'argument est circulaire. La prémisse qui permet l'argumentaire, soit le refus de la distinction entre actes locutoires et illocutoires, nous permet de construire un argument qui nous mène à conclure que la distinction entre deux sortes de contenu n'est pas pertinente. Il devient en effet possible d'expliquer tous les processus de signification par l'analyse de la compréhension et l'identification des processus pragmatiques. Cependant, le refus de la distinction initiale n'est

---

<sup>132</sup> Michel Seymour, «Speech Act Pluralism, Minimal Content, and Pragmemes», p. 2877

<sup>133</sup> Recanati reprends l'esprit de cet argumentaire qui veut que le principe de disponibilité et le minimalisme entre en contradiction dans son ouvrage *Literal Meaning*, p. 20-22

jamais réellement argumenté. Pire, son énonciation même nous engage dans un cadre où le potentiel d'une explication minimaliste est écarté d'emblée.

Au moins une réponse à ce problème de circularité est cependant disponible pour le contextualiste. Celui-ci pourrait en effet argumenter que sa démonstration peut tout à fait se dispenser de la première prémisse. C'est-à-dire qu'il est tout à fait prêt à reconnaître qu'il existe quelque chose comme une différence entre des actes locutoires et des actes illocutoires, soit qu'il existe une différence entre le potentiel sémantique d'une phrase et sa réalisation. Cependant, les premiers ne joueraient aucun rôle pertinent dans les divers processus de compréhension et de signification que l'on cherche à expliquer<sup>134</sup>. On voit ici qu'on met en place une stratégie qui correspond à la position des quasi-contextualistes, soit de reconnaître l'existence théorique des propositions minimales postulées par le minimalisme tout en leur refusant tout rôle pertinent dans une théorie du langage. Une telle réponse reste cependant problématique selon Seymour, car elle ne nous permet pas réellement de sortir de la circularité de l'argumentaire. Tout au plus, on ne fait que rendre plus évident le problème profond de l'argument. En effet, qu'on reconnaisse ou non l'existence des propositions minimales, la prémisse initiale ne change pas, on pourrait tout au plus la reformuler de la façon suivante : « bien qu'il existe des actes locutoires et des actes illocutoires, seuls les actes illocutoires méritent notre attention, car ce sont eux qui jouent un rôle pertinent dans l'explication de la signification ». On constate ici que la circularité reste puisque l'une des possibilités explicatives est de facto écartée. Autrement dit, par la méthodologie même qu'il met de l'avant, le contextualiste exclut certaines possibilités explicatives concurrentes. Son point de

---

<sup>134</sup> Michel Seymour, «Speech Act Pluralism, Minimal Content, and Pragmemes», p. 2877

départ étant celui d'actes illocutoires réalisés dans des événements d'énonciation, il est facile de conclure ensuite que la signification littérale est déterminée par le contexte d'énonciation.

À tout cela, le contextualiste pourrait toujours répondre qu'il existe de nombreuses situations où il existe une distinction entre ce qui constitue le contenu minimal d'une phrase et la proposition qui résulte du processus interprétatif<sup>135</sup>. On pourrait ici reprendre l'exemple classique du « jambon au fromage »<sup>136</sup>. Imaginons la situation suivante : un serveur dans un restaurant voit un de ses clients partir et s'exclame à son collègue : « Le sandwich jambon fromage est parti sans payer ! ». Traditionnellement, on considérerait que la signification minimale de la phrase est qu'*un sandwich au jambon fromage est parti sans payer*. Il semble pourtant entendu que, dans le contexte de l'échange, ce n'est pas ce que le collègue du serveur a compris. Il ne comprend pas qu'il y a littéralement un sandwich au jambon fromage qui est venu au restaurant et qui est ensuite parti sans payer. Bien au contraire, les divers processus interprétatifs se sont mis en action et il a très bien compris que son collègue exténué faisait référence au client ayant commandé un sandwich jambon fromage qui est parti sans payer sa facture. De cet exemple, le contextualiste en tire la conclusion que cette distance entre la signification minimale et ce qui est compris par l'interlocuteur est bien une preuve que ce type de signification ne joue aucun rôle pertinent dans ce qui est compris lors d'un échange linguistique. Cependant comme Seymour nous le dit :

« There may be of course many different contexts of utterance in which the literal, minimal content does not appear to coincide with the content of the interpretation. But this has a bearing on literal meaning only if, from the start, we assume that literal meaning is what is taking place at the illocutionary

---

<sup>135</sup> *Ibid.*, p. 2877-2878

<sup>136</sup> François Recanati, *Literal Meaning*, p. 29



level. »<sup>137</sup>

Seymour entend par là que la conclusion du contextualiste fait sens uniquement si on accepte, encore une fois, la prémisse que la seule chose pertinente à prendre en compte est ce qui se produit au niveau des occurrences. C'est seulement une fois cette prémisse en place que le contextualiste peut arriver à un argumentaire qui tient la route et à démontrer que le contenu est fixé par les occurrences. On constate donc que les trois stratégies de sortie qui s'offraient aux contextualistes ne permettent pas de résoudre durablement le problème de la circularité. Elles ne font tout au plus que le réitérer sous diverses formes. Le pluralisme du contenu des actes illocutoires (*speech act pluralism*) est d'ailleurs admis par Lepore et Cappelen eux-mêmes<sup>138</sup>. La question demeure quand même de savoir s'il y a un contenu sémantique minimal qui est de surcroît pertinent pour rendre compte de ce qui est compris par les locuteurs.

Revenons un instant à la source de notre problème. Celui-ci apparaît initialement, car les contextualistes s'engagent implicitement à endosser une thèse introduite par Michael Dummett. Cette thèse consiste à dire qu'une théorie de la signification doit aussi être une théorie de la compréhension. Nous avons considéré que ce principe pouvait mener à un raisonnement circulaire pour le contextualiste dans la mesure où il l'interprétait de la façon suivante : si la signification minimale est ce qui permet d'expliquer la signification dans le langage, alors il s'en suit que c'est cette signification minimale qui devrait être saisie par tous dans les divers contextes d'énonciation. Cependant, cette interprétation du principe n'est pas la

---

<sup>137</sup> Michel Seymour, «Speech Act Pluralism, Minimal Content, and Pragmemes», p. 2877

<sup>138</sup> Lepore et Cappelen, *Insensitive Semantics : A Defense of Semantic Minimalism and Speech Act Pluralism*, p. 190-191

seule qui nous est disponible. On pourrait comprendre le principe comme suit : toute théorie de la signification devrait aboutir à des significations qui peuvent être potentiellement saisies par tous. Pour les significations minimales, cela n'impliquerait plus qu'elles doivent nécessairement être ce qui est compris par tous dans un contexte, mais simplement qu'elles sont potentiellement accessibles à tous dans ce contexte. Si l'on reprend l'exemple du sandwich au jambon fromage, la signification minimale, bien que n'étant pas ce qui est saisi par tous, est néanmoins virtuellement présente. C'est-à-dire qu'elle est une signification qui est disponible et potentiellement accessible à tous bien qu'elle soit ultimement écartée. Plus exactement, le contenu sémantique minimal peut en principe respecter le principe dummettien dès lors qu'il existe un contexte dans lequel le contenu minimal joue un rôle capital dans l'élaboration de ce qui est compris par les locuteurs. En l'occurrence, la première fois qu'un serveur entend parler d'un sandwich parti sans payer, il commence par se représenter une situation absurde pour rapidement l'écarter en ayant implicitement recours au principe de charité<sup>139</sup>.

Cette interprétation plus faible du principe n'écarte plus d'emblée l'approche minimaliste et évite aussi du même coup au contextualiste de formuler un argument circulaire. Cependant, cela implique pour le contextualiste que son argument a soudainement beaucoup moins de portée qu'initialement prévu. En effet, s'il veut maintenir son argument initial, il doit maintenant expliquer pourquoi les significations minimales doivent être écartées en faveur des purs actes illocutoires. Cet argument de Seymour constitue en ce sens une réponse partielle à l'argument de la signification inappropriée qui prétend que la signification minimale ne joue

---

<sup>139</sup> Michel Seymour, «Speech Act Pluralism, Minimal Content, and Pragmemes», p. 2878-2880

aucun rôle pertinent au niveau de la signification. Une réponse plus complète sera offerte plus loin dans notre argumentaire.

#### **2.4.2 Un langage instantané ? Quelle constance dans la langue ?**

Outre la critique de la circularité, une seconde critique peut être adressée au contextualisme. On a vu que ce dernier cherchait à nous montrer que ce qui était compris par les locuteurs pouvait changer d'un contexte à l'autre. Autrement dit, pour un contextualiste, il n'existe pas quelque chose comme une signification stable d'un contexte à l'autre. Celle-ci est en constante modification et ne peut être stabilisée qu'à partir du moment où l'énoncé est saisi dans un contexte particulier. Cette affirmation correspond aux «context-shifting argument» que nous avons identifié plus tôt. Cependant, cette conclusion nous permet de soulever une interrogation au niveau de la stabilité même du langage. En effet, le contextualisme ne parvient pas à expliquer comment la communication est possible, puisque *a priori* si les contenus sont pleinement déterminés par le contexte, il peut ne pas être possible de repérer des constances linguistiques d'une situation à une autre. Conséquemment, les locuteurs se retrouveraient dans une situation où il n'y aurait aucune « signification refuge » (*fall back content*). Autrement dit, quelle est la constance linguistique d'un contexte à l'autre ?<sup>140</sup> Bien qu'il soit vrai que l'on comprend des choses différentes à partir d'une même phrase dans divers contextes, il nous semble pourtant que la signification de certaines phrases a une certaine stabilité au travers du temps. Autrement dit, l'horizon d'attente dont nous avons parlé précédemment nous semble intuitivement présent. À tout le moins, il nous semble qu'il doit y avoir quelque chose de commun entre l'ensemble des différentes occurrences de langage pour

---

<sup>140</sup> Lepore et Cappelen, *Insensitive Semantics : A Defense of Semantic Minimalism and Speech Act Pluralism*, p. 123

qu'on puisse se comprendre. Il ne semble pas plausible que nous reconstruisions l'ensemble des significations à partir des occurrences à chaque fois que celles-ci se présentent à nous. Pourtant, le contextualiste semble a priori engagé dans cette voie. Comment peut-il répondre à cette accusation ?

Afin d'en venir à cette conclusion, Lepore et Cappelen commencent par présenter les six types de savoir que les contextualistes identifient comme ayant une influence sur la compréhension des locuteurs. Autrement dit, il s'agit des types de connaissances que les locuteurs mobilisent pour parvenir à saisir ce que la phrase communique comme signification dans un contexte donné. Ces six types de connaissances peuvent être résumés de la façon suivante :

1. Les connaissances liées au contexte global du discours (l'ensemble des informations qui auraient pu être fournies au travers de vos discussions précédentes) ;
2. Les connaissances liées à la personne avec qui nous parlons et la communauté à laquelle nous appartenons ;
3. Les connaissances liées à notre environnement direct ;
4. Les connaissances activées par le potentiel sémantique d'une phrase ;
5. Les connaissances liées aux intentions et habiletés de notre interlocuteur ;
6. Les connaissances des principes généraux qui gouvernent le langage.<sup>141</sup>

Comme nous l'avons dit, l'ensemble de ces connaissances interviennent lors de l'interprétation d'un énoncé émis par un interlocuteur. Elles nous permettent de mobiliser

---

<sup>141</sup> *Ibid.* , p. 123-124

l'ensemble du bagage conceptuel nécessaire à la compréhension de cet énoncé. Cependant, pour Lepore et Cappelien, la nécessité de ces diverses connaissances pour parvenir à la compréhension pose problème si l'on prétend que le contenu sémantique des phrases est fonction du contexte. Dans un premier temps, si l'on ne considère que les trois premiers types de connaissances mis en jeux, ceux-ci représentent une masse de connaissances totales incroyable pour simplement comprendre une phrase du type : « Je suis prêt pour mon examen ». Aux yeux des contextualistes, comprendre cette phrase me demanderait d'avoir connaissance de l'ensemble des informations qui touche à notre discussion depuis le début de notre échange. En plus, il me serait nécessaire d'avoir en mémoire l'ensemble des connaissances que j'ai sur la personne avec qui je parle ainsi que celles qui se rattachent à la communauté à laquelle nous appartenons et dans laquelle nous vivons. Finalement, il faudrait que je mobilise les diverses connaissances que j'ai sur mon environnement direct qui va me permettre de comprendre ce que la phrase veut dire. C'est seulement après la mobilisation de l'ensemble de ces informations que je devrais pouvoir parvenir à saisir ce que mon interlocuteur veut dire<sup>142</sup>. Rappelons-nous que nous n'avons pas d'autres choix que de procéder ainsi puisqu'il n'existe pas de contenu sémantique stable antérieur au contexte selon les contextualistes qui puisse nous être utile au point de jouer un rôle déterminant dans la compréhension de la phrase. L'ensemble de ces informations devient donc nécessaire pour reconstituer la proposition que notre interlocuteur formule. La phrase « Je suis prêt pour mon examen » ne peut véhiculer aucune signification par elle-même, elle contient tout au plus un potentiel sémantique qui doit être réalisé dans un contexte pour être compris. On comprend donc pourquoi Lepore et Cappelien nous parlent de miracle de la compréhension lorsqu'il

---

<sup>142</sup> *Ibid.*, p. 124

discute de la théorie contextualiste. En effet, vu l'ampleur des connaissances nécessaires qui doivent être mobilisées pour comprendre une phrase, il relève bien du miracle que deux individus parviennent à se comprendre de façon récurrente. L'acte de compréhension ne pourrait être réussi que dans la mesure où toutes ces connaissances sont explicites et partagées par les deux locuteurs. Toutes distinctions de savoir pourraient mener à une divergence d'interprétation<sup>143</sup>.

Outre ce miracle de la communication, un deuxième problème peut potentiellement surgir. En plus du fait que les connaissances nécessaires sont nombreuses, celles-ci doivent aussi être partagées par les locuteurs. C'est-à-dire, il n'est pas suffisant que je sache que mon interlocuteur possède telle ou telle connaissance pour le comprendre. Il faut aussi que je partage la croyance de ces connaissances pour que mon interprétation converge vers la sienne et qu'ainsi nous nous comprenions. Pourtant, il est tout à fait possible que je sache qu'un individu entretienne la croyance en la connaissance X sans pour autant partager cette croyance. Autrement dit, le processus psychologique qui me permet de faire la somme de toutes les connaissances pertinentes que je possède pour comprendre un énoncé devrait m'amener à conclure à une certaine interprétation de l'énoncé. Cependant, dans le contexte où je me retrouve face à un groupe d'individus qui ne partagent pas les mêmes croyances face à certaines connaissances, il est plus que probable qu'ils arrivent à une interprétation divergente. Comme Lepore et Cappalen le disent : « In sum : If RC [radical contextualism] were true, it would be a miracle if speakers in different contexts were ever able to agree, disagree, or more

---

<sup>143</sup> *Ibid.*

generally, share contents. »<sup>144</sup> Sperber et Wilson formulent un argument similaire contre l'idée d'un « savoir mutuel »<sup>145</sup> entre les participants de l'échange linguistique. Plus précisément, cette thèse implique, comme nous l'avons déjà dit, que deux individus doivent partager un même contexte pour se comprendre. En effet, dans le cas où cela ne serait pas le cas, ceux-ci en viendraient à produire des interprétations distinctes d'un même énoncé et, par le fait même, cela les empêcherait de se comprendre. Par conséquent, deux individus qui voudraient réussir leur acte de communication devraient faire une série d'hypothèses qui leur permettraient de conclure que leur interlocuteur partage le même contenu d'informations globales (c.-à-d. le même savoir mutuel) que le leur. Autrement dit, pour se comprendre, deux individus doivent avoir accès au même savoir mutuel que leur interlocuteur. De plus, tous deux doivent aussi utiliser le même savoir pertinent à la compréhension de l'échange dans lequel ils se trouvent. Ils se retrouvent donc dans une situation où ils doivent, s'ils veulent se comprendre, uniquement s'en tenir aux informations pertinentes qu'ils estiment partager avec leur interlocuteur. Cependant, nos interlocuteurs, n'étant point omniscients, doivent être capables de distinguer ce qui constitue cet ensemble d'informations partagées. Ils doivent donc à nouveau produire un contexte interprétatif commun qui va leur permettre de distinguer les informations partagées de celles qui ne le sont pas. Commun, car, encore une fois, si l'on veut que notre duo arrive à la même interprétation de l'occurrence, il faut qu'ils utilisent le même bagage contextuel puisque c'est ce dernier qui fixe la signification chez les contextualistes.

---

<sup>144</sup> *Ibid.*

<sup>145</sup> Chez Sperber et Wilson, le savoir mutuel constitue une sorte de micro contexte qui se réduit au contexte partagé par les locuteurs. Autrement dit, il s'agit d'informations dont le locuteur A et le locuteur B disposent également. Ceux-ci doivent se limiter à ces informations, et ce, même s'il existe des informations potentiellement plus importantes dans le contexte plus large de leur échange. Ainsi, si A a conscience d'informations contextuelles qui échappent à B, il ne peut pas les utiliser à moins qu'ils partagent d'abord ces informations à B afin de les faire entrer dans le savoir mutuel de ceux-ci. (Dan Sperber et Deirdre Wilson, *La Pertinence*, trad. par Abel Gerschenfeld et Dan Sperber, Paris, Les Éditions de Minuit, 1989, p. 32-34)

Cependant, la question qui se posait lors de la première tentative de réduction à un savoir mutuel se repose lors de notre seconde tentative : comment vont-ils savoir qu'ils utilisent le même savoir mutuel de seconde instance pour identifier le savoir mutuel de première instance ? On constate ici rapidement que cette ligne argumentative nous pousse vers une régression à l'infini. Un nouveau niveau interprétatif commun sera toujours nécessaire à mettre en place par les interlocuteurs si ceux-ci veulent s'assurer qu'ils partagent effectivement le même contexte<sup>146</sup>.

À ce problème, Lepore et Cappelen identifient deux réponses potentielles des contextualistes. La première réplique envisagée par les contextualistes est de dire que l'être humain est fait de telle façon que nos modes de raisonnements et de perceptions fonctionnent de façon relativement similaire. Par conséquent, il est tout à fait raisonnable de penser que dans nos divers contextes de communication, sans arriver à des interprétations identiques, celles-ci sont suffisamment convergentes pour que nous nous comprenions. Autrement dit, il existe suffisamment de similitudes entre nos deux interprétations pour que la communication soit réussite. Plus encore, il suffit que d'un contexte à l'autre une même proposition produise une interprétation suffisamment similaire à celle de la première occurrence pour que la communication fonctionne<sup>147148</sup>. Cette réponse va pourtant à l'encontre de certaines de nos

---

<sup>146</sup> Dan Sperber et Deirdre Wilson, *La Pertinence*, p. 32-34

<sup>147</sup> Lepore et Cappelen, *Insensitive Semantics : A Defense of Semantic Minimalism and Speech Act Pluralism*, p. 126

<sup>148</sup> C'est une stratégie du même genre que Sperber et Wilson utilisent dans leurs travaux pour parvenir à résoudre ce problème qu'ils ont eux-mêmes soulevé. Pour l'essentiel, leur stratégie consiste à conserver l'intuition d'un contexte partagé entre les locuteurs tout en affaiblissant ses implications afin d'éviter d'en arriver aux mêmes effets délétères d'une conception forte de la notion de contexte partagé. Pour ce faire, ils vont introduire le concept d'hypothèses mutuellement manifestes (*La Pertinence*, p. 70-71). Ils définissent leurs termes comme suit : « (39) Un fait est manifeste à un individu à un moment donné si et seulement si cet individu est capable à ce moment-là de représenter mentalement ce fait et d'accepter sa représentation comme étant vraie ou probablement



intuitions par rapport au langage. Lorsque je dis « Trudeau est un fédéraliste » dans un contexte A et que Mathieu redit la même chose dans un contexte B, nous n'avons pas uniquement l'impression que les deux phrases véhiculent un contenu informatif similaire. Bien au contraire, nous avons plutôt l'impression que le contenu véhiculé est identique dans les deux cas. Comme le notent justement Lepore et Cappelen, nos pratiques linguistiques ne reposent pas sur l'idée que nous échangeons des contenus similaires, mais plutôt sur l'idée qu'il est parfaitement possible pour deux individus de signifier la même chose, et ce, dans des contextes distincts. Cependant, même si cette intuition était fausse, une question resterait toujours en suspens : à partir de quand deux contenus seraient-ils suffisamment similaires ?<sup>149</sup> De plus, toutes théories de la similarité n'ouvriraient-elles pas grande la porte à une signification minimale ? Après tout, on découvrirait là une constance dans les contenus véhiculés d'un contexte à l'autre, c.-à-d. ce qui est similaire d'un contexte à l'autre.

Une seconde solution qui s'offre au contextualiste consisterait à tout simplement

---

vraie. (40) Un environnement cognitif d'un individu est un ensemble de faits qui lui sont manifestes » (*La Pertinence*, p. 65). L'avantage d'un tel concept pour Sperber et Wilson est qu'une information qui est manifeste implique des considérations plus faibles que si une information est connue. Plus précisément, une information manifeste n'a pas à être connue de façon consciente par un locuteur, elle n'a qu'à être potentiellement présente chez lui. Autrement dit, dans la mesure où mon locuteur et moi partageons le même environnement, le contexte qui nous entoure rend un ensemble de faits, d'hypothèses, d'expériences, etc., manifestes pour moi et mon interlocuteur. Je n'ai pas besoin de supposer qu'il connaît l'ensemble des informations du contexte ou exactement les mêmes informations que moi. Au contraire, je n'ai qu'à supposer que les informations autour sont aussi manifestes pour moi qu'elles le sont pour lui pour que nous parvenions à nous comprendre. Autrement dit, nous partageons un ensemble d'informations qui sont mutuellement manifestes pour nous deux ce qui fait en sorte que, dans le cas où nous ne les aurions pas pris en compte, ils nous seraient tout à fait possibles de les inférer (*La Pertinence*, p. 67). Cette solution fait essentiellement passer la question des similitudes du contexte aux agents, c.-à-d. que les agents sont suffisamment similaires pour qu'ils parviennent à faire les mêmes inférences à partir d'un même contexte où il retrouve les mêmes informations manifestes. Cette solution ne répond cependant pas réellement à l'objection de Lepore et Cappelen puisqu'elle ne permet pas plus qu'avant d'expliquer comment une même phrase peut signifier la même chose dans des contextes radicalement différents. Elle n'explique pas non plus comment une même phrase pourrait avoir une signification qui échappe aux capacités inférentielles des locuteurs.

<sup>149</sup> Lepore et Cappelen, *Insensitive Semantics : A Defense of Semantic Minimalism and Speech Act Pluralism*, p.

accepter cette conséquence de sa position. Autrement dit, il s'agirait d'admettre qu'il est tout à fait possible qu'il soit excessivement difficile, voire impossible, de communiquer un contenu informatif d'un contexte à l'autre. Cela serait d'autant plus vrai que les deux locuteurs ne partagent que très peu des connaissances nécessaires à la compréhension de la phrase. Cette concession nous semble cependant inacceptable dans la mesure où il nous arrive souvent de communiquer avec des individus qui ne partagent pas notre bagage conceptuel ou qui ne sont pas dans la même situation sociale ou physique que nous et, pourtant, nous nous comprenons. En effet, la majorité de nos interactions avec les textes philosophiques se font sur ce mode et nous parvenons malgré tout à nous comprendre (malgré parfois quelques difficultés de passage)<sup>150</sup>. Nous disposons donc ici d'un deuxième argument qui nous permet de douter du contextualisme dans la mesure où celui-ci ne nous fournit aucun outil pour expliquer les constances dans la signification sémantique d'un énoncé lorsque nous passons d'un contexte à l'autre. Ces deux arguments ne constituent cependant pas à nos yeux les arguments les plus forts contre le contextualisme. C'est plutôt ce que Lepore et Cappelen nomment l'argument métaphysique qui joue ce rôle pour nous. Cet argument nous permettra non seulement de remettre en question la position contextualiste, mais il nous permettra aussi de faire un premier pas qui nous rapprochera d'un minimalisme qui reconnaît la pertinence des significations indéterminées.

#### **2.4.3 L'argument métaphysique : qu'est-ce qu'être intelligent ?**

Le nom de cet argument est trompeur. En effet, il ne s'agit pas ici de se lancer dans un débat sur la métaphysique des significations, des phrases ou des actes de langage. Bien au

---

<sup>150</sup> Lepore et Cappelen, *Insensitive Semantics : A Defense of Semantic Minimalism and Speech Act Pluralism*, p. 126-127

contraire ! Il s'agit plutôt de montrer qu'une bonne partie des attaques contextualistes contre le minimalisme sémantique confondent les problèmes sémantiques et avec des problèmes au niveau de la connaissance. On pourrait donc tout aussi bien parler de l'argument épistémique. Plus encore, il s'avère que les contextualistes offrent, à bien des égards, bien moins de réponses convaincantes à ces défis potentiels que le camp minimaliste. Notre argumentation se fera en deux temps. Dans une première partie, nous présenterons l'argument tel que présenté par Lepore et Cappelen en y apportant quelques précisions, entre autres au travers des travaux d'Hilary Putnam sur la signification et ses conclusions externalistes. Dans un deuxième temps, nous expliquerons la solution que proposent Lepore et Cappelen dans leurs travaux pour ensuite la réfuter au profit d'une autre solution. Solution qui nous permettra d'introduire le concept de signification indéterminée. Introduction qui nous permettra d'engager la partie plus positive de notre travail qui prendra place au chapitre 3.

L'argument métaphysique, ou épistémique, s'attaque surtout aux critiques deux et quatre que nous avons identifiées dans le premier chapitre<sup>151</sup>, soit l'argument de l'incomplétude et celui de l'indétermination. On rappellera brièvement que le premier renvoie à l'idée qu'il existe certaines propositions qui ne sont pas complètes et qu'il est uniquement possible de les compléter si l'on a recours au contexte. Dans le même ordre d'idée, le second argument renvoie à l'idée qu'une proposition est indéterminée tant et aussi longtemps que nous n'avons pas recours au contexte d'énonciation de la proposition. Prenons les trois exemples suivants :

(a) Ma maison est verte

---

<sup>151</sup> Note infra, p. 59-62

(b) Il est bon

(c) Xavier est intelligent

La phrase (b) peut être considérée comme étant incomplète puisqu'il manque un certain nombre d'informations, que le contexte nous fournira, pour parvenir à comprendre ce qu'elle signifie. Qui est « Il » ? À quoi est-il bon ? Dans le même ordre d'idée, la phrase (a) peut être considérée comme étant indéterminée dans la mesure où elle ne permet pas de déterminer ce que la phrase indique dans le réel, elle ne permet pas de repérer l'objet dans le monde dont la phrase parle. Qu'est-ce qui peut être considéré comme une maison verte ? Doit-elle être verte à l'extérieur, à l'intérieur, ou les deux ? Doit-elle être verte au complet ou uniquement les murs ? Autrement dit, la phrase en elle-même demande des précisions contextuelles pour que nous parvenions à savoir ce qu'elle détermine dans le monde.

À l'inverse, pour un minimaliste, l'ensemble de ces phrases ne représentent pas de problèmes fondamentaux au niveau de la signification. De plus, elles contiennent des conditions de vérité qui permettent de déterminer quand la proposition est vraie ou fausse dans le monde. Plus précisément, elles contiennent toutes une signification minimale qui peut être dégagée sans avoir recours au contexte. Ainsi, la phrase (a) signifie simplement, *Ma maison est verte* et est vraie si la maison est verte ; la phrase (b) signifie *Il est bon* et est vraie s'il est bon ; alors que la phrase (c) signifie simplement, *Xavier est intelligent* et est vraie si Xavier est intelligent<sup>152</sup>. Comme le soulignent très justement Lepore et Cappelen, une telle proposition peut sembler excessivement tautologique. On voit en effet mal en quoi le minimalisme répond aux critiques que lui adresse les contextualistes et même, plus minimalement, à présenter ses

---

<sup>152</sup> Lepore et Cappelen, *Insensitive Semantics : A Defense of Semantic Minimalism and Speech Act Pluralism*, p. 155

thèses de façon intelligible. Plus spécifiquement, dans la situation qui nous concerne présentement, on voit très mal ce qu'est une proposition minimale. En l'état, les conditions qui nous sont fournies par les phrases précédentes nous semblent à la fois tellement minimales et larges qu'on voit très mal en quoi nous ne sommes pas en train de donner raison aux contextualistes. Bien que légitime, cette inquiétude quant à l'ambiguïté ou la trop grande application potentielle d'une proposition tient davantage de la métaphysique que de la sémantique. De plus, elle n'est pas l'exclusivité de la position minimaliste.

L'argument de Lepore et Cappelen se déploie donc comme suit. Reprenons notre premier exemple : *Ma maison est verte*. Le problème que les contextualistes voient avec cette phrase est qu'elle ne fournit pas des conditions de vérité qui permettent de fixer un état de choses précis dans le monde. Immédiatement, nous nous retrouvons pris avec la question : mais qu'est-ce qu'une maison verte ? Comme nous le disions auparavant, il existe une foule de façons de concevoir ce que peut être une maison verte. Cependant, ce problème ne relève point de la sémantique, mais plutôt de la métaphysique. Pourquoi de la métaphysique ? C'est spécifiquement à ce type de questionnement (qu'est-ce qu'être vert ?) qu'elle tente de répondre. Plus spécifiquement, le point litigieux ici n'est pas tant les conditions de vérité fournies par notre énoncé, mais plutôt de savoir si un objet remplit oui ou non cesdites conditions. On se demande ce que ces deux objets doivent avoir en commun pour pouvoir être qualifiés de vert<sup>153</sup>. On retrouve une ligne argumentative similaire chez Borg, mais aussi chez Putnam dans son célèbre échange avec Searle. Essentiellement, ces auteurs nous invitent à faire une distinction entre la maîtrise d'une signification linguistique et la capacité d'un

---

<sup>153</sup> *Ibid.*, p. 160

locuteur à actualiser cette signification dans le réel. À cet effet, on peut reprendre le contre-argument que Borg offre à l'exemple de Searle. Ce dernier imagine une situation dans laquelle un locuteur affirme à un autre une proposition de la forme suivante : « M. Couillard a coupé le soleil ! » Bien qu'anodine, cette affirmation pose problème selon Searle. Elle pose problème, car le mot « couper » est foncièrement ambigu<sup>154</sup>. Pour s'en convaincre, il suffit d'examiner les diverses utilisations que l'on peut faire de ce mot.

Par exemple, si je vous dis de couper les cheveux de mon frère cela vous engage à des conditions de vérité distinctes que lorsque je vous demande de couper du bois. En effet, s'il vous venait à l'idée de prendre scie et hache afin de faire une coiffure à mon frère, il est fort probable que tout spectateur externe sera porté à dire que vous ne faites pas ce que je vous ai demandé. Il en est de même si vous vous équipez de ciseaux de coiffure pour aller couper des arbres dans la forêt. Dans le même ordre d'idée, il est tout à fait légitime de se demander quel type d'actions ou de conditions je dois satisfaire pour parvenir à couper le soleil. A priori, le simple contenu sémantique de la phrase ne me permet pas d'avoir accès à ces conditions. Je dois recourir, comme dans le cas du bois et des cheveux, à des informations contextuelles supplémentaires pour parvenir à comprendre ce qu'on m'a demandé de réaliser<sup>155</sup>. À ces exemples, Borg répond qu'il faut distinguer la capacité d'un locuteur à identifier les conditions de vérité d'une phrase et sa capacité à mettre en application ces conditions de vérité. Autrement dit, lorsque mon interlocuteur me dit « M. Couillard a coupé le soleil ! », je me vois exposé à une certaine sphère de possible qui élimine d'emblée une foule d'état du monde possible, c.-à-d. tous les mondes où le soleil n'aurait pas été modifié sur le plan physique (ou

---

<sup>154</sup> Emma Borg, *Minimal Semantics*, p. 236

<sup>155</sup> François Recanati, *Literal Meaning*, p. 90-91

immatériel si cela est pertinent). Par la suite, des investigations plus sérieuses pourront me permettre de réduire les mondes d'applications possibles<sup>156</sup>. Il est cependant important de noter qu'il existe ici une différence importante entre la signification et son application. Il est bon ici de retourner aux travaux de Putnam sur la signification et la référence. Celui-ci a bien montré qu'il est foncièrement différent pour un locuteur de connaître deux significations et d'être capable de les actualiser dans le réel. Ainsi, je n'ai pas besoin d'être capable de distinguer un orme d'un hêtre dans le réel pour malgré tout savoir que ces deux mots renvoient à des significations distinctes<sup>157</sup>. Pour lier cet exemple plus précisément à notre discussion, il s'agit ici de dire que bien que je connaisse la signification des phrases « cet arbre est un orme » et « cet arbre est un hêtre », et donc leurs conditions de vérité respectives, cela n'implique pas que je sois capable de savoir si les conditions de vérité qui feraient en sorte que mon interlocuteur ait raison sont réunies ou non lorsqu'il affirme avec conviction « ceci est x ». Ainsi, le problème ne semble pas en être un « d'absence de conditions de vérité », mais plutôt de reconnaissance de ces conditions dans le monde. Peu importe à qui revient la tâche de fournir cette réponse (les métaphysiciens, les scientifiques, etc.), il n'en reste pas moins que celle-ci ne relève pas de la sémantique, à l'inverse de ce que les contextualistes prétendent.

Cette réponse reste cependant partielle. Après tout, un contextualiste peut bien admettre que cette différence entre connaissance et signification (c.-à-d. compréhension des conditions de vérité) existe. Cependant, celle-ci reste néanmoins encore trop large pour nous permettre de dire quoi que ce soit sur le monde. Ainsi, l'énoncé *Ma maison est verte* reste flou

---

<sup>156</sup> Emma Borg, *Minimal Semantic*, p. 239

<sup>157</sup> Hilary Putnam, *Représentation et réalité*, trad. de Claudine Engel-Tiercelin, Paris, Gallimard, 1990, p. 53-54, p. 59 et p. 63-64

et seul le contexte plus large va nous permettre d'identifier précisément l'objet dont notre interlocuteur parle. Bien qu'intuitivement cet argument semble porter, il en est tout autrement quand on l'examine de plus près. En effet, un contextualiste voudrait nous faire dire qu'une fois le contexte pris en considération, notre phrase ressemblerait à quelque chose comme ce qui suit : *Ma maison est verte dans toutes les pièces intérieures*. Il est vrai que cette phrase donne l'impression d'être plus précise que la première. Le royaume des possibles semble effectivement plus restreint qu'avec la première phrase. Pourtant, cela n'est qu'une illusion, car toutes les questions métaphysiques que nous avons soulevées précédemment restent toujours d'actualité. En effet, qu'est-ce qui compte comme être « verte dans toutes les pièces de la maison » ? Est-ce que toutes les vitres doivent être vertes ? Est-ce que cela implique seulement les portes et les murs ou aussi les meubles ? Qu'en est-il du bain, du lavabo et des armoires ? Qu'en est-il si les pièces de ma maison sont vertes par un effet de lumière et non à cause de la peinture ?<sup>158159160</sup> Cet exemple montre bien que l'argument que soulèvent les contextualistes n'en est pas un qui s'attaque réellement à des questions linguistiques, mais concernent plutôt des questions de métaphysique – c.-à-d. qu'est-ce qu'être vert ? — qui contaminent autant la position contextualiste que la position minimaliste. Étonnamment, les contextualistes ne nous permettent pas d'arriver à des conditions de vérité plus précises grâce à leur théorie, bien au contraire, ils ne font que reproduire les mêmes problèmes.

---

<sup>158</sup> Lepore et Cappelen, *Insensitive Semantics : A Defense of Semantic Minimalism and Speech Act Pluralism*, p. 162-163

<sup>159</sup> Emma Borg, *Minimal Semantic*, p. 237

<sup>160</sup> On retrouve une ligne argumentative similaire chez Wittgenstein quand celui parle de l'exemple du balai. Imaginons quelqu'un qui dise « Apporte-moi le balai! ». On pourrait être tenté de qu'il est possible d'utiliser une phrase plus complète et, selon cette logique, plus précise qui nous permettrait de mieux saisir ce que notre interlocuteur veut dire. Cette phrase pourrait ressembler à quelque chose : « Apporte-moi le manche à balai avec la brosse qui y est fixée! ». On peut cependant se demander en quoi cette phrase plus complexe est réellement plus claire. On pourrait encore aboutir à une phrase plus complexe et plus « précise ». Pourtant, notre intuition est que cette complexité obscurcie la compréhension plus que ne l'éclaire. (Ludwig Wittgenstein, *Recherches Philosophiques*, p. 61-62, §60 et p.75-76, §87-88)



Si l'on prend un autre exemple, soit notre phrase (b) *Il est bon*, on arrive aux mêmes conclusions. Bien que conceptuellement plus flou que la couleur « verte », le traitement que l'on peut faire du mot « bon » ne se distingue pas réellement. En effet, tout comme le mot « vert » il véhicule un certain nombre de mondes possibles et tout comme ce dernier il exclut d'emblée certains états du monde. De plus, toute tentative de précision de l'exemple par le recours à des éléments contextuels supplémentaires ne permettra pas de passer outre les questions métaphysiques relatives au terme « bon ». Tout au plus, on ne fera que les reporter sur de ce nouveau contenu informationnel. Ici, le contextualiste ne nous offre pas de porte de sorties qui ne peuvent pas aussi être empruntées par les minimalistes. Notre troisième phrase, soit la phrase (c), peut cependant poser des problèmes plus importants. En effet, cette phrase se distingue des autres, car elle introduit un qualificatif comparatif, soit le fait d'être intelligent. Pour nombre de philosophes et de linguistes, il semble aller de soi que les comparatifs sont éminemment contextuels. On veut dire par là que ceux-ci ne peuvent nous fournir de conditions de vérité en absence du contexte. Par exemple, il n'est pas possible d'être grand en soi, il faut être grand par rapport à quelque chose. De la même façon, il n'est pas possible d'être intelligent en soi. On est intelligent par rapport à quelque chose ou à quelqu'un<sup>161</sup>. Cependant, encore une fois, la différence ne semble ici être qu'apparente et ne survit pas à un examen plus attentif. Encore une fois, la question *qu'est-ce que tous les objets qui sont intelligents ont en commun ?* (quoique fascinante !) en est une qui relève de la métaphysique et non de la linguistique. Que des objets aussi différents qu'une loutre, un scientifique ou un politicien puissent tous être intelligents relève de questions de

---

<sup>161</sup> Lepore et Cappelen, *Insensitive Semantics : A Defense of Semantic Minimalism and Speech Act Pluralism*, p. 170

catégorisation qui ne peuvent être résolues qu'au travers d'une enquête au niveau de la connaissance ! Cependant, cette enquête ne relève pas du langage puisque pour comprendre un terme j'ai uniquement besoin de saisir sa signification, c.-à-d. les mondes possibles qu'il peut réaliser, et non pas si le monde correspond effectivement à ce monde possible<sup>162</sup>. Je peux connaître les conditions de vérité de l'intelligence, c.-à-d. savoir qu'Einstein est intelligent ou qu'un orang-outan est intelligent, sans savoir ce que l'intelligence est par essence. De plus, peu importe comment je fixe le contexte, c'est-à-dire que même si je m'assure de la présence de comparatifs, il existe des milliers de façons de construire et de mesurer l'intelligence. Encore une fois, le contextualisme ne semble pas nous permettre d'éviter les ambiguïtés qu'il reproche au minimalisme. Il se retrouve dans une situation où il doit choisir entre un point d'arrêts arbitraire par rapport à ses principes ou une régression à l'infini qui forcerait le locuteur à prendre en compte un nombre d'informations totalement absurdes (ce qui nous renvoie au dernier argument...).

Comme le souligne Seymour, une bonne partie du problème de l'argument contextualiste et plus particulièrement de cette idée que la proposition minimale ne parvient pas à déterminer un objet précis dans le réel se cache derrière la théorie de la signification déterminée<sup>163</sup>. Comme nous l'avons vu précédemment une signification déterminée implique l'idée que la signification d'une phrase devrait anticiper toutes ses applications possibles et devrait, par conséquent, nous permettre de repérer avec exactitude ce à quoi je fais référence dans le monde. C'est à partir de ce principe que fonctionne l'argument qui nous avons cherché à réfuter dans les dernières pages. Essentiellement, la réfutation développée jusqu'à présent

---

<sup>162</sup> Emma Borg, *Minimal Semantic*, p. 239

<sup>163</sup> Michel Seymour, *L'institution du langage*, p. 279

consistait à dire que si les significations véhiculent effectivement une signification déterminée, c.-à-d. des conditions de vérité, cela n'impliquait pas que le locuteur est capable de repérer de façon systématique le référent dans le monde. Tout cela pour la simple raison que la sémantique ne fait que véhiculer ces conditions de vérité sans pour se prononcer sur la forme que doit prendre le réel pour correspondre à ces conditions. Ici, seul le métaphysicien (l'épistémologue ?) peut venir à notre secours. C'est du moins l'argument que semblent présenter Lepore et Cappelen et Borg. Cette réponse pose néanmoins deux problèmes qui restent en suspens. Tout d'abord, nous ne disposons toujours que d'une explication relativement vague quant à la nature exacte des propositions minimales (à ce stade-ci de l'argumentation, il n'est pas encore clair s'il s'agit d'intension, de sens frégréens, d'objets sociaux ou une quelconque autre entité). De plus, en acceptant l'idée que les conditions de vérité s'apparentent à des mondes possibles, ces philosophes minimalistes semblent grandement s'éloigner d'une signification déterminée qui anticiperait toutes les applications<sup>164</sup>. En fait, nous semblons à bien des égards plutôt nous rapprocher des significations indéterminées de Wittgenstein et de « l'horizon d'attentes » de Seymour où la signification n'a pas pour tâche de sécuriser un objet dans le monde, mais plutôt de permettre un échange entre des partenaires linguistiques<sup>165</sup>. Ce second type de signification a l'avantage de faire en bonne partie l'économie du débat métaphysique tout en assurant son rôle désigné, soit de sécuriser des significations intercontextuelles, de façon tout aussi efficace.

---

<sup>164</sup> Dans le cas de Borg, cela semble volontaire dans la mesure où si celle-ci favorise une sémantique des conditions de vérité dans son ouvrage, elle distingue à plusieurs moments la position minimaliste et les différentes théories de la sémantique : « According to minimalists there are minimal proposition (or minimal truth conditions, or minimal-whatever-else-a-semantic-theory-might-run-on) which are the result of little or no pragmatic processing and which are available to provide the literal meaning of sentences » (Emma Borg, « Minimalism versus Contextualism in Semantics », p. 340)

<sup>165</sup> Note infra, p. 80-83

## **2.5 Conclusion**

Le but de ce chapitre était double. Dans un premier temps, nous cherchions à préciser la typologie du débat entre minimalistes et contextualistes. Pour ce faire, il a fallu préciser le type de contextualisme auquel nous nous attaquons, soit le contextualisme sémantique. Par la suite, il nous a fallu distinguer entre deux types de contextualisme, soit l'un qui s'attaque uniquement aux phrases alors que le second comprend aussi les expressions linguistiques de bases. Cette distinction nous a permis de comprendre les différents niveaux de débat auquel allait se situer notre argumentaire. Dans le même ordre d'idée, il nous a aussi fallu distinguer entre deux types de minimalisme. La différence entre ceux-ci se situait au niveau des significations. Le premier considère des significations déterminées, soit l'idée qu'une signification permet de déterminer un référent dans le monde. Quant à elle, la seconde position défend l'idée d'une signification indéterminée. Soit une signification qui ne se comprend pas dans sa relation avec le monde, mais plutôt dans les interactions qu'elle permet entre les individus. Cette seconde distinction nous a permis de finaliser la description des principaux protagonistes du débat ainsi que de dessiner les étapes de notre ligne argumentative. Dans un premier temps, il nous fallait montrer que les critiques avancées par les deux écoles contextualistes ne parvenaient pas à ébranler de façon pertinente la position minimaliste. C'est à cette tâche qu'a été dédié le reste de ce dernier chapitre. Comme nous l'avons vu, les critiques contextualistes échouent principalement de trois façons. Tout d'abord, ceux-ci fournissent un argument circulaire qui nous force à adopter une ligne argumentative accouchant d'une conclusion jouée d'avance. Ensuite, les contextualistes ne parviennent pas à expliquer les diverses constances linguistiques que l'on peut observer d'un contexte d'énonciation à l'autre. À l'inverse, le minimalisme permet d'expliquer cette situation.

Finalement, les critiques contextualistes nous engagent dans des considérations métaphysiques (ou épistémologiques) qui ont peu rapport avec la sémantique. Plus problématique, leur propre position ne permet pas de résoudre ces problèmes métaphysiques. Cette première défense du minimalisme nous permet donc d'entrer dans la seconde partie de notre argumentation qui consiste à nous éloigner d'une sémantique des conditions de vérité. Comme nous l'avons vu au chapitre 1, notre objectif est d'offrir un argumentaire plausible en faveur d'une distinction entre langue et parole qui nous permettrait d'appuyer l'idée que le langage fait partie de la structure de culture de Kymlicka. Pour ce faire, il faut parvenir à associer les significations linguistiques à des entités culturelles « encadrantes », c.-à-d. qui supporte l'autonomie de l'agent sans le contraindre au niveau de ses choix de vie. Cette association nécessite de défendre une position se rapprochant de la seconde école minimaliste, soit celle de la signification indéterminée.

### **Chapitre 3**

Dans le chapitre précédent, nous avons cherché à montrer en quoi les principaux arguments contextualistes rataient la cible. Circularité argumentative, absence de constance linguistique et confusion entre significations et contenus épistémiques sont autant de problèmes qui affligent la position de nos opposants contextualistes. Bien que nécessaire, cette rebuffade de notre part nous a uniquement permis quelques timides pas dans la direction vers laquelle nous désirons avancer. En effet, si l'on peut déjà commencer à la deviner, le cœur de notre position minimaliste reste encore à expliciter. Nous avons affirmé jusqu'ici que nous cherchions à mettre en place une conception qui permettrait d'identifier une composante sociale au langage qui nous permettrait de rapprocher ce dernier d'une structure de culture minimalement contraignante, c'est-à-dire un cadre général qui fournit les outils nécessaires à tous pour conduire leur projet de vie. Autrement dit, l'appartenance à cette structure de culture, tout en offrant les outils interprétatifs nécessaires à la compréhension du monde, ne nous engagerait pas dans une conception du monde particulière. Pour ce faire, il faut que le langage ne soit pas lui-même porteur d'une conception particulière. Le langage doit pouvoir être pensé indépendamment des croyances particulières exprimées et doit plutôt être le médium au travers duquel s'exprime la diversité des conceptions du monde. Or, dans un contexte donné d'application, il est constamment instrumentalisé pour véhiculer de telles conceptions. Quand on plonge un énoncé dans un contexte d'énonciation donné, on l'inscrit dans un arrière-fond de croyances présupposées, dans un horizon d'interprétation témoignant d'une compréhension commune du monde, dans un ensemble d'informations collatérales partagées. Autrement dit, si on ne peut séparer la signification littérale du contexte, alors il

devient impossible de distinguer la signification de la croyance, la langue de la parole et le dictionnaire de l'encyclopédie. Il devient impossible de séparer le langage d'une conception du monde particulière. L'État libéral peut alors difficilement faire la promotion d'une structure de culture particulière sans aller à l'encontre de la neutralité requise. Pour parvenir à développer une conception du langage qui puisse être divorcée de l'expression d'une conception du monde particulière, il faut notamment parvenir à dégager des significations minimales pouvant servir à exprimer différents contenus de croyances dans un contexte donné. Pour parvenir à envisager une telle conception du langage, il nous fallait donc dans un premier temps écarter le contextualisme sémantique, puisque les philosophes contextualistes refusent l'existence d'une distance réelle entre langue et parole. Autrement dit, pour ces derniers, il n'existe pas de structure minimale commune à tous au sein de laquelle on retrouve un certain nombre de significations de bases qui sont ensuite instanciées dans des occurrences discursives particulières. Bien au contraire, une signification se met uniquement à exister à partir du moment où celle-ci est contextualisée pour la simple et bonne raison que c'est le contexte qui crée la signification. Pour nous, accepter une telle éventualité est inacceptable dans la mesure où elle revient à refuser la distinction entre langue et parole, et donc aussi la distinction entre structure et caractère de culture qui est au cœur de notre argument politique en faveur d'une défense de la langue par l'État.

Le contextualisme écarté, il nous faut maintenant nous attarder à mettre en place une conception sociale de la signification qui est cohérente avec les divisions que nous venons d'explicitier. Deux défis se dressent encore devant nous. Tout d'abord, il faut se prémunir d'un minimalisme qui ramènerait la signification à des états mentaux ou à des entités objectives

quelconques. S'il devait s'avérer que les significations possèdent de telles propriétés, cela viendrait grandement remettre en question l'un des arguments en faveur de la défense des langues que nous avons avancés jusqu'ici, soit l'idée que la langue fournit un univers de sens particulier à son locuteur, univers de sens qui lui permet d'engager le monde qui l'entoure. En effet, ramener les significations minimales à des états mentaux reviendrait à réduire la langue à un outil de communication parfaitement interchangeable. Que l'on parle anglais, français ou iroquois, nos significations minimales seraient les mêmes. La dimension sociale du langage serait donc complètement évacuée. Dans un deuxième temps, il nous faut rejeter l'idée des significations déterminées qui renvoie à une sémantique des conditions de vérités dans laquelle la signification permet d'identifier des objets dans le monde. Le problème de ce type de sémantique est qu'elle lie trop fortement le langage d'un individu avec une conception particulière du monde. Le minimalisme sémantique de Lepore et Cappelen, par exemple, obéit à une sémantique des conditions de vérité davidsonienne qui n'est pas sensible à l'enjeu qui est le nôtre, puisqu'il annulerait tous les effets bénéfiques résultant de la séparation entre signification littérale et signification contextuelle. On veut dire par là que les significations déterminées semblent bloquer les jeux de langage dans une certaine forme de permanence linguistique. En effet, pour reprendre l'analogie juridique de notre second chapitre, les règles constitutives de base, bien que présentes, doivent pouvoir être constamment réinterprétées et réactualisées par la communauté. Ainsi, la structure de culture se trouve être prise dans une dynamique qui lui fait prendre de multiples formes au cours de son histoire, mais aussi lors d'un même moment historique. En ce sens, des significations déterminées semblent bloquer cette dynamique puisqu'elles admettent uniquement un nombre fini de possibilités. À l'inverse, des significations indéterminées permettent à la fois de conserver des significations



minimales de bases et d'assurer la possibilité de cette dynamique historique entre structure et caractère de culture, soit ici entre langue et parole. De plus, l'adoption de telle signification nous permet de nous rendre moins sensibles aux accusations d'essentialisme que nous avons explicité au début de notre réflexion.

C'est donc à la mise en place de ces significations indéterminées et sociales que nous nous attarderons dans ce dernier chapitre. Pour ce faire, celui-ci sera divisé en trois grandes sections. Tout d'abord, une première section cherchera à expliciter la position conventionnaliste de Ludwig Wittgenstein. La position minimaliste de ce dernier a déjà été brièvement introduite lors du chapitre précédent. Cependant, nous aimerions ici rendre plus évidentes les différentes propriétés des significations indéterminées qu'il a introduites. Ainsi, afin de répondre aux problèmes identifiés ci-haut, nous proposerons de comprendre les contenus minimaux comme des conventions sociales au niveau de la signification. Nous ferons reposer cette interprétation sur l'œuvre de Wittgenstein et à partir des réflexions des philosophes Michel Seymour et David Bloor. Les travaux de ces derniers nous serviront à rendre plus explicite la portée conventionnaliste de l'œuvre de Wittgenstein. Une fois cette position présentée, il nous faudra cependant nous attarder à bien contraster cette dernière avec les contextualistes. Plus spécifiquement, nous nous activerons à montrer que nos contenus minimaux conventionnels sont très distincts des contenus contextuellement déterminés par les contextes d'énonciations des contextualistes. À la fin de cette section, nous devrions donc avoir une première mouture complète de notre position.

Cette première section terminée, nous chercherons par la suite à rendre plus évident ce

qui lie ces théories wittgensteinniennes au minimalisme sémantique. À cette étape, nous aurons comme objectif d'arriver à une proposition finale de ce qui constitue un contenu minimal. Cette étape nous permettra aussi d'introduire la notion d'actes de langages et de montrer le rôle prépondérant qu'elle joue dans le type de signification minimale que nous désirons introduire. Cette section se conclura donc sur l'introduction et l'adoption de notre sémantique des conditions d'assertabilité qui nous permettra de mettre une distance finale et nécessaire avec les positions minimalistes par rapport à l'idée d'une signification déterminée. Nous commencerons une troisième section qui nous permettra de préciser le rôle que joue le contexte dans notre position. Cette section sera non seulement pour nous l'occasion d'amener un certain nombre de précisions nécessaires à notre thèse, mais nous permettra aussi d'écarter pour de bon les dernières objections qui pourraient nous être présentées. Cette section terminée, notre argumentaire devrait nous permettre d'entériner une position minimaliste qui nous permet d'appuyer les distinctions faites par Kymlicka au début de notre mémoire. Ces distinctions reconnues, notre argumentaire politique en faveur d'une défense de la langue pourra être soutenu avec plus de force.

### **3.1 Le conventionnalisme Wittgensteinien**

Dans son ouvrage posthume les *Recherches philosophiques*, Wittgenstein développe une conception conventionnaliste du langage où il cherche à placer l'emploi comme la principale « force » linguistique. Nous avons déjà mentionné la position de Wittgenstein en regard de la signification au cours du dernier chapitre. Cette position s'inscrit cependant dans une pensée plus large au niveau du langage. Wittgenstein tente ainsi de montrer que le langage

doit être compris comme un système de règles intersubjectives. Ce système de règles constitue une institution sociale, au sens d'une pratique qui se perpétue dans le temps. Plus précisément, ces conventions consistent en un contenu minimal qui remplit trois caractéristiques, soit le fait d'être : public, sociale et collectif.

Il peut paraître déconcertant de s'appuyer sur Wittgenstein pour défendre le minimalisme sémantique. Wittgenstein n'admet-il pas d'emblée que la signification d'un mot est donnée par l'usage ? Après tout, ce n'est pas pour rien que Charles Travis s'appuie sur Wittgenstein pour défendre ses thèses contextualistes que nous avons présentés précédemment. Néanmoins, à notre humble avis, le recours à l'usage chez Wittgenstein est tout le contraire d'une réduction de la signification à quelque chose qui se produit dans un événement d'énonciation comme le prétend Travis. La signification n'émane pas d'un événement d'énonciation. Au contraire, les événements d'énonciation s'inscrivent dans des jeux de langage qui sont des pratiques gouvernées par des règles conventionnelles, fussent-elles indéterminées. Pour reprendre l'exemple de la clôture, ce n'est pas parce qu'elle est incomplète qu'il n'y a pas de clôture du tout. Ce n'est pas parce qu'on ne peut anticiper toutes les applications des règles qu'il n'y a pas de règles du tout. Un langage gouverné par des règles indéterminées est quand même un langage gouverné par des règles. On ne résout pas le problème de l'indétermination des règles en pensant que la signification se détermine par le contexte. Une autre option s'offre à nous, soit celle d'abandonner tout simplement l'idée que la signification doive être déterminée.

Comme nous allons le montrer, on comprendra mieux le slogan de Wittgenstein en

faveur du lien entre signification et usage quand l'usage sera à son tour compris comme une relativisation de la signification à des règles conventionnelles gouvernant pendant un certain temps le comportement linguistique d'une communauté donnée. Autrement dit, affirmer que la signification est donnée dans l'usage suppose que celle-ci soit donnée par les différentes entrées lexicales d'un même mot dans le dictionnaire adopté par une communauté pendant une certaine période de temps. Ainsi compris, l'usage est parfaitement compatible avec la signification minimale.

### **3.1.1 Langage et règles**

Le point de départ de la position conventionnaliste de Wittgenstein est le concept de règle. Pour Wittgenstein tout langage consiste en un jeu de langage où les participants suivent mutuellement un ensemble de règles qui leur permet de savoir quels types d'actes linguistiques ils sont autorisés à accomplir dans certaines circonstances. Les règles renvoient donc à des pratiques particulières d'une communauté<sup>166</sup>. Afin de mieux comprendre cette idée, attardons-nous un instant sur l'un des exemples utilisés par Wittgenstein. Celui-ci présente la situation suivante :

« *A* réalise une construction avec des pierres à bâtir : Il y a des blocs, des colonnes, des dalles et des poutres que *B* doit faire passer à *A* dans l'ordre où celui-ci les utilise. À cet effet, ils se servent d'un langage constitué des mots « bloc », « colonne », « dalle », « poutre ». *A* crie leur nom. – *B* apporte la pierre qu'il a appris à apporter en réponse à ce cri. — Conçoit cela comme un langage primitif complet. »<sup>167</sup>

---

<sup>166</sup> Ludwig Wittgenstein, *Recherches philosophiques*, p. 126-127, § 199 et § 202

<sup>167</sup> Ludwig Wittgenstein, *Recherches philosophiques*, p. 28-29, § 2

Dans cet exemple, *B* comprend les demandes de manière « réactive » aux commandes de *A*. Ainsi, ces deux derniers se sont entendus sur un certain nombre de règles à suivre, une règle du genre : si *A* dit « poutre », alors *B* apporte « l'objet poutre ». Ce qu'il est important de noter ici est que ce n'est pas une signification précise du mot « poutre » qui permet à *B* de savoir quel objet il doit amener. C'est plutôt le fait que la règle lui demande d'aller chercher cet objet. On pourrait dire que *B* serait tout à fait incapable de nous donner une définition précise du mot « poutre » qui nous permettrait de repérer avec exactitude l'objet dont il est question. Il est pourtant tout à fait capable de savoir quel objet il doit aller chercher et autant *A* que *B* sont capables de savoir quand *B* se trompe dans sa réponse. Par exemple, lorsqu'il amène une colonne au lieu d'une poutre quand *A* lui dit « poutre ». Cette incohérence potentielle n'est pourtant qu'apparente. Bien qu'incapable de produire une définition qui fournirait des conditions de vérité exacte, *B* peut comprendre *A* à cause de la coutume qui s'est installée entre eux. On peut ainsi imaginer que *A* et *B* jouent à ce jeu de construction depuis un bon moment déjà. À force de jouer, un certain usage s'est imposé quant à la réaction qui était attendue de *B* quand *A* énonçait le mot « poutre ». C'est grâce à cet historique d'emploi que *B* sait quoi faire quand *A* dit le mot « poutre ». Pour reprendre ce que nous disions dans le chapitre précédent, l'usage permet d'établir « l'horizon d'attentes » de la règle dont nous parlait Seymour<sup>168</sup>.

L'exemple que nous venons de discuter peut sembler poser une autre sorte de problème à la thèse d'indétermination qui joue un rôle important dans notre argument, dans la mesure où il ne semble même pas qu'il soit nécessaire de convoquer des significations associées aux

---

<sup>168</sup> Michel Seymour, *L'institution du langage*, p. 283

termes, puisque les objets se trouvent de toute façon présents dans le contexte. Sans faire jouer le contexte en faveur des philosophes contextualistes, la question se pose de savoir si la référence n'est pas dans ce cas déterminée, puisqu'elle n'est pas médiatisée par des définitions qui le seraient. Autrement dit, il semble qu'on ait affaire à des références directes visant des objets déterminés. Cette objection peut être assez rapidement écartée, car la référence peut elle-même être indéterminée. Les objets phénoménaux auxquels l'ouvrier et le contremaître se réfèrent sont des exemplaires, des prototypes ou des échantillons. Ces « sortes » de référents opèrent un découpage imparfait dans le domaine des objets référentiels phénoménaux. Il peut donc y avoir indétermination même lorsque la définition est ostensive et qu'elle n'est pas médiatisée par des sens indéterminés.

Cette crainte écartée, comment ces règles s'agencent-elles avec l'idée d'une signification indéterminée telle que définie au cours du chapitre 2 ? Nous l'avons vu, la signification indéterminée correspond plus ou moins à une définition de dictionnaire. Pour introduire cette idée, il nous faut d'abord mieux comprendre le statut qu'ont ces règles aux yeux de Wittgenstein. On l'a dit, celles-ci fonctionnent comme un horizon d'attente intersubjectif qui permet aux locuteurs de savoir comment réagir dans telle ou telle situation linguistique. Cependant, ce dernier parle aussi des actions de suivre ces règles comme des pratiques, des modes de vie, voire comme des institutions. Il écrit ainsi : « Suivre une règle, transmettre une information, donner un ordre, faire une partie d'échecs sont des coutumes (des usages, des institutions) »<sup>169</sup>. Ailleurs dans le texte, Wittgenstein emploie l'expression plus cryptique « forme de vie » pour parler des jeux de langage et des systèmes de règles qui les

---

<sup>169</sup> Ludwig Wittgenstein, *Recherches philosophiques*, p. 126, § 199

constitue<sup>170</sup>. Plus précisément, les règles et les jeux de langage dans lesquels ils s'inscrivent sont l'expression de formes de vie. Cependant, malgré le fait que ces expressions reviennent à quelques occasions au cours de sa réflexion, jamais Wittgenstein ne définit explicitement ce qu'il entend par institution, si ce n'est que de façon relativement vague<sup>171</sup>. Il nous faut donc recourir aux travaux de David Bloor pour mieux comprendre le concept d'institution chez Wittgenstein.

Ce dernier va puiser en sociologie et en philosophie pour construire une définition d'une institution qui serait cohérente avec la réflexion de Wittgenstein. Il note dans un premier temps que ce dernier offre tout de même un cadre général à ce qu'il entend par pratique : « So 'custom' implies (at least) a regular use and precludes single, isolated episodes by single individuals »<sup>172</sup>. Autrement dit, il est possible de parler de traditions ou de pratiques sociales uniquement à partir du moment où il existe une certaine régularité dans leur utilisation. On rappelle ici l'idée qu'il y a une dimension historique à l'emploi. Pour qu'il y ait attente, il faut qu'il y ait une habitude qui se soit construite dans le temps. Pour reprendre l'exemple de nos constructeurs, c'est parce que *B* a déjà joué au jeu de *A* qu'il sait à quoi s'attendre, qu'il connaît le bon emploi qu'il doit faire du mot « poutre ». Cette première explication du concept d'institution reste cependant encore trop sommaire et un certain nombre de précisions méritent d'être faites. Pour y arriver, Bloor examine trois exemples de choses que nous sommes intuitivement portés à présenter comme des institutions : monnaie, mariage et propriété.

---

<sup>170</sup> *Ibid.*, p. 35, § 19 et p. 39, § 23

<sup>171</sup> David Bloor, « Rules as Institutions », dans *Wittgenstein, Rules and Institutions*, London & New York, Routledge, 1997, p. 27

<sup>172</sup> *Ibid.*, p. 28

Bloor remarque ainsi que, à bien des égards, chacune de ces institutions pourrait être comprise comme des énoncés performatifs (« *performative utterance* ») en ce sens que leur existence est le produit de l'affirmation de leur existence. La monnaie est à cet égard un très bon exemple. Comme le souligne justement Bloor, il n'existe pas quelque chose comme une monnaie objective. Les pièces ou le papier monnaie que nous utilisons correspondent tout au plus aux objets que nous avons choisis pour matérialiser le concept de monnaie et l'utilisation que nous en faisons. Ce qui donne son existence à cette chose se trouve dans le pouvoir performatif que nous lui accordons<sup>173</sup>. La monnaie tire sa réalité des emplois qu'il est possible d'en faire. Cette idée est encore plus évidente avec les concepts de propriété et de mariage. Dans les deux cas, c'est uniquement au travers d'énoncés performatifs que ses réalités adviennent. Ces exemples permettent de mettre en lumière les deux caractéristiques essentielles d'une institution, soit leur caractère sui-référentiel (« *self-referential* ») et autocréateur (« *self-creating* »). On entend par là qu'une institution sociale se réfère à elle-même pour s'expliquer et fonctionner. Ainsi, l'institution de la propriété n'a aucune existence hors d'elle-même. Pour parvenir à l'expliquer et la comprendre, nous n'avons d'autres choix que de faire référence à elle-même et l'univers conceptuel qui lui y est lié. De la même façon, on peut dire que cette institution est le fruit d'une autocréation puisque c'est seulement à partir du moment où l'on parle de propriété que celle-ci se met à exister<sup>174</sup>. Ainsi comprise, une institution sociale consiste essentiellement en une sorte de processus social où, par le seul fait de mettre en pratique certains comportements, des individus en viennent à créer la chose sociale : « It is a collective pattern of self-referring activity »<sup>175</sup>. L'autorité politique existe

---

<sup>173</sup> David Bloor, « Rules as Institutions », p. 29 et 32

<sup>174</sup> *Ibid.*, p. 31

<sup>175</sup> *Ibid.*, p. 33



comme institution uniquement parce que nous croyons collectivement en son autorité et c'est sur la base de cette croyance qu'elle peut exister. Entendons-nous, le fait que les institutions sociales soient des objets qui n'existent qu'en fonction des pratiques humaines n'enlève strictement rien à leur réalité. Cela implique cependant que leur réalité est à trouver dans le monde intersubjectif des hommes et non une quelconque réalité objective ou idéale.

Cette conception d'une institution sociale sied parfaitement aux thèses de Wittgenstein que nous avons avancées jusqu'ici. Comme le souligne justement Bloor, le concept de règles que Wittgenstein emploie introduit en quelque sorte le concept de sui-référentialité. Pour qu'une règle existe, il est nécessaire que celle-ci soit appliquée à plusieurs reprises dans le temps. Plus globalement, Bloor souligne que, dans ses travaux, Wittgenstein insiste à plusieurs reprises sur le fait qu'il n'est pas possible de parler « hors du système ». C'est-à-dire que, peu importe ma situation, il ne m'est pas possible de parler d'un système de règles sans recourir à ce même système ou, minimalement, à un autre système de règle<sup>176</sup>. Autrement dit, peu importe ce que nous faisons, nous sommes toujours des êtres situés dans un certain contexte sociolinguistique. Cette conception des institutions se trouve à être confirmée par un autre passage des écrits de Wittgenstein :

« Pour qu'il y ait compréhension mutuelle au moyen du langage, il faut qu'il y ait non seulement accord sur les définitions, mais encore (si étrange que cela puisse paraître) accord sur les jugements. Cela semble abolir la logique, mais il n'en est rien. »<sup>177</sup>

Ce court passage des *Recherches philosophiques* nous permet de mettre en évidence la

---

<sup>176</sup> David Bloor, « Rules as Institutions », p. 34

<sup>177</sup> Ludwig Wittgenstein, *Recherches philosophiques*, p. 135, § 242

dimension sui-référentielle de l'institution du langage. Lorsque Wittgenstein nous dit qu'il est nécessaire pour les locuteurs de s'entendre sur les jugements qu'ils posent, il va de soi que cet accord ne peut se faire sans recourir à une suite de jugements antérieurs. Plus précisément, les locuteurs vont parvenir à s'entendre sur quel est le bon jugement à porter dans la mesure où celui-ci semble se conformer aux utilisations antérieures de l'énoncé. Autrement dit, c'est en faisant référence à leur utilisation passée de la langue et de ses règles qu'ils vont parvenir à s'entendre sur les applications de cette langue et de ses règles. Toute interprétation du système linguistique, ou de l'institution du langage, est donc formulée à partir de ce même système. Pour le dire autrement, la langue n'est pas porteuse d'une conception du monde métaphysique. Elle ne se laisse pas interpréter à partir de relations qui la connecterait directement avec le monde. Elle n'est portée que par le poids de la tradition, par des coutumes qu'il ne faut pas essentialiser et qui n'ont comme raison d'être que le fait d'avoir été. De cette manière, on commence à comprendre en quel sens la langue peut être neutre.

La citation de Wittgenstein nous permet aussi de faire une remarque sur l'insertion des définitions indéterminées dans l'institution du langage. Cette dernière commence en effet en soulignant que les locuteurs doivent produire un « accord sur les définitions ». Autrement dit, les locuteurs compétents d'une langue doivent parvenir à produire un certain nombre de définitions communes qui seront à la disposition de tous et toutes. Cette idée de définition commune fait écho au concept de définitions stéréotypes que nous avons présenté au cours du chapitre 2. Soit le fait que les locuteurs utilisent diverses définitions intersubjectives approximatives qui leur permettent non pas de localiser des objets dans le monde, mais d'échanger des contenus et des idées entre les locuteurs. Par exemple, affirmer que l'or est un

métal jaune précieux, ce n'est pas livrer l'ensemble des conditions nécessaires et suffisantes de l'application du terme « or ». On accepte la possibilité de variations futures au sein de nos connaissances. Ainsi, même si la définition stéréotype du mariage est l'union matrimoniale d'un homme et d'une femme, cela est compatible avec une évolution qui permet le mariage entre partenaires de même sexe. Ainsi, même si dans la société certains y sont favorables et d'autres y sont défavorables, tous peuvent s'accorder avec la définition stéréotype. Cet exemple permet d'illustrer la neutralité épistémique et métaphysique des définitions-stéréotypes. Les énoncés exprimant des définitions stéréotypes ne sont pas analytiques, a priori et nécessaires. Comme nous l'avons souligné, ce sont des énoncés synthétiques, a posteriori et contingents. Sur le plan du contenu informatif véhiculé, il n'y a pas de différence entre les définitions stéréotypes et la plupart des autres énoncés du langage. Leur spécificité se révèle toutefois dans les règles gouvernant les actions qu'ils permettent d'accomplir. Ces règles font partie du contenu sémantique des énoncés en plus du contenu informatif. Or, de tels énoncés servent à affirmer le stéréotype associé à une expression, servent à déclarer et donc rendre vrai le contenu de l'énoncé, ce qui a pour effet d'institutionnaliser le fait rapporté. Enfin, ils servent à standardiser le comportement des locuteurs dans leurs usages du mot faisant l'objet de la définition. Ce faisant, c'est un peu comme si les énoncés exprimant ces stéréotypes pouvaient servir de définitions.

On voit donc tranquillement se dessiner le portrait de la position conventionnaliste de Wittgenstein. Celle-ci implique que la langue doit être comprise comme une institution sociale mise en place par un ensemble d'énoncés performatifs. Au niveau formel, cette institution est composée de deux éléments, soit un ensemble de règles d'emploi des énoncés et de définitions

stéréotypes. De plus, ces règles et ces définitions sont le fruit d'une dynamique sociale qui produit un certain nombre d'accords entre les locuteurs. Cette première présentation du conventionnalisme de Wittgenstein nous permet aussi de comprendre un peu mieux ce à quoi pourrait correspondre le langage comme structure de culture. L'institution du langage serait ainsi un ensemble minimal de règles et de définitions-stéréotypes qui fourniraient diverses significations de base, c.-à-d. minimales, aux membres d'une culture sociétale. Il est pertinent de noter que cette façon de concevoir les institutions fait écho à la conceptualisation qu'en fait Rawls. Ce dernier écrit ainsi :

« On peut se représenter une institution de deux façons : tout d'abord, comme un objet abstrait, c'est-à-dire comme une forme de conduite possible exprimée par un système de règles ; ensuite comme la réalisation, dans la pensée et la conduite de certaines personnes à un certain moment et en un certain lieu, des actions ordonnées par ces règles. »<sup>178</sup>

Notre compréhension de l'institution du langage comme institution sociale semble donc être compatible avec la compréhension qu'en ont les penseurs libéraux qui s'inspirent du libéralisme de Rawls, comme c'est le cas pour Kymlicka.

De plus, cette description de la position de Wittgenstein nous permet de mettre en évidence trois éléments essentiels pour le type de signification minimale que nous cherchons à mettre en place. Tout d'abord, l'institution du langage ainsi comprise est publique puisque l'ensemble des membres de la société a accès aux significations ainsi produites. Dans un deuxième temps, elle est sociale puisque les définitions ne sont pas le produit des états mentaux de chaque individu, mais plutôt des significations produites par la communauté.

---

<sup>178</sup> John Rawls, *Théorie de la justice*, p. 86

Finalement, cette position peut être qualifiée de collective puisque tous les locuteurs d'une langue sont soumis aux mêmes règles linguistiques lorsqu'ils utilisent leur langue. Les travaux de Seymour nous permettront de clarifier chacun de ces points.

### **3.1.2. Seymour et le conventionnalisme**

La philosophie de Seymour met en place une théorie néo-wittgensteinnienne du conventionnalisme. Pour ce faire, il dégage dans un premier temps les trois composantes constitutives au concept de convention. Le premier consiste tout simplement à dire que le lien entre les mots et les significations est le fruit d'un lien arbitraire. C'est l'arbitraire du signe de Ferdinand de Saussure. Autrement dit, le fait que le mot « chat » soit lié à la signification « félin domestique au caractère particulier » est le résultat d'une décision de la communauté linguistique, décision qui aurait pu être toute autre. Cette première composante du concept de convention est rarement remise en question. Dans un deuxième temps, le concept de convention suppose aussi le rejet de sens extralinguistiques. On veut dire par là que les sens ne correspondent pas à des entités abstraites, psychologiques ou idéelles telles que comprises chez des penseurs comme Searle ou Frege. Les sens, comme pour les liens entre mots et significations, se manifesteraient sous la forme de définitions de dictionnaire mises en place par la communauté<sup>179</sup>. Dans notre cas, ces définitions correspondraient aux définitions-stéréotypes que nous avons introduites plus tôt. On revient ici à l'idée exprimée précédemment qui consiste à dire qu'il n'est pas possible pour un locuteur de parler du langage, et donc des différents sens, de façon extralinguistique. Tout comme Bloor le soulignait, le langage doit être

---

<sup>179</sup> Michel Seymour, *L'institution du langage*, p. 243

compris comme une institution sui-référentielle : il doit faire référence à lui-même pour s'expliquer. Finalement, le concept de convention peut être compris comme incluant une explication de la force de la règle. Si les règles dites conventionnelles ont une certaine force normative, c'est à cause du poids de la tradition.

Les règles conventionnelles du langage peuvent ainsi être comprises par analogie avec le jeu d'échecs, analogie qui est omniprésente chez Wittgenstein. Le langage, comme le jeu d'échecs, est une « pratique concrète gouvernée par des règles conventionnelles »<sup>180</sup>. Il s'agit donc ici de concevoir le langage comme un jeu auquel de multiples participants jouent depuis un certain temps et qui exerce pour cette raison une certaine force normative. Au fil de leurs interactions, diverses régularités se mettent en place et constituent ainsi un ensemble de règles que tous et toutes se mettent à suivre<sup>181</sup>. Plus spécifiquement, cela a pour résultat de rendre inadmissible l'idée qu'il existerait des « langues pures » ou « formelles ». Il n'existe donc pas de grandes constances au niveau des types de règles qui existent d'une langue à l'autre. Tout au plus peut-on dire comme Wittgenstein que toutes les langues font partie d'une même famille partageant certaines parentés<sup>182</sup>. Il nous faut cependant complexifier un peu ce portrait pour en saisir toutes les implications.

### **3.1.3. Seymour et la signification minimale**

Ces différents éléments constitutifs du concept de convention mis en place, nous

---

<sup>180</sup> *Ibid.*, p. 244

<sup>181</sup> Ludwig Wittgenstein, *Recherches philosophiques*, p. 73, § 83

<sup>182</sup> *Ibid.*, 63, § 65

pouvons maintenant développer plus longuement la notion de signification minimale telle que défendue par Seymour. Comme dit précédemment, celui-ci propose trois oppositions qui nous permettent de comprendre ce type de signification, soit : l'opposition publique/privée, sociale/psychologique et collective/individuelle. Nous passons rapidement sur la première opposition puisque celle-ci a été largement développée auparavant dans notre réflexion. Il s'agit tout simplement de dire que la signification minimale doit être conçue comme une entité publique, c'est-à-dire qui est accessible à tous, et non privée, soit uniquement accessible à un seul individu<sup>183</sup>. Comme nous l'avons vu avec Bloor, mais aussi au travers des exemples de Wittgenstien, le langage et ses significations sont accessibles à tous les locuteurs de la communauté. Tous et toutes peuvent interagir avec la langue. Il n'y a pas quelque chose comme des significations cachées qui ne seraient accessibles qu'à un seul individu. Autrement dit, les locuteurs partagent un bagage de sens commun qui leur permet d'assurer une compréhension mutuelle entre les locuteurs<sup>184</sup>. On se rappellera que cette idée d'un bagage de sens communs pour que les membres d'une communauté linguistique puissent se comprendre constituait l'une des lignes argumentatives que nous avons développées à partir des travaux de Lepore et Cappelen contre le contextualisme<sup>185</sup>. Nous reviendrons sur ce point.

La seconde opposition identifiée par Seymour est le duo social/psychologique. La signification minimale serait sociale et non psychologique. Cette distinction nous permet de nous distancer d'une conception épiphénoménale du conventionnalisme. Il est tout à fait possible de comprendre le conventionnalisme comme se limitant au seul lien entre les mots

---

<sup>183</sup> Michel Seymour, *L'institution du langage*, p. 242-243

<sup>184</sup> *Ibid.*

<sup>185</sup> Note infra, p. 91-98

d'une langue naturelle et leurs significations. Dans une telle perspective, il serait tout à fait possible que les significations ne soient en fait que des entités mentales, ou des intentions pour reprendre la terminologie searlienne, auxquelles la communauté aurait ensuite associé des mots sélectionnés au travers de conventions<sup>186</sup>. Cela voudrait dire que les significations linguistiques seraient le fait d'une intentionnalité dérivée. Signifier quelque chose par des phrases, c'est transférer les conditions de satisfaction de nos états intentionnels sur des marqueurs sonores ou graphiques. Les conventions linguistiques seraient alors elles-mêmes des produits dérivés. Dans cette perspective, il serait aussi possible de signifier sans le secours de conventions linguistiques. Accepter cette position représenterait un problème pour nous puisqu'elle nous distancerait de l'idée de significations minimales comprises comme des entités sociales. Il faudrait se rabattre sur le contexte (les intentions de signifier) pour saisir les significations minimales elles-mêmes. On se rappellera que cette idée est importante dans la mesure où nous cherchons justement à montrer que la langue peut être comprise comme une institution sociale particulière correspondant à l'expérience contingente de certains groupes humains et comme partie prenante de la structure de culture telle qu'identifiée par Kymlicka. Accepter l'idée que les significations ne sont que des entités psychologiques reviendrait à reléguer le langage à un simple outil de communication sans aucune pertinence sociale en soi<sup>187</sup>. Le langage n'aurait rien d'autre qu'une fonction instrumentale au service de l'expression des croyances, des valeurs et des finalités de personnes et des groupes. Une telle idée menacerait grandement la pertinence de protéger la structure de culture comme contexte de choix à l'abri des systèmes de croyances, de valeurs et de finalités que les locuteurs cherchent à exprimer. Il nous faut donc rejeter le psychologisme et démontrer que l'on peut

---

<sup>186</sup> Michel Seymour, *L'institution du langage*, p. 257-258

<sup>187</sup> *Ibid.*, p.258



s'appuyer sur une conception sociale de la signification.

Pour ce faire, il faut défendre deux thèses spécifiques par rapport au langage, soit un principe d'exprimabilité et un principe d'imperfection. Le premier principe renvoie à l'idée qu'il soit possible d'exprimer par la voie du langage l'ensemble des intentions, non-dits et autres informations implicites. Autrement dit, il n'y aurait rien de linguistiquement inexprimable. Même s'il est impossible de tout exprimer, rien n'est en principe inexprimable. De cette manière, on montre que la dépendance au contexte d'énonciation pour saisir la signification produite à l'occasion d'une énonciation particulière n'est pas un trait essentiel du langage, mais plutôt un fait pragmatique de notre condition. Quant à lui, le deuxième principe renvoie à l'idée que le langage serait nécessairement imparfait, soit qu'il est impossible d'expurger toutes imprécisions du langage comme ont cherché à faire certains philosophes et linguistes<sup>188</sup>. Ces deux principes renvoient indirectement à un des arguments que nous avons avancés précédemment pour rejeter le contextualisme, soit l'argument épistémique. Seymour rejette en effet le psychologisme sur la base de l'argumentaire de Putnam qui montre que la référence linguistique est un phénomène social et non mental. Il en va de même pour ce qui est du sens, représenté par des définitions stéréotypes que l'on retrouve dans les dictionnaires. Deux éléments permettent d'affirmer cette idée que la référence est sociale. Tout d'abord, il existe une composante indexicale essentielle à toute référence marquant en creux l'influence de l'environnement. C'est au travers d'une première interaction avec l'environnement qu'il est possible de fixer la référence d'un objet dans le monde. Ainsi, si le mot « herbe » désigne cette « petite plante verte que l'on retrouve sur tous les terrains de banlieue », c'est parce que nous

---

<sup>188</sup> *Ibid.*, p. 258-259

avons dans un premier temps eu un contact avec l'objet auquel nous avons ensuite associé un mot, ici le mot « herbe »<sup>189190</sup>.

Dans un deuxième temps, il existerait une disposition à la déférence créant une certaine forme de division du travail linguistique au sein de la communauté. Autrement dit, certains individus seraient dans une relation causale plus intime avec certains objets, ce qui nous permet d'être à même d'en déterminer mieux le référent. On peut ainsi penser à un astronome qui est capable de distinguer une planète d'un autre astre, comme une étoile. Bien entendu, cela n'implique pas qu'un locuteur de base ne sait pas qu'« étoile » et « planète » renvoie à deux significations différentes, bien au contraire. Cela implique plutôt que sa maîtrise des significations ne lui permet pas de repérer un référent distinct dans le monde. Pour parvenir à réaliser cette dernière opération, il doit s'en remettre à un expert du domaine pertinent, ici l'astronomie. Ainsi, la division du travail linguistique implique aussi une chaîne causale qui remonte du novice à l'expert dans une foule de domaines du savoir différent<sup>191</sup>. Dans plusieurs cas, la chaîne causale est aussi l'élément déterminant entre le savant et l'objet. La représentation produite par le savant ne sert pas de médiation essentielle pour atteindre le référent. Mais ce n'est pas le référent tel que Putnam se le représente qui nous intéresse ici. Contrairement à Putnam, on se sert de la division du travail linguistique seulement pour être à même de mieux identifier les prototypes, les exemplaires et les échantillons qui doivent être retenus pour fonctionner normalement en société. Il s'agit de référents provisoires, construits socialement et dont on peut se contenter pour les fins de la communication réussie. Il faut les

---

<sup>189</sup> *Ibid.*, p. 266

<sup>190</sup> Emma Borg, «Must a Semantic Minimalist Be a Semantic Internalist?», p.43

<sup>191</sup> Michel Seymour, *L'institution du langage*, p. 267-269

distinguer des référents putnamiens qui se comprennent dans le cadre de sa thèse du réalisme interne.

Comme nous le disions, cette remarque fait directement écho à l'argument épistémique que nous avons mis en place afin de rejeter le contextualisme dans le chapitre 2. Nous avons cependant ici à faire avec sa version positive qui nous permet de mieux comprendre en quoi le langage peut être considéré comme social. En fait, cette explication nous permet de mieux comprendre ce que Wittgenstein veut dire quand il parle d'accord sur les définitions, mais aussi sur les jugements<sup>192</sup>. Les référents dont il est question chez Wittgenstein se distinguent des références putnamiennes parce qu'ils ne concernent pas la vérité des énoncés, mais seulement leur contenu sémantique. Du point de vue strictement sémantique, les référents sont des prototypes, des exemplaires ou des échantillons. Partager un langage, c'est non seulement s'entendre sur les définitions, c'est aussi s'entendre sur les jugements concernant l'application des mots à des prototypes, des exemplaires et des échantillons. Ainsi, afin de savoir à quoi une définition stéréotype s'applique, il ne suffit pas de s'entendre sur le contenu de cette définition, il nous faut aussi parvenir à nous entendre sur les objets pour lesquels nous sommes prêts à accepter qu'ils soient saisis par ce contenu. C'est à ce niveau que nous pouvons comprendre l'importance de la division du travail linguistique, même dans une perspective wittgensteinienne. Celle-ci correspond à un effort constant de la communauté pour cerner les objets auxquels un mot fait référence.

Autre problème de la thèse psychologiste, celle-ci réintroduit l'idée d'informations

---

<sup>192</sup> Ludwig Wittgenstein, *Recherches philosophiques*, p. 135, § 242

d'arrière-fonds (thèse du *background*) que nous avons déjà écartée précédemment. Nous l'avions écartée, entre autres, car elle présupposait justement l'idée que le sens (ici la définition stéréotype) détermine la référence. De plus, le rejet de cette idée nous permet d'affirmer que le langage est constitutif de la pensée. On veut dire par là que bien qu'il existe un certain nombre de pensées prélinguistiques (des vécus ressentis, des images mentales, des rêves, des souvenirs, des expériences sollicitant nos 5 sens, etc.), il y a des activités cognitives conscientes et réfléchies qui, elles, nécessitent la présence d'un langage pour se mettre en place. Il ne serait donc pas possible d'avoir une intention de la liberté sans de prime abord passer par le médium de la langue, et donc des significations socialement négociées, autant au niveau de la référence que de la définition stéréotype<sup>193</sup>.

Ces deux éléments nous permettent donc de comprendre ce que Seymour entend par ses deux principes d'exprimabilité et d'imperfection. L'exprimabilité se met en place au travers des significations fournies par les conventions linguistiques sociales qui nous permettent de réfléchir le monde qui nous entoure. Ce sont ces dernières qui nous permettent d'exprimer potentiellement l'ensemble de notre pensée linguistique, c'est-à-dire l'ensemble de nos processus cognitifs conscients. Quant à lui, le principe d'imperfection admet une certaine ambiguïté au niveau des significations linguistiques dans la mesure où celles-ci sont relativement indéterminées. Comme nous l'avons déjà expliqué, les définitions stéréotypes véhiculent des contenus d'information approximatifs qui servent aux locuteurs pour se comprendre entre eux et non pour repérer avec exactitude des objets dans le monde. À cet égard, les définitions ne leur permettent de le faire que de façon fort imparfaite. Autrement dit,

---

<sup>193</sup> Michel Seymour, *L'institution du langage*, p.284 et p.289

le but des définitions stéréotypes est de permettre la communication entre les locuteurs et non pas de décrire le réel.

La dernière opposition que Seymour examine pour comprendre la signification minimale est celle qui oppose la signification collective à la signification individuelle. Il s'agit ici de montrer qu'il existerait une priorité du dialecte, langage collectif, sur l'idiolecte, langage individuel. Seymour entend par dialecte un langage gouverné par un ensemble de règles qui contraignent les individus à agir d'une certaine façon<sup>194</sup>. Autrement dit, quand je parle le français, je suis tenu de respecter un certain nombre de règles générales qui me permettent d'être compris par mes interlocuteurs. Pour notre propos, cela implique que les significations minimales constituent un ensemble qui « force » les individus à adopter un certain comportement linguistique. Elles créent une sorte de système normatif au niveau linguistique pour le locuteur. Cette façon de comprendre l'aspect collectif de la signification minimale est cependant potentiellement problématique. En effet, accorder une trop grande force contraignante aux significations minimales pourrait nous mener à imposer une trop grande contrainte sur l'individu et le rendre ainsi « prisonnier » de sa langue. Aussi, il ne s'agit pas de se représenter la force normative associée aux règles comme provenant d'un ensemble de directives ou d'ordres auxquels nous devrions nous soumettre. Il s'agit de contraintes auxquelles nous nous soumettons sans nous en rendre compte. Pour cette raison, Seymour introduit une distinction entre des règles constitutives et des règles normatives<sup>195</sup>.

Les règles normatives renvoient à l'idée que les régularités observées ne relèvent tout

---

<sup>194</sup> *Ibid.*, p.294

<sup>195</sup> *Ibid.*

ou plus que de certaines normes plus ou moins inconscientes qui sont présentes dans l'espace social. Plus précisément, les règles normatives cherchent à codifier des comportements qui existent déjà. Searle donne à cet égard l'exemple des règles de politesse qui cadrent les échanges interpersonnels. Il va de soi que nous pouvons entrer en relation avec autrui en l'absence de toutes règles de politesse. Celles-ci n'ont donc pas pour but de produire une nouvelle pratique, mais plutôt d'encadrer une pratique déjà existante<sup>196</sup>. En ce sens, on peut dire que les règles normatives ont un pouvoir contraignant limitatif puisqu'elle vise à limiter les options possibles dans certains scénarios. À l'inverse, on pourrait parler d'une contrainte génératrice pour les règles constitutives. On entend par règles constitutives un ensemble de règles qui permettent de créer une nouvelle pratique. On peut ainsi penser aux règles de n'importe quel sport pour avoir image de ce qu'implique ce type de règles<sup>197</sup>. Par exemple, les règles du badminton créent diverses contraintes sur les individus, en limitant l'espace de jeu par exemple. Néanmoins, ces contraintes permettent aux individus de s'adonner à une toute nouvelle activité, soit le sport du badminton. De plus, dans le cadre de cette activité, ils sont amenés à créer une foule de nouveaux comportements, stratégies et coups qui leur sont propres et qui n'avaient pas été anticipés par les règles du jeu.

On comprend donc maintenant pourquoi le dialecte compris comme système de règles contraignantes n'est pas nécessairement problématique pour le défenseur de la distinction entre structure et caractère de culture. Dans la mesure où ces règles sont comprises comme constitutives, elles nous permettent de mettre en place ce que nous cherchions à défendre, soit l'idée que la langue, comprise comme structure de culture, permet à l'individu « d'activer »

---

<sup>196</sup> John Searle, *Les actes de langage*, Paris, Hermann, 1972, p. 72-73

<sup>197</sup> *Ibid.*, p. 72 et p. 80

son autonomie, soit de lui offrir un contexte de choix au sens où Kymlicka l'entend. Seymour remarque d'ailleurs très justement que les règles constitutives renvoient à la division langue/parole défendue par Saussure et soutenue lors du premier chapitre de notre réflexion<sup>198</sup>.

Plus précisément, il nous dit plus loin :

« Mais si j'ai raison, l'entente minimale entre des individus qui vivent des désaccords systématiques ne doit pas être représentée comme un accord substantiel portant sur des croyances générales, mais plus simplement sur un ensemble conventionnel de règles linguistiques ». <sup>199</sup>

Il existerait donc une distance réelle entre les croyances des individus et les significations minimales d'une langue. Plus encore, on comprend mieux ce qu'entend Seymour par la priorité du dialecte sur l'idiolecte. Le langage ne correspond pas à la somme des différentes actions individuelles des locuteurs. Au contraire, il doit être compris comme un système qui fournit aux individus le cadre de base par lequel ils pourront ensuite individualiser leurs pratiques respectives.

### **3.2. Une signification minimale indéterminée**

Cette longue explication de la position conventionnaliste de Wittgenstein et des précisions amenées par les travaux de Bloor et Seymour nous permettent finalement d'explicitement ce que nous entendons par signification minimale. Comme nous venons tout juste de l'explicitement, la signification minimale doit être comprise comme étant publique, sociale et collective. Autrement dit, les significations sont des définitions stéréotypes qui sont accessibles à tous, construites par la communauté et qui constituent un système de

---

<sup>198</sup> Michel Seymour, *L'institution du langage*, p.295

<sup>199</sup> *Ibid.*, p.310

règles contraignantes qui permet la mise en place de la pratique linguistique. Ce système de significations minimales constituerait ainsi une institution, tel que conceptualisé par Bloor, soit un ensemble sui-référentiel et autocréateur. Tous ces éléments nous permettent de parler d'une conception conventionnaliste de la signification minimale et ouvrent la porte à l'idée d'une signification indéterminée telle que définie précédemment.

L'indétermination nous permet en effet de compléter ce portrait de la signification minimale dans la mesure où elle seule parvient à assurer l'aspect dynamique de la langue introduit par l'idée des règles constitutives. Comme nous l'avons dit, celles-ci nous permettent de comprendre le langage comme une activité génératrice de nouveaux comportements. Cette idée en vient cependant à être mise à mal si nous acceptons, comme Borg et Lepore et Cappelen, l'idée d'une sémantique des conditions de vérité qui nous force à adopter des significations déterminées. Avec de telles significations, les coups linguistiques possibles seraient beaucoup plus restreints pour le locuteur. Plus problématique, l'aspect créateur du langage se verrait grandement handicapé puisque l'ensemble des coups possibles auraient déjà été anticipés par ces significations<sup>200</sup>. Un peu comme si les règles du tennis anticipaient tous les coups et stratégies possibles pour les joueurs. À l'inverse, l'indétermination nous permet d'accepter l'idée que les significations n'anticipent pas toutes les situations d'application possibles d'un mot. En concordance avec le principe d'imperfection et la thèse des règles constitutives, la thèse de l'indétermination suppose que l'on accepte l'idée selon laquelle la signification minimale ne permet que de fixer un contenu relativement épars, qui met tout ou plus en place un horizon d'attentes linguistiques. De tels contenus sont suffisamment

---

<sup>200</sup> Les significations déterminées se rapprocheraient en quelques sortes des règles normatives où celles-ci ne font que rendre compte de comportements déjà existants.



contraignants pour s'assurer la présence de régularités communes dans le comportement linguistique des locuteurs, sans pour autant les restreindre au point que toutes prises de possession personnelles de la langue deviennent impossibles.

### **3.3 Argument en faveur d'une lecture minimaliste**

Il s'agit maintenant pour nous de montrer en quoi la signification minimale que nous avons développée jusqu'ici répond à l'ensemble des quatre critères du minimalisme tel que proposé par Emma Borg. Dans un deuxième temps, nous puiserons dans les travaux de Lepore et Cappelen pour montrer comment peut être conceptualisée la parole, et donc le caractère de culture, à partir de notre position.

Borg proposait quatre critères pour comprendre le formalisme : le propositionnalisme, le « *Basic Set of Context Sensitive Expression* », une division entre sémantique et pragmatique et le formalisme<sup>201</sup>. Trois de ces caractéristiques ont jusqu'ici été pleinement explicitées. Tout d'abord, la condition propositionnaliste est remplie au travers de notre conception de signification minimale comprise comme définition stéréotype. Ainsi une phrase comme « Bertrand est un chat » contient une proposition complète, soit l'idée que *Bertrand est un chat*, qui n'a nul besoin du contexte pour être complétée. Il est entendu que cette proposition reste malgré tout ambiguë, en ce sens qu'elle ne limite que de façon minimale les différents mondes possibles où elle serait vraie. Cependant, son application large ne nous semble pas un argument suffisant pour en conclure à l'absence de contenu. C'est du moins ce que nous avons

---

<sup>201</sup> Emma Borg, « Minimalism versus Contextualism in Semantics », p. 349-350

argumenté au cours du chapitre 2. Nous avons aussi partiellement décrit la seconde caractéristique au cours de notre argumentaire. Nous reconnaissons ainsi tout à fait qu'il existe un ensemble d'expressions qui nous demandent d'avoir recours au contexte pour être comprise. On peut ainsi penser aux déictiques (indexicaux), adverbes, temps de verbes et aux autres expressions qui par leur nature sémantique même demandent à être complétés par le contexte<sup>202</sup>.

Il vaut ici la peine de préciser que notre adoption d'une signification minimale indéterminée ne nous engage pas à adopter une position indexicaliste. Pour Recanati, cette position consiste à dire que toutes les expressions des langages humains sont des indexicaux. Ainsi, toutes les expressions nous demanderaient sémantiquement d'être complétées par le contexte. Les mots « chat », « ceci », « il » et « maison » devraient donc tous être traités de la même façon<sup>203204</sup>. Il existe plutôt pour nous, d'un côté des significations minimales indéterminées qui n'anticipent pas toutes les applications possibles de la phrase et, d'un autre côté, un ensemble de base d'indexicaux, ce dernier ne recouvrant cependant pas tout le langage, car il correspond aux types d'expressions que nous avons identifiés plus haut.

La troisième caractéristique à laquelle nous pouvons prétendre avoir répondu est le formalisme, soit l'idée que tout recours au contexte est requis par les règles sémantiques du langage. Cela est particulièrement évident quand l'on considère l'ensemble des indexicaux. Ça

---

<sup>202</sup> Cappelen et Lepore, *Insensitive Semantics : A Defense of Semantic Minimalism and Speech Act Pluralism*, p.1-2

<sup>203</sup> François Recanati, *Literal Meaning*, p.85 et p. 93

<sup>204</sup> Cappelen, « Semantics and Pragmatics: Some Central Issues », dans G. Preyer et G. Peter (éd.), *Context-Sensitivity and Semantic Minimalism : New Essays on Semantics and Pragmatics*, Oxford, Oxford University Press, 2007, p. 11-13

le devient encore plus une fois que l'on saisit bien ce que nous voulons dire par règles constitutives. Ces règles constituent la base de toutes langues et offrent les outils qui permettent de créer les différents comportements linguistiques que nous adoptons. Ainsi, lorsqu'une expression nous demande de recourir aux informations supplémentaires fournies par le contexte, c'est parce que ce sont ces règles constitutives qui nous demandent d'agir de la sorte. Autrement dit, les règles constitutives m'indiquent qu'il me faut des informations supplémentaires et que celles-ci sont à aller chercher dans le contexte plus large de l'énonciation. On retrouve cette idée expliquée tout au long de notre discussion sur le conventionnalisme.

La seule caractéristique du minimalisme qu'il nous reste à expliciter est celle relative à la division entre sémantique et pragmatique. Pour quiconque a suivi notre argumentaire jusqu'ici, il est évident que nous endossons cette distinction. Néanmoins, il n'est pas encore tout à fait clair quel rôle joue le contexte dans notre réflexion. Plus précisément, on peut se demander comment les processus pragmatiques interagissent avec les significations minimales. Pour parvenir à répondre à cette question, nous prendrons pour point de départ la théorie du pluralisme des actes de langage que Lepore et Cappelen développent dans leurs travaux. Ceux-ci commencent en reconnaissant qu'il existe une différence entre le contenu sémantique d'une phrase, soit la signification minimale, et le contenu d'énonciation de cette même phrase, soit ce que le locuteur veut dire en énonçant cette phrase<sup>205</sup>. Leur réflexion se

---

<sup>205</sup> Cappelen et Lepore, *Insensitive Semantics : A Defense of Semantic Minimalism and Speech Act Pluralism*, p. 190. Il peut être pertinent de noter que ceux-ci ne voient pas leur réflexion sur les actes de langage comme une théorie, mais plutôt comme une suite d'observations faites à partir du comportement des locuteurs. Cette perspective nous semble cohérente avec les thèses Wittgenstein que nous avons développées en lien avec la parole. Dans la mesure où cette dernière correspond à l'utilisation individuelle de la langue par le locuteur et l'expression de son autonomie, il nous semble normal que les actes possibles ne soient pas tous saisis par une

divise par la suite en deux grands moments. Dans un premier temps, ils mettent en évidence les différentes informations qui peuvent influencer notre compréhension de ce que notre interlocuteur veut dire :

1. Les diverses informations sur les croyances et les intuitions de mon interlocuteur ;
2. L'ensemble des informations relatives au contexte particulier de l'énonciation ;
3. D'autres informations générales sur le monde qui pourraient être pertinentes dans cette situation ;
4. Les diverses relations logiques impliquées ou implicites ;
5. Les différentes substitutions référentielles possibles ;
6. D'autres influences qui n'auraient pas été anticipées<sup>206</sup>.

Ces six points nous permettent de comprendre qu'il existe une foule d'éléments extralinguistiques qui peuvent orienter notre façon de comprendre ce qu'un interlocuteur veut dire dans un contexte d'énonciation. Cappelen et Lepore montrent par la suite au travers de multiples exemples que la pleine possession ou non des informations pertinentes à la compréhension de ce que mon interlocuteur veut dire peut m'amener à attribuer un contenu fort différent de celui qu'il cherchait à véhiculer lors de son énonciation<sup>207</sup>. Ces exemples sont peu importants pour nous à cette étape de l'argumentation. Nos philosophes cherchent ici surtout à montrer que ce qui est compris lors d'une énonciation particulière correspond à ce que le locuteur dit suite aux processus de saturation (c.-à-d. l'ajout des informations

---

théorie.

<sup>206</sup> *Ibid.*, p. 193-194

<sup>207</sup> *Ibid.*, p. 194-199

précédemment énumérées). Il n'existe donc pas de significations cachées, ou d'un vouloir dire opaque que le théoricien devrait aller chercher pour le révéler au monde. L'information est disponible à tous. Plus précisément, cette idée pousse Lepore et Cappelen à adopter une position qu'il nomme « *speech act pluralism* » et qui peut être déclinée en huit points. Nous nous attarderons particulièrement sur le premier de ceux-ci, pour la simple et bonne raison que les points qui suivent en sont surtout le corollaire.

Nos deux philosophes nomment leur première observation « pluralisme ». Pour l'essentiel, ils entendent ici que toute énonciation, c'est-à-dire tout vouloir dire, affirmation ou énoncer peut impliquer une infinité de propositions<sup>208</sup>. Autrement dit, une fois la signification minimale d'un énoncé fixée, il est possible de performer une infinité d'actes de langage différents à partir de celui-ci et, plus important encore, il est impossible de parvenir à fixer un vouloir dire déterminé, soit un contenu d'énonciation, à un acte de langage<sup>209</sup>. Il existerait donc à un premier niveau un contenu sémantique minimal qui permet aux locuteurs d'avoir accès à un espace intersubjectif commun qui leur permet de se comprendre mutuellement. Vient ensuite un deuxième niveau où les locuteurs se saisissent des règles de bases du langage et utilisent les outils que celles-ci leur fournissent pour performer une foule d'actes linguistiques différents. Par conséquent, une même phrase peut être utilisée pour produire deux actes de langage distincts : un acte assertif pour l'un et de l'ironie pour l'autre. Particulièrement importante pour Lepore et Cappelen est l'idée que, s'il est bien possible de fixer une signification minimale au niveau sémantique, il est tout à fait impossible de parvenir

---

<sup>208</sup> *Ibid.*, p. 199

<sup>209</sup> *Ibid.*

à fixer un contenu au niveau de l'énonciation, c'est-à-dire au niveau de la pragmatique<sup>210</sup>. Une telle théorie n'est pas en concordance avec l'idée d'une sémantique des conditions d'assertabilité que nous avons présentée auparavant. Pour Lepore et Cappelen, le contenu sémantique minimal est explicité par une sémantique des conditions de vérité, alors que nous considérons ici l'hypothèse selon laquelle le contenu sémantique des énoncés inclurait non seulement un contenu d'information, mais aussi un ensemble de règles d'utilisation de la phrase. Ainsi, « le chat est sur le canapé » ne ferait pas que livrer un contenu informatif concernant la localisation d'un certain chat, mais assignerait en plus un contenu qui soit parfois déterminé par le contexte (si l'énoncé contient des déictiques). En plus, la signification conventionnelle de l'énoncé nous indiquerait que l'énoncé sert à faire un acte de type assertif. On rappellera que l'idée d'une telle sémantique est de lier en partie la signification d'un énoncé et son emploi. Ainsi, maîtriser la signification d'une phrase ne consiste pas uniquement à saisir la définition stéréotype des mots qu'elle contient, mais aussi à savoir comment faire un bon usage de cette phrase, c'est-à-dire savoir quel type d'actes de langage il est possible d'accomplir avec cette phrase<sup>211</sup>. Mis à part les règles d'utilisation gouvernant les actes de langage type, il ne nous semble pas particulièrement problématique pour notre position de reconnaître qu'il est impossible de fixer un contenu au niveau de l'énonciation. Nous avons ainsi déjà admis l'existence d'une certaine ambiguïté irréductible au langage. De plus, en admettant que la signification minimale fasse partie des règles constitutives de toutes langues, il semble normal que les types de coups ou de stratégies employés par les locuteurs soient trop vastes pour être tous anticipés par le théoricien. Autrement dit, pour toutes les phrases possédant un contenu sémantique stable, il est possible d'envisager une nouvelle situation

---

<sup>210</sup> *Ibid.*

<sup>211</sup> Michel Seymour, *L'institution du langage*, p.332

énonciative qui permettra à un locuteur de lui associer un vouloir dire particulier qui diffère à chaque fois.

Certaines précisions sont cependant nécessaires en terminant. La position que nous venons d'exposer semble prêter flanc à la critique et particulièrement à l'intuition que nous ne faisons tout au plus que réinstaurer une forme de contextualisme nouveau genre. En effet, à quoi peut bien servir la signification minimale si nous avançons qu'au niveau énonciatif une phrase peut être utilisée pour accomplir une infinité d'actes de langage ? Cela ne revient-il pas à dire que la signification d'une phrase change d'un contexte à l'autre, comme les contextualistes l'affirment ? Lepore et Cappelen fournissent deux réponses à cette objection potentielle. Premièrement, ils réaffirment la distance qui existe entre les langues, c.-à-d. la signification minimale, et la parole, l'énonciation et les actes de langage. Autrement dit, le pluralisme n'endosse pas le scepticisme contextualiste face à la signification minimale. Dans un deuxième temps, le pluralisme ne consiste pas non plus en une forme de relativisme face au contexte, c'est-à-dire que la signification serait relative au contexte d'énonciation. Ils admettent seulement de reconnaître que certaines informations véhiculées peuvent faire référence aux contextes. Cependant, une telle position n'implique pas que la signification est déterminée par le contexte<sup>212</sup>. Par exemple, mes colocataires et moi-même référons à la télévision de notre appartement par l'appellation « la machine du diable ». Ainsi, il m'arrive de dire « Alex peut-tu aller éteindre la machine du diable ? ». Quelqu'un qui voudra bien saisir cette phrase devra bien sûr comprendre à quel objet l'expression « la machine du diable » réfère, ce qui nécessite un accès au contexte de ma vie en appartement à moi et mes coloc.

---

<sup>212</sup> Cappelen et Lepore, *Insensitive Semantics : A Defense of Semantic Minimalism and Speech Act Pluralism*, p. 200

Ainsi, comme le notent justement Lepore et Cappelen, il est tout à fait possible qu'au discours indirect, des informations contextuelles soient transférées d'une énonciation à une autre<sup>213</sup>. Encore une fois, une telle idée semble cohérente avec l'édifice que nous avons tenté de mettre en place jusqu'ici. Il nous semble tout à fait normal qu'au niveau énonciatif de nouveaux usages se développent pour former des idiolectes sociaux à partir d'un dialecte commun. Ou, autrement dit, que se développe une foule de « sous jeux de langages » à partir du premier. L'instance du langage propre à mon appartement en serait un exemple parmi d'autres. Une telle possibilité semble en quelque sorte impliquée par notre utilisation des règles constitutives. Seulement, tous ces nouveaux jeux de langage ne peuvent être mis en place qu'à partir du jeu initial puisque c'est lui qui fournit les outils nécessaires à l'autonomisation de la parole, et donc, de nos usages.

De plus notre position ne s'écroule pas sous le poids du contextualisme dans la mesure où, à l'inverse de ces derniers, nous offrons une solution au problème de l'intercontextualité. Il est vrai que nous reconnaissons que plusieurs actes de langage peuvent être performés à partir d'un même contenu sémantique. Néanmoins, en positionnant à la base du langage des significations minimales indéterminées qui doivent être comprises comme des règles constitutives, nous nous assurons que tous les locuteurs partagent un même point de départ « significationnel » vers lequel ils peuvent converger. Autrement dit, même si le résultat final peut sembler similaire (mais comment cela pourrait-il être autrement puisque nous cherchons tous à expliquer le même tableau final ?), la démarche pour y arriver est foncièrement distincte. À nos yeux, la signification minimale est un dispositif *nécessaire* pour parvenir à

---

<sup>213</sup> *Ibid.*



performer des actes de langages, alors que pour les contextualistes ceux-ci fonctionnent de façon autonome.

Comme nous le disions, le concept de pluralisme avancé par Lepore et Cappelen n'est qu'une des huit facettes de leur conception de la pragmatique. Nous passerons donc rapidement les sept autres qui dérivent toutes plus ou moins de la première. Ainsi, la deuxième proposition consiste à dire que toute proposition véhicule un contenu sémantique minimal qui fait partie de l'énonciation (soit une réaffirmation du minimalisme). Ensuite, ils avancent qu'il n'est pas possible de produire une théorie capable d'anticiper toutes les interprétations possibles d'une phrase. La quatrième observation consiste à rejeter l'idée que seules les personnes présentes lors de l'énonciation ont les outils contextuels nécessaires pour comprendre la phrase. Il est ainsi tout à fait possible pour un locuteur à qui on rapporte de façon indirecte ce qui s'est dit de comprendre la phrase<sup>214</sup>. De plus, ils notent aussi que la personne qui performe l'acte de langage n'a pas un accès privilégié à toutes les implications de ce qu'il dit. Prenons l'exemple suivant : Xavier dit « Mon directeur de maîtrise est le professeur Michel Seymour ». De plus, il est tout à fait possible que Xavier soit tout à fait ignorant du fait que Michel Seymour est aussi un fervent défenseur de l'indépendance du Québec. Ainsi, un collègue qui aurait entendu Xavier et qui rapporterait ce qu'il a dit pourrait très bien dire que « Xavier a dit que son directeur de maîtrise est le philosophe indépendantiste de l'Université de Montréal »<sup>215</sup>. On comprend ici que Xavier n'est pas nécessairement au courant de toutes les implications qui sont véhiculées par ce qu'il dit et que son énonciation peut être interprétée de multiples façons tout aussi valables et fidèles par rapport à ce qu'il

---

<sup>214</sup> *Ibid.*, p. 200-201

<sup>215</sup> *Ibid.*, p. 202

voulait dire. En effet, dans notre exemple, les deux énoncés rapportent tous deux ce que Xavier voulait dire, bien que le second contienne une information qui manquait à Xavier.

Les trois dernières observations de Lepore et Cappelent concernent moins directement notre argumentaire. Dans l'ordre, il s'agit de dire qu'un locuteur peut très bien énoncer de façon sincère un contenu sémantique sans pour autant croire toutes les implications de ce dernier. De plus, ils rejettent aussi l'idée que les croyances exprimées doivent être ramenées au contenu sémantique d'une phrase. Finalement, ils avancent que, si on reprend la terminologie griecienne, les implicatures relèvent d'un même ordre que celui de « ce qui est dit », soit de la pragmatique<sup>216</sup>. Les deux premiers points concernent davantage un débat entre défenseurs d'une sémantique des conditions de vérité, position dont nous nous sommes distancés, alors que le dernier point réaffirme essentiellement la distinction entre sémantique et pragmatique que nous avons défendue au cours de notre réflexion.

### **3.4 Conclusion**

Notre réflexion dans ce chapitre avait pour but de mettre en place une version positive du minimalisme que nous pensions nécessaire à la défense d'une distinction entre structure et caractère de culture. Pour ce faire, nous avons commencé par présenter la conception conventionnaliste de la signification que l'on retrouve chez Wittgenstein. Nous avons ensuite nuancé cette conception à partir des travaux de Seymour et Bloor. Les travaux de ceux-ci nous ont permis de comprendre en quoi la signification minimale doit être comprise comme une

---

<sup>216</sup> *Ibid.*, p. 202-204

signification indéterminée, publique, sociale et collective. Plus spécialement, cette dernière doit être comprise à partir d'un ensemble de règles constitutives qui donnent les définitions stéréotypes des mots et fournissent aux individus les moyens de produire des actes linguistiques en accord avec le contenu sémantique de l'énoncé. Nous avons finalement présenté comment ces significations minimales interagissaient avec le contexte, c'est-à-dire comment la parole s'exprime. Cette étape de notre réflexion nous a permis de montrer comment le minimalisme nous permet de mettre en place la langue, ou ce qu'on pourrait appeler la structure de langage, pour faire écho à Kymlicka.

## **Conclusion**

Le dernier chapitre nous a permis de mettre en place une théorie positive de ce qui constituerait une défense de la structure de culture à partir du minimalisme en philosophie du langage. Il nous reste cependant à tirer toutes les implications de cette théorie, c'est-à-dire expliciter les liens entre cette théorie linguistique et la structure de culture proposée par Kymlicka. Pour ce faire, rappelons brièvement les grandes lignes de la conception du langage à laquelle nous sommes arrivés.

Comme nous l'avons exprimé avec grande peine tout au long de notre réflexion, afin de défendre l'idée d'inclure la langue dans la structure de culture telle qu'entendue par Kymlicka, nous devions parvenir à mettre en place une conception minimaliste du langage. À cet effet, nous avons tenté de montrer qu'il existait une signification minimale qui était indépendante du contexte. Cette dernière était en quelque sorte la première composante d'une structure linguistique relativement indépendante du locuteur. Cependant, la mise en place de cette signification minimale n'était pas suffisante pour rendre compte convenablement de l'intuition de Kymlicka. On rappellera que ce dernier cherchait à conceptualiser la langue, de telle façon que ses membres ne s'en retrouvent pas prisonnier, mais, au contraire, que celle-ci soit un outil essentiel dans leur développement, et plus particulièrement celui de leur autonomie. La structure de culture devait elle-même être comprise comme ayant une valeur instrumentale pour le développement de cette autonomie. Pour cette raison, il n'était pas possible de se contenter d'une simple démonstration en faveur de l'existence d'une signification minimale. En effet, si celle-ci devait s'avérer composer une structure linguistique tellement contraignante qu'elle déterminerait totalement les croyances, les valeurs et les buts

de ses utilisateurs, l'objectif de base qui était poursuivi par Kymlicka serait ainsi anéanti. Afin de parer à cette éventualité, nous avons poursuivi deux lignes argumentatives complémentaires.

Dans un premier temps nous avons explicité de quelle façon devait être comprise la structure à laquelle se rattachent les significations minimales. Il s'agit de conceptualiser la langue comme une institution sociale qui structure une partie de nos comportements linguistiques. Comprise comme un ensemble de règles constitutives, cette institution fournit aux locuteurs le cadre linguistique nécessaire à l'utilisation du langage. En ce sens, une telle structure, bien que contraignante, n'est pas limitative. Les contraintes qu'elle génère permettent la mise en place de nouveaux comportements qui peuvent même aller jusqu'à une réinterprétation du cadre original et, donc, la mise en place de nouvelles règles. Autrement dit, l'institution du langage permet ici l'introduction de la dynamique que cherchait à défendre Kymlicka. Comme nous l'avons vu, la structure de culture avait pour fonction de nous fournir les outils de bases nécessaires à la constitution de notre autonomie. Elle nous fournissait ainsi un cadre conceptuel de base qui nous permettait de penser le monde. En inscrivant la langue dans une logique institutionnelle formant un ensemble de règles constitutives minimalistes, on parvient à lui faire jouer un rôle structurant de ce genre au niveau de la parole de chaque individu. Il s'agit d'une structure qui permet non seulement l'expression d'une certaine autonomie, mais qui s'assure aussi que cette autonomie puisse s'enrichir au contact des autres subjectivités. Autrement dit, en tant que composante essentielle de la structure de culture, la langue fournit un espace intersubjectif qui optimise nos potentiels individuels. De par son caractère institutionnel, elle y parvient d'emblée parce que l'institution du langage comprend

les règles comme des ensembles de normes qui sont elles-mêmes sujettes à des transformations. Si les règles institutionnelles sont des ensembles de normes, elles ont un caractère conventionnel. En tant que conventionnelles, elles sont en partie arbitraires, car leur durabilité ne s'explique que par le poids d'une tradition au sein du groupe qui est parvenu à s'imposer. Rien n'interdit que des traditions différentes parviennent à leur tour à s'imposer.

Dans un deuxième temps, une fois que l'institution du langage est mise en place comme contexte des significations minimales, nous nous sommes aussi assurés d'ouvrir au maximum lesdites significations minimales. Nous avons ainsi rejeté l'idée de significations déterminées, c'est-à-dire de significations qui anticiperaient toutes leurs utilisations futures possibles. Le problème des significations déterminées est, qu'encore une fois, elles fixent le langage de telle façon qu'il devient difficile, voire impossible, de concevoir comment son utilisateur pourrait ne pas être limité dans les perspectives qu'il aurait sur le monde. De plus, les théories de la signification déterminée ont aussi tendance à lier de façon forte la signification au monde. Autrement dit, au sein de règles déterminées, le sens a comme rôle principal d'identifier le référent dans le monde. Par conséquent, le langage devient un outil permettant une relation entre le monde et la pensée du locuteur. Cet enchaînement logique pose cependant problème puisqu'il priorise un type d'utilisation du langage sur tous les autres. En effet, le langage peut être utilisé pour faire de la poésie, chanter, narrer des histoires ainsi que réaliser une foule d'autres activités. Dans chacune de ces activités, la connexion avec le monde est soit secondaire, soit totalement absente. Ou plutôt, on parle bien souvent en présupposant le monde et non seulement en le décrivant. Ainsi, comme nous l'avons déjà souligné, le but du langage n'est pas de parvenir à produire un discours exact sur le monde

(même si cela peut être l'objectif de certains jeux de langages précis), mais plutôt de permettre un échange entre des individus, soit de permettre la communication.

Cet objectif de la langue étant à notre esprit, il nous était alors possible d'introduire des significations minimales indéterminées. En ayant recours au concept de définition stéréotype présent chez Putnam et à la notion d'emploi utilisé par Wittgenstein, nous sommes parvenus à montrer que les significations minimales n'avaient pas pour tâche de proposer un contenu sémantique qui parvenait à saisir de façon exacte à quel objet l'on faisait référence dans le réel. Bien au contraire, elles véhiculaient plutôt des contenus informatifs approximatifs qui offraient un contenu stable, mais parfois ambigu. Autrement dit, de telles significations sont indéterminées. Elles n'anticipent pas toutes les applications possibles et restent donc relativement ouvertes à des utilisations inusitées. À l'image des règles constitutives, cette indétermination à l'avantage de nous permettre de comprendre comment il est possible d'avoir une structure contraignante de base qui n'est pas problématique pour l'autonomie des individus.

L'objectif de notre réflexion était de mettre en place un argumentaire crédible en faveur d'une théorie des droits linguistiques collectifs qui requiert de postuler une institution commune (une grammaire et un dictionnaire) partagée par une communauté donnée, mais en portant une attention particulière non pas au volet politique de la chose, mais plutôt aux points d'argumentation qui font nécessairement surface dans le domaine de la philosophie du langage. Ainsi, tout au long de notre réflexion, nous avons tenté de montrer que la position politique de Kymlicka était non seulement soutenable en philosophie politique, mais aussi en

philosophie du langage. Pour ce faire, il nous fallait parvenir à défendre une position minimaliste afin de sauvegarder l'idée que la langue est une partie constituante de la structure de culture et non du caractère de la culture. Autrement dit, que cette structure n'était pas un ensemble limitatif pour l'autonomie des citoyens, mais plutôt un ensemble génératif d'autonomie. C'est très exactement à ce résultat que nous sommes parvenus au travers de la mise en place d'une signification minimale indéterminée. Une fois comprise comme partie prenante de l'institution du langage, il devient possible de comprendre la langue comme étant l'ensemble de base qui fournit aux locuteurs les outils nécessaires pour comprendre le monde qui les entoure.

Cependant, comme nous l'avons vu, ériger cette structure n'était pas suffisant. Il nous fallait aussi parvenir à rejeter les théories sémantiques des contextualistes qui affirment que la signification ne pouvait advenir que dans un contexte d'énonciation particulier. La signification n'est donc pour ces derniers qu'événementielle. Une telle idée, nous l'avons dit à de multiples reprises, implique qu'il n'est pas possible de distinguer entre la signification et les croyances du locuteur. Ainsi, posséder une signification revient à posséder les mêmes croyances que mon interlocuteur. Dans une telle perspective, toute signification linguistique devient le véhicule d'une certaine conception du monde, du bien commun et de la vie bonne. Conséquemment, au niveau politique, une telle conception du langage implique que toute défense des droits linguistiques nous entrainerait dans une perspective presque orwellienne où la langue serait utilisée pour limiter l'individu dans son autonomie face au monde. En effet, forcer un individu à adopter une langue plutôt qu'une autre reviendrait à peu de chose près à le forcer d'adopter une conception du monde, du bien commun et de la vie bonne qui seraient



particuliers. Dans une telle situation, l'autonomie libérale si chère au monde philosophique ne serait plus qu'un rêve, même dans sa forme la plus modeste telle que proposée par Kymlicka. En plus, puisque faire la promotion d'une langue reviendrait à faire la promotion d'une conception du monde, du bien commun et de la vie bonne, cela contreviendrait au principe libéral de neutralité justificationnelle. Heureusement pour nous, nous sommes parvenus à écarter la bête contextualiste au cours de notre réflexion. Outre notre proposition positive qui permet de défendre une position minimaliste qui est cohérente avec la proposition politique de Kymlicka, nous avons aussi puisé dans les travaux d'autres penseurs pour parvenir à mettre en doute la plausibilité des positions contextualistes.

Ainsi, nous avons dans un premier temps cherché à montrer, avec l'aide de Seymour, qu'une bonne part de la théorie contextualiste repose sur un argument circulaire. Plus précisément, au travers d'une lecture particulièrement stricte du principe de Dummett, les contextualistes posent comme prémisses à leur argumentaire qu'il faut évacuer les significations minimales. Puisque toute théorie de la signification doit être une théorie de la compréhension, le contenu sémantique doit correspondre à ce qui est compris par les locuteurs. Or, et voilà la prémisse litigieuse, ce qu'ils comprennent est ce qui se révèle dans le contexte d'énonciation. C'est donc dans un contexte d'énonciation particulier que la signification d'une phrase est déterminée par le contexte. Cette conclusion est circulaire, mais cette conclusion est inévitable dès lors que l'on interprète le principe dummettien comme un principe qui nous replonge dans le contexte. En effet, cette prémisse étant établie, les contextualistes se retrouvent avec le champ totalement libre pour en arriver à produire un argument qui conclut à l'inutilité des significations minimales... Bien que problématique,

cette situation ne constitue toutefois pas l'élément qui pose le plus problème à la théorie de nos opposants. Comme proposé, ce sont plutôt grâce aux deux arguments suivants, puiser entre autres dans les travaux de Capallen et Lepore, que nous sommes parvenus à remettre en question de façon plus frontale les propositions contextualistes. Tout d'abord, ces dernières ne semblent pas nous permettre de produire une explication des constances dans le langage. Ainsi, pour parvenir à se comprendre, selon le contextualisme, deux locuteurs d'une même langue devraient partager un ensemble d'informations pertinentes au contexte d'énonciation. Cependant, l'ensemble semble si large qu'il devient douteux qu'il ne puisse jamais être pleinement partagé, voire même accessible. De plus, jamais le contextualiste ne nous indique pas exactement d'où proviennent ces informations. Cet arrière-fond contextuel nécessaire à la compréhension est-il le fruit d'un processus social, d'expériences de vie ou de contenus mentaux prélinguistiques ? Ainsi, non seulement le contextualisme n'explique pas comment certaines significations linguistiques restent stables d'un contexte à l'autre, mais il n'arrive pas non plus à expliquer comment la pratique linguistique elle-même peut être constante dans le temps. Parce qu'elle ne prend en considération que la dimension événementielle du langage, une telle théorie ne parvient pas à mettre en lumière la structure nécessaire au fonctionnement des langues et à la production de ces événements linguistiques.

Finalement, le contextualisme ne parvient pas à résoudre les problèmes d'imprécision qui pullulent dans notre pratique linguistique quotidienne. Les défenseurs de cette position affirment en effet que le minimalisme n'est pas plausible dans la mesure où les significations sont changeantes d'un contexte à l'autre. Autrement dit, sans l'accès au contexte, il serait tout à fait impossible de savoir si une phrase est vraie ou fausse, si elle saisit ou non un état de

choses dans le monde. Cette accusation comporte cependant deux problèmes. Tout d'abord, comme nous l'avons montré, il n'est pas du tout évident que le contextualisme parvienne lui-même à régler le problème. En effet, peu importe le nombre d'informations contextuelles supplémentaires qui seront ajoutées à la phrase originale, il existera toujours la possibilité d'une imprécision qui demande plus d'informations. La question devient alors : quand faut-il s'arrêter ? Prétendre que les processus pragmatiques parviennent à produire une signification plus claire consiste ici en une affirmation sans fondement. Les contextualistes nous donnent en effet peu d'éléments pour défendre cette idée.

Dans un deuxième temps, cet argument pose problème, car il réitère la thèse frégréenne qui attribue comme fonction au sens de déterminer le référent. Autrement dit, la raison d'être d'une signification serait de nous permettre de localiser son référent dans le monde. Cependant, comme l'a montré Putnam, rien n'est moins sûr. Il est ainsi tout à fait possible d'envisager que la signification ne sert pas à référer au monde de façon directe, mais plutôt d'offrir des contenus linguistiques qui me permettent d'échanger des idées avec autrui. Ainsi compris, le rôle du langage est social : il a pour tâche de nous permettre de communiquer entre nous... et d'autonomiser notre parole. Par la suite, les objectifs de cette communication peuvent orienter certaines pratiques linguistiques. Par exemple, la précision et l'exhaustivité linguistique seront des paramètres particulièrement importants pour un scientifique, mais auront peu d'intérêt pour moi et mes colocataires dans le cadre de notre vie d'appartement. Néanmoins, ces jeux de langage distincts auront malgré tout en commun d'être issus d'une même structure de base.

Tous ces éléments nous permettent de créer un chemin argumentatif crédible en philosophie du langage qui nous autorise à soutenir notre intuition politique initiale. Il nous semble en effet maintenant clair que la distinction kymlickienne entre structure et caractère de culture peut être soutenue dans une perspective linguistique. Grâce à la position minimaliste développée au cours de cette réflexion, nous sommes parvenus à attribuer à la langue le rôle constitutif que Kymlicka désirait la voir jouer en philosophie politique. Ces significations minimales fournissent en effet au locuteur les moyens et les outils qui lui sont nécessaires pour parvenir à construire sa propre parole, sa propre perspective sur le monde. Autrement dit, elle lui permet de se trouver dans une position où il lui est possible d'articuler le type de projet de vie qu'il souhaite mener au cours de son existence. Cette proposition en philosophie du langage étant défendue et démontrée, il nous est maintenant possible d'endosser l'argumentaire politique proposé par Kymlicka. La langue, comme élément de la structure de culture, constitue un bien premier qui se doit d'être défendu pour tout individu afin qu'il soit possible pour ce dernier de construire une autonomie authentique.

De plus, comme nous l'avons dit au cours du premier chapitre de ce travail, une diversité des structures de culture les unes vis-à-vis les autres permet d'assurer une diversité interne plus grande. Précisons. La diversité interne d'une structure de culture a une importance instrumentale capitale pour un individu. C'est à l'aune de cette diversité qu'il va se construire et évaluer les chemins qui lui sont proposés. Autrement dit, si c'est la structure de culture qui fournit les outils pour « évaluer le monde », ce sont les caractères de culture qui constituent les objets qui sont évalués. Ainsi, plus il y aura de caractères de culture présents, c.-à-d. que plus la structure de culture sera riche et diversifiée, plus l'individu sera face à un contexte de choix

enrichissant. Cependant, cette diversité interne n'est pas, justement, le seul fruit de facteurs internes à la structure. Elle est aussi le résultat de ses interactions et les échanges qu'elle a avec les autres structures de culture. Pour cette raison, il existe aussi une raison instrumentale réelle qui milite en faveur d'une diversité culturelle substantielle. Plus il y aura de structure de culture avec lesquelles interagir, plus chacune sera riche en caractères de culture internes. Il en est de même lorsqu'il est question des langues. Conclusion, la langue a une valeur instrumentale majeure pour toute communauté dont les membres ont à cœur l'autonomisation de chacun. Il faut favoriser la présence de plusieurs structures de culture parce que chacune d'elle porte en elle un contexte de choix potentiellement riche. Il sera d'autant plus riche si la structure de culture est mise en contact avec plusieurs autres structures de culture. Ainsi, dans une perspective libérale qui promeut un riche contexte de choix permettant à chacun de réaliser pleinement sa liberté, il importe de promouvoir et de protéger la diversité des structures de cultures. La diversité externe est une garantie supplémentaire de la présence d'une plus grande diversité interne. Il est en principe possible d'imaginer une seule et même grande structure de culture offrant à elle seule le plus grand contexte de choix. Toutefois, dans un monde caractérisé par la diversité des langues et des cultures, le moyen le plus simple d'assurer plus de liberté de choisir est de favoriser la diversité externe des structures de cultures. Dans un monde globalisé caractérisé par une très grande mobilité, le maintien d'une très grande variété de structures de culture est non seulement suffisant, mais nécessaire pour garantir au sein de chaque structure un grand contexte de choix.

Comme nous l'avions signalé au tout début de ce travail, notre réflexion cherchait à réaliser deux objectifs liés et malgré tout fort distincts. Nous venons de le dire, le premier de

ces objectifs consistait tout simplement à montrer que la position politique soutenue par Kymlicka était non seulement riche et cohérente sur le plan politique, mais qu'elle était aussi valable en philosophie du langage. Il nous semble humblement que nous y soyons parvenus. Dans un deuxième temps, nous cherchions aussi à montrer plus largement que les problèmes en philosophie politique mériteraient plus souvent d'être examinés sous la lorgnette de la philosophie du langage. Bien que les débats animés que l'on retrouve chez cette dernière peuvent parfois sembler lointains, il n'en reste pas moins qu'ils permettent de jeter un regard nouveau sur des problèmes politiques d'une importance majeure. Par exemple, pour ce qui touche à la question de la langue, les philosophes du langage nous ont permis d'enrichir la position kymlickienne en explicitant davantage quelle forme pourrait prendre la structure du langage. Elle prend ici la forme d'une institution sociale vivante et dynamique qui structure une partie de la vie des citoyens. De plus, elle nous a aussi permis de mettre en lumière le rôle que la langue joue au niveau social, et ce, de façon plus étendue. Plus globalement, cette réflexion nous a forcés à nous engager dans un projet politique aussi original que traditionnel. Original, car elle nous a permis d'examiner plus en profondeur une question propre à la philosophie politique, mais tout en passant par la lorgnette de la philosophie du langage. Elle nous a ainsi permis d'explicitier certaines conséquences et implications théoriques que le défenseur de la pluralité linguistique a à assumer s'il veut défendre les positions qui sont les siennes dans un cadre libéral. Dans un second temps, une telle réflexion s'inscrit en droite continuité avec la tradition philosophique plus large, soit d'accepter de réfléchir à un problème particulier à partir d'un maximum d'angles possibles afin de pouvoir en tirer toutes les solutions potentielles.

Il va de soi que la voie que nous avons ici tracée n'est pas la seule avenue possible pour parvenir à une défense du langage. On pourrait ainsi penser à des approches plus holistes et communautariennes, voire même purement esthétiques, qui nous permettraient d'arriver à des résultats semblables. Néanmoins, nous pensons que notre option, en se construisant à partir d'un libéralisme tel qu'on le retrouve chez Kymlicka, Seymour ou Dewey, nous fournit au moins deux avantages par rapport aux approches concurrentes. Dans un premier temps, elle ouvre la porte à un consensus plus large. Quoi que l'on en dise, la défense de l'autonomie semble être un objectif partagé par nombre de courants philosophiques, que l'on pense à l'anarchisme, au libéralisme, au marxisme, au post colonialisme, au féminisme ou même à certaines approches communautariennes. Chez la plupart des auteurs appartenant à ces différents courants c'est un concept qui refait constamment surface. Nous irions même jusqu'à dire qu'au vu de notre définition minimaliste du libéralisme, il n'y a pas en Occident de philosophie non libérale. Dans un deuxième temps, notre approche permet aussi d'éviter de penser la communauté et l'individu en opposition l'une avec l'autre. Comme nous l'avons vu tout au cours de notre réflexion, les deux sont impliqués dans une même dynamique qui les crée et les soutient mutuellement tout au cours de leur existence. Il s'agit donc plutôt de comprendre en quoi cette dynamique est nécessaire et constitutive de l'autonomisation de chacun. Nous espérons que notre réflexion constituera un début de réponse à cette question.

## **Bibliographie**

- Abram de Swaan, *Words of the World*, Cambridge, Blackwell Publishers Ltd, 2001, 253 p.
- Allan Buchanan, « What's So Special About Nations? », *Canadian Journal of Philosophy Supplementary Volume 22*, 1997, p.283-309
- Allan Patten et Will Kymlicka, « Introduction : Language Rights and Political Theory : Context, Issues and Approaches », dans Will Kymlicka et Alan Patten (éd.), *Language Rights and Political Theory*, Oxford, Oxford University Press, 2003, p. 1-51
- Amy Gutmann, « Civic Education and Social Diversity », *Ethics*, vol. 105, no. 3, avril 1995, p. 557-579
- Avishai Margalit et Joseph Raz, « National Self-Determination », *The Journal of Philosophy*, vol. 87, n 9, Septembre 1990, p. 439-461
- Charles Tarvis, *Les liaisons ordinaires*, Paris, Librairie Philosophique J. VRIN, 2003, 242 p.
- Charles Travis, *The Use of Sense*, Oxford, Oxford University Press, 1989, 400 p.
- Dan Sperber et Deirdre Wilson, *La Pertinence*, trad. par Abel Gerschenfeld et Dan Sperber, Paris, Les Éditions de Minuit, 1989, 396 p.
- David Bloor, *Wittgenstein, Rules and Institutions*, London, Routledge, 1997, 173 p.
- David D. Laitin and Rob Reich, « A Liberal Democratic Approach to Language Justice », dans Will Kymlicka et Alan Patten (éd.), *Language Rights and Political Theory*, Oxford, Oxford University Press, 2003, p. 80-104
- Elke Brendel et Christopher Jäger, « Contextualist Approaches to Epistemology: Problems and Prospects », dans Elke Brendel et Christopher Jäger (éd.), *Contextualisms in Epistemology*, Netherlands, Springer, 2005, p. 1-30
- Emma Brog, « Must a Semantic Minimalist Be a Semantic Internalist? », *Proceedings of the Aristotelian Society, Supplementary Volumes 83*, 2009, p. 31-51
- Emma Borg, « Minimalism versus Contextualism in Semantics », dans G. Preyer et G. Peter (éd.), *Context-Sensitivity and Semantic Minimalism : New Essays on Semantics and Pragmatics*, Oxford, Oxford University Press, 2007, p. 339-359
- Emma Borg, *Minimal Semantics*, Oxford, Oxford University Press, 2004, 288 p.
- Ferdinand de Saussure, *Cours de linguistique générale*, Paris, Payot, 2005, 526 p.
- François Recanati, *Literal Meaning*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004, 179



p.

François Recanati, *Philosophie du langage (et de l'esprit)*, Saint-Amand, Éditions Gallimard, 2008, 268 p.

Herman Cappelen, « Semantics and Pragmatics: Some Central Issues », dans G. Preyer et G. Peter (éd.), *Context-Sensitivity and Semantic Minimalism : New Essays on Semantics and Pragmatics*, Oxford, Oxford University Press, 2007, p. 3-22

Herman Cappelen et Ernie Lepore, *Insensitive Semantics: A Defense of Semantic Minimalism and Speech Act Pluralism*, Oxford, Blackwell Publishing Ltd, 2005, 219 p.

Hilary Putnam, *Représentation et réalité*, trad. de Claudine Engel-Tiercelin, Paris, Gallimard, 1990, 228 p.

Hilary Putnam, « Signification, référence et stéréotypes », *Philosophie*, 5, 1985, p. 21-44

Ichikawa, Jonathan Jenkins and Steup, Matthias, «The Analysis of Knowledge», *The Stanford Encyclopedia of Philosophy* (Spring 2014 Edition), Edward N. Zalta (ed.), URL = <http://plato.stanford.edu/archives/spr2014/entries/knowledge-analysis/>. (consultation avril 2017)

Idil Boran, «Global Linguistic Diversity, Public Goods, and the Principles of Fairness», dans Will Kymlicka et Alan Patten (éd.), *Language Rights and Political Theory*, Oxford, Oxford University Press, 2003, p. 189-209

Iris Marion Young, « Gender as Seriality : Thinking about Women as a Social Collective », *Signs*, vol. 19, no. 3, Printemps 1994, p. 713-738

John Dewey, *Éducation et Démocratie, suivie de Expérience et Éducation*, intr. par Denis Meuret et Joëlle Zask, Paris, Armand Collin Éditeur, 2011, 518 p.

John Rawls, *Théorie de la justice*, Paris, Éditions Points, 2009, 665 p.

John Searle, *Les actes de langage*, Paris, Hermann, 1972, 264 p.

Kai Nielsen, "Liberal Nationalism, Liberal Democracies, and Secession", *The University of Toronto Law Journal*, vol. 48, n 2, Printemps 1998, p. 253-295

Keith DeRose, *The Case for Contextualism, Knowledge, Skepticism, and Context, Vol. 1*, Oxford, Oxford University Press, 2009, 288 p.

Kristin Börjesson, *The Semantics-pragmatics controversy*, Berlin/Boston, Walter de Gruyter GmbH, 2014, 329 p.

- Kwame Anthony Appiah, *The Ethics of Identity*, Princeton, Princeton University Press, 2005, 358 p.
- Ludwig Wittgenstein, *Recherches philosophiques*, Domont, Éditions Gallimard, 2004, 372 p.
- Michael Dummett, «What is a Theory of Meaning (I)», dans *The Seas of Language*, Oxford, Oxford University Press, 1993, p. 1-33
- Michel Seymour, *L'institution du langage*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2005, 446 p.
- Michel Seymour, « Secession as a Remedial Right », *Inquiry*, vol. 50, n 4, 2007, p. 395-423
- Michel Seymour, «Speech Act Pluralism, Minimal Content, and Pragmemes», *Journal of Pragmatics*, 42, 2010, p. 2870-2881
- Richard Rorty, « Solidarité ou objectivité », dans *La pensée américaine contemporaine*, sous la direction de John Rajchman et Cornel West, Paris, PUF, 1991, p. 61-78
- Robyn Carston, *Thoughts and Utterances: The Pragmatics of Explicit Communication*, Oxford, Blackwell Publishing, 2002, 418 p.
- Ruth Rubio-Marin, « Language Rights: Exploring the Competing Rationales », dans Will Kymlicka et Alan Patten (éd.), *Language Rights and Political Theory*, Oxford, Oxford University Press, 2003, p. 52-79
- Saul Kripke, *Wittgenstein in Rules and Private Language*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1982, 160 p.
- Seyla Benhabib, *The Claims of Culture*, Princeton, Princeton University Press, 2002, 245 p.
- Sperber et Wilson, « The Mapping between the mental and the public lexicon », dans P. Carruthers & J. Boucher (éd.), *Thought and language*, CUP, Cambridge, 1998, p. 184-200
- Stephen May, « Contesting public monolingualism and diglossia: rethinking political theory and language policy for a multilingual world », dans *Language Policy*, novembre 2014, p. 371-393
- Stephen May, « Misconceiving minority language rights », dans W. Kymlicka et A. Patten (éd.), *Language Rights and Political Theory*, Oxford, Oxford University Press, 2003, p. 123-152
- Will Kymlicka, *La citoyenneté multiculturelle : une théorie libérale du droit des minorités*, Québec, Boréal, 2001, 357 p.

Will Kymlicka, *Liberalism, Community, and Culture*, Oxford, Oxford University Press, 1989,  
280 p.